

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

**Session annuelle
du Conseil d'administration**

Rome, 4–8 juin 2012

RAPPORTS ANNUELS

Point 4 de l'ordre du
jour

Pour approbation

F

Distribution: GÉNÉRALE
WFP/EB.A/2012/4
23 mai 2012
ORIGINAL: ANGLAIS

RAPPORT ANNUEL SUR LES RÉSULTATS DE 2011



Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site Web du PAM (<http://executiveboard.wfp.org>).

NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour approbation.

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions de caractère technique à poser sur le présent document à contacter les fonctionnaires du PAM mentionnés ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

Directeur exécutif adjoint et Directeur de l'Administration générale, ER ¹	M. A. Abdulla	tél.: 066513-2401
Directrice exécutive adjointe, HS ²	Mme S. Sisulu	tél.: 066513-2005
Directeur exécutif adjoint, OD ³	M. R. Lopes da Silva	tél.: 066513-2200
Responsable par intérim et Directeur financier, RM ⁴	M. S. O'Brien	tél.: 066513-2682
Directeur, RMP ⁵	M. C. Kaye	tél.: 066513-2197
Conseillère pour les programmes, RMP	Mme K. Oppusunggu	tél.: 066513-3068

¹ Département des relations extérieures

² Bureau pour les solutions au problème de la faim

³ Département de la gestion des ressources et de l'obligation redditionnelle

⁴ Département des opérations

⁵ Division de la gestion des résultats et de l'obligation redditionnelle

Pour toute question relative à la disponibilité de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter Mme I. Carpitella, Assistante administrative principale de l'Unité des services de conférence (tél.: 066513-2645).



PROJET DE DÉCISION

Le Conseil approuve le Rapport annuel sur les résultats de 2011 (WFP/EB.A/2012/4), notant que celui-ci constitue un exposé complet des résultats obtenus par le PAM pendant l'année écoulée.

Table des matières

	Page
Projet de décision	5
Avant-propos de la Directrice exécutive	9
Résumé	11
PARTIE I: Introduction	19
Contexte stratégique	21
L'action du PAM	24
PARTIE II: Bilan des résultats par Objectif stratégique	35
Aperçu général	35
Résultats par Objectif stratégique	37
Enseignements tirés	52
PARTIE III: Résultats institutionnels par priorité de gestion	53
Aperçu général	53
Résultats par priorité de gestion	54
Enseignements tirés	81
PARTIE IV: Perspectives	83

	Page
ANNEXES	
I. CONTRIBUTION DU PAM AUX OBJECTIFS DU MILLÉNAIRE POUR LE DÉVELOPPEMENT	91
II. A – CADRE DE RÉSULTATS STRATÉGIQUES DU PAM (PLAN STRATÉGIQUE DU PAM POUR 2008–2013)	93
B – RAPPORTS SUR LA PERFORMANCE (EFFETS DIRECTS)	107
C – MÉTHODOLOGIE – ÉVALUATION DES OBJECTIFS STRATÉGIQUES	111
D – ENSEIGNEMENTS TIRÉS – COMMUNICATION DES DONNÉES EN 2011	114
III. INDICATEURS DE PERFORMANCE 2011	116
IV. RAPPORT SUR LA DÉONTOLOGIE	118
V. PERSONNEL DU PAM AYANT UN CONTRAT D'UNE DURÉE D'UN AN OU PLUS	126
VI. PROFIL DE L'AIDE ALIMENTAIRE DANS LE MONDE	127
VII. ACHAT DE PRODUITS ALIMENTAIRES PAR LE PAM EN 2011	128
VIII. MONTANT TOTAL DES CONTRIBUTIONS CONFIRMÉES EN 2011	132
IX. A – VENTILATION DES DÉPENSES DIRECTES PAR CATÉGORIE DE PAYS ET RÉGION, 2008–2011	136
B – VENTILATION DES DÉPENSES DIRECTES PAR PAYS, RÉGION ET CATÉGORIE D'ACTIVITÉS, 2008–2011	138
C – VENTILATION DES DÉPENSES DIRECTES PAR CATÉGORIE DE PAYS ET RÉGION, 2008–2011	141
X. A – PARTENARIATS AVEC DES ORGANISMES DES NATIONS UNIES ET DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES	142
B – ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES ET SECTEURS DE COOPÉRATION	143
XI. NOTES GÉNÉRALES	144
LISTE DES SIGLES UTILISÉS DANS LE PRÉSENT DOCUMENT	145

COMMENT UTILISER LE PRÉSENT RAPPORT

Le Rapport annuel sur les résultats de cette année suit la présentation définie en 2011. Il contient une analyse des réalisations du PAM conformément au Plan stratégique pour 2008–2013, qui comprend quatre parties:

I: Introduction – le contexte dans lequel le PAM a mené ses activités.

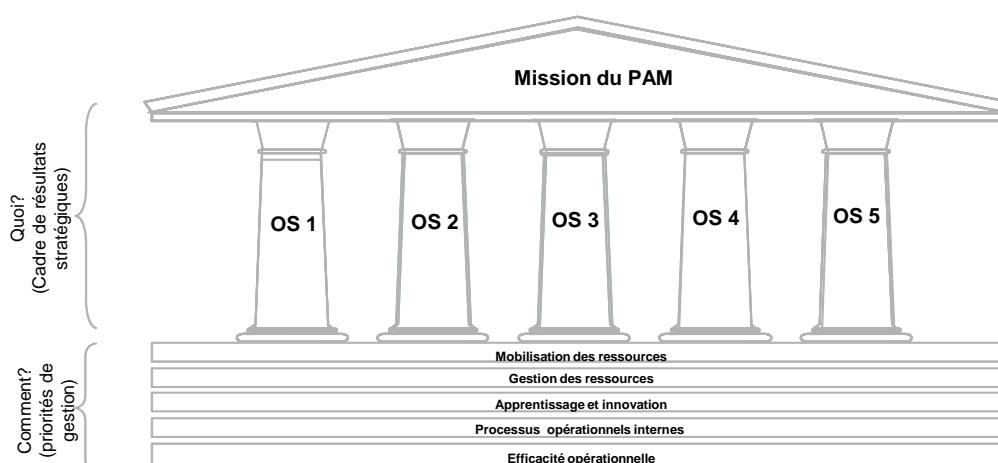
II: Résultats par Objectif stratégique – les résultats des opérations du PAM au niveau des produits et des effets directs pour chaque Objectif stratégique.

III: Résultats institutionnels par priorité de gestion – les travaux entrepris pour appuyer la réalisation des Objectifs stratégiques.

IV: Perspectives – les défis à prévoir et les possibilités futures.

Annexes – statistiques et informations détaillées sur les résultats.

Le PAM ressemble à un édifice constitué de fondations, de piliers et d'un toit. Les fondations sont les priorités de gestion, au regard desquelles se mesure l'efficacité avec laquelle le PAM fournit ses services, l'objet de cette analyse étant de répondre à la question "Le PAM agit-il comme il le devrait?" Les priorités de gestion sont la base du Cadre de résultats stratégiques, en fonction duquel se mesure l'efficacité avec laquelle le PAM s'acquitte de ses obligations envers les bénéficiaires dans le contexte des Objectifs stratégiques. Il s'agit en l'occurrence de répondre à la question "L'action du PAM est-elle appropriée?" Le Cadre de résultats stratégiques, au regard duquel se mesurent les résultats qui concernent directement les bénéficiaires, constitue les piliers de l'édifice.



Le Rapport annuel sur les résultats est fondé sur ce concept. Le code de couleurs ci-après a pour objet d'indiquer les progrès réalisés par rapport aux priorités de gestion et au Cadre de résultats stratégiques:

Progrès importants	Si $\geq 60\%$ des valeurs de l'indicateur se sont améliorées
Progrès modérés	Si de 40% à 59% des valeurs de l'indicateur se sont améliorées
Pas de progrès	Si $< 40\%$ des valeurs de l'indicateur se sont améliorées
Données insuffisantes	Les informations ne sont pas suffisantes pour porter une appréciation

L'annexe II-C contient des renseignements détaillés sur les méthodes de communication des données appliquées dans le présent rapport.

Pour ce qui est de la communication de données sur la gestion, les essais et la validation se sont poursuivis en 2011. En 2012, des objectifs et des jalons internes seront établis pour chaque priorité de gestion; le codage ci-après indique les progrès accomplis en 2011 par rapport à 2010:

- la situation s'est améliorée ou stabilisée par rapport à 2010
- il n'y a pas eu de changement ou d'amélioration par rapport à 2010

AVANT-PROPOS DE LA DIRECTRICE EXÉCUTIVE

L'année 2011 a été caractérisée par l'instabilité politique, l'escalade des conflits, la volatilité persistante des prix des denrées alimentaires et l'accroissement du nombre de personnes victimes de catastrophes liées aux conditions météorologiques; il a donc été encore plus impératif de trouver les solutions les plus appropriées pour soutenir les populations les plus vulnérables. En 2011, le PAM a mis en œuvre de nouveaux mécanismes d'assistance: pour faire face notamment à la pire sécheresse que la corne de l'Afrique ait connue en 60 ans et à la crise en Libye. Parmi les dispositifs utilisés figurait notamment le mécanisme d'achat anticipé; l'utilisation de nouveaux dispositifs, tels que les transferts monétaires et les bons, a quant à elle été renforcée. Fait tout aussi important, le PAM a été en mesure de maintenir son niveau de financement en cette période d'austérité financière. Nous estimons que les améliorations apportées à la gestion et la ferme volonté de faire un meilleur usage des fonds à disposition ont renforcé la confiance des donateurs.

Le PAM a fêté le cinquantième anniversaire de sa création en 2011, année au cours de laquelle nous avons relevé des défis exceptionnels qui nous ont amenés à travailler dans de nouveaux domaines et à assumer de nouveaux rôles. Nous avons également tiré profit des réformes de la gestion et des améliorations des programmes de ces dernières années, qui ont renforcé l'efficacité, l'efficience et la transparence du PAM et encouragé l'adoption de meilleures pratiques dans l'ensemble du système des Nations Unies.

Parmi les principaux faits marquants de 2011 figurent l'amélioration de la structure de gouvernance du PAM et son engagement en faveur de l'obligation redditionnelle et de la transparence à l'échelle institutionnelle. Dans ce contexte, le Haut-Comité de gestion a été créé afin de cerner les risques et de définir des mesures d'atténuation de leurs effets à l'échelon le plus élevé. Le PAM n'a jamais été aussi solide: cette constatation a été validée par le rapport du Corps commun d'inspection sur les structures de responsabilité, qui a fait l'éloge de la structure de contrôle interne du PAM, l'une des meilleures du système des Nations Unies.

Sur la recommandation du Commissaire aux comptes et du Comité d'audit, le PAM a adopté le système de contrôle interne du Comité des organisations de tutelle de la Commission Treadway, qui est reconnu à l'échelle mondiale comme étant une pratique optimale. Le PAM dispose désormais d'un cadre définissant les principes du contrôle interne et il publiera en 2012, pour la première fois, une déclaration sur le contrôle interne dans laquelle seront évaluées sa situation par rapport aux principes énoncés et les initiatives à prendre à des fins d'amélioration.

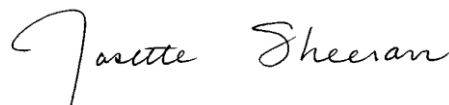
Le Plan de gestion (2012–2014) est le premier à intégrer le nouveau cadre de gestion des résultats du PAM, ce qui permettra d'établir des liens plus clairs avec le Plan stratégique et les indicateurs de performance pour toutes les activités et de définir des critères de référence plus précis pour l'ensemble des projets.

Le PAM met à profit les réformes entreprises au cours des cinq dernières années en vue de promouvoir les meilleures pratiques publiques, tirant parti de ses points forts sur le plan institutionnel pour s'acquitter de sa mission humanitaire et développer au maximum l'esprit d'entreprise. Il est encourageant de constater que ces réformes ont donné le ton et sont

maintenant mises en œuvre au sein du système des Nations Unies. Aujourd'hui, le PAM conseille d'autres organismes qui souhaitent adopter les Normes comptables internationales du secteur public et mettre en place des progiciels de gestion intégrés.

Le PAM a élargi la portée de ses interventions fondées sur les transferts monétaires et les bons: le nombre de leurs bénéficiaires, très limité au départ, a atteint trois millions au bout de deux ans seulement. Les vivres achetés aujourd'hui sont plus nourrissants, conditionnés dans des matériaux adaptés aux situations d'urgence et destinés à des groupes spécifiques, conformément aux récentes observations scientifiques sur la nutrition. Les interventions ont été transposées à plus grande échelle, mais il faudra du temps, du dévouement et une volonté sans faille pour découvrir et adopter des concepts nouveaux, en vue d'intégrer les changements dans les interventions et les programmes du PAM. Il faudra aussi acquérir de nouvelles compétences, ce qui suppose de recycler le personnel actuel ou bien de recruter de nouveaux fonctionnaires ayant le savoir-faire requis. Certaines difficultés demeurent sur le plan institutionnel: il est notamment nécessaire de suivre et d'évaluer au fil du temps les processus, ainsi que les produits et les effets directs, d'une manière qui soit rentable et uniforme pour tous les bureaux de pays.

Le PAM ne se reposera pas sur ses lauriers. Nous sommes conscients que nous ne pouvons pas changer la vie de ceux qui souffrent de la faim si nous ne sommes pas d'abord capables de transformer notre façon de travailler. Au cours des 50 dernières années, le PAM – le premier organisme à intervenir en cas de situation d'urgence, celui qui distribue des vivres aux populations les plus vulnérables, le partenaire des communautés et des pays dans la lutte contre la faim et, de plus en plus, le garant d'une bonne gestion des investissements – a vu sa réputation grandir à chaque intervention qui a permis de sauver des vies. Je ne peux pas indiquer avec certitude quels sont les défis qui nous attendent en 2012, mais je suis sûre que le PAM se montrera à la hauteur de la situation.



Josette Sheeran

Directrice exécutive

RÉSUMÉ

1. Dans le monde actuel, les risques sont multiples pour ceux qui sont le moins bien armés pour y faire face. Les prix des denrées alimentaires et du pétrole ont atteint des niveaux sans précédent, 2011 a été l'année la plus coûteuse pour ce qui est des dégâts causés par des catastrophes naturelles, 1,5 milliard de personnes sont confrontées à l'insécurité politique et à la criminalité, et l'espace humanitaire sûr se réduit.
2. Le tremblement de terre et le tsunami qui ont frappé le Japon ont certes montré que les risques pèsent sur les riches comme sur les pauvres, mais leur impact sur les populations vulnérables est sans commune mesure. Attendu qu'une personne sur sept est sous-alimentée dans le monde, les marges de sécurité sont extrêmement minces, et pour ceux qui luttent pour survivre avec moins de 1,25 dollar É.-U. par jour, elles sont facilement réduites à néant. Pour relever ces défis, le PAM a recours à une panoplie de plus en plus large de mécanismes d'assistance alimentaire pour distribuer les aliments appropriés aux bénéficiaires appropriés, au moment approprié et à l'endroit approprié.
3. En 2011, le PAM a fourni une assistance alimentaire à 99,1 millions de bénéficiaires dans 75 pays. La priorité a continué d'être accordée aux enfants, qui ont représenté 64 pour cent des bénéficiaires du PAM, les femmes et les enfants en constituant ensemble 84 pour cent.
4. Le présent Rapport annuel sur les résultats évalue la mesure dans laquelle, en 2011, le PAM a réussi à atteindre les objectifs énoncés dans le Plan stratégique pour 2008–2013. Il analyse l'action du PAM et les moyens mis en œuvre, et montre comment le Programme a contribué à répondre aux besoins des plus vulnérables parmi les populations pauvres qui souffrent de la faim et dans quelle mesure il a réussi à le faire de façon économique, efficace et efficiente.
5. Cette analyse est fondée sur les renseignements figurant dans les rapports normalisés sur les projets établis pour chaque opération, qui permettent de procéder à un suivi au regard d'indicateurs choisis s'agissant des produits et des effets directs. Elle repose aussi sur les États financiers annuels et les différents rapports du Bureau de l'évaluation, qui tirent des conclusions sur les résultats obtenus au niveau de l'ensemble du Programme.
6. En 2011, le PAM a accompli des progrès importants au regard des Objectifs stratégiques suivants: Objectif stratégique 1 – sauver des vies et protéger les moyens de subsistance dans les situations d'urgence; Objectif stratégique 2 – prévenir la faim aiguë et investir dans la préparation aux catastrophes et l'atténuation de leurs effets; Objectif stratégique 3 – remettre sur pied les communautés et reconstituer leurs moyens de subsistance après un conflit ou une catastrophe ou dans les périodes de transition; et Objectif stratégique 4 – réduire la faim chronique et la dénutrition.
7. C'est la première année que le Programme a fait état de progrès notables par rapport à l'Objectif stratégique 4. En 2011, les projets du PAM ont communiqué des données sur un nombre suffisant d'indicateurs pour mettre en évidence les progrès qui ont été également accomplis sur la voie du renforcement des moyens des pays de lutter contre la faim, ce qui rentre dans le cadre de l'Objectif stratégique 5 – renforcer la capacité des pays de lutter contre la faim, notamment grâce à une stratégie de transfert des responsabilités et aux achats locaux.

Interventions du PAM – éléments communs de l'action du Programme en 2011

8. Les interventions menées par le PAM en 2011 à la suite de situations d'urgence ont mis en évidence l'importance de sa couverture mondiale. Le printemps arabe et le tremblement de terre au Japon ont obligé le Programme à intervenir dans des pays où sa présence était limitée avant ces situations de crise. Grâce à sa présence régionale, le PAM a pu agir rapidement dans le cas du conflit libyen, et ses services spécialisés à l'échelle mondiale, dans le cadre des modules de la logistique et des télécommunications d'urgence ainsi que des entrepôts de fournitures humanitaires des Nations Unies, lui ont permis de contribuer efficacement à l'intervention menée par le Gouvernement japonais à l'issue du tremblement de terre et du tsunami.

9. Les nouvelles technologies restent un élément essentiel de la lutte contre la faim. Les nouvelles techniques utilisées par le PAM en 2011, qui vont de la cartographie aux services bancaires itinérants, ont contribué à améliorer l'efficacité et l'efficacé de ses interventions, qu'elles aient été menées pour faire face à une situation d'urgence ou pour surmonter des obstacles dans le domaine du développement.

10. L'intérêt des partenariats dans les interventions humanitaires s'est trouvé de nouveau confirmé l'année dernière. Les partenariats forgés par le PAM en 2011 ont été plus nombreux que jamais; leur efficacité est évidente dans le cadre de l'action groupée pour les télécommunications d'urgence, la logistique, la sécurité alimentaire et la nutrition. Le PAM a également noué de nouveaux partenariats pour la recherche et pour la mise au point de pratiques optimales en matière de nutrition, "d'Achats au service du progrès" et d'alimentation scolaire. Un tournant décisif en 2011 a été le lancement en mars du Centre d'excellence contre la faim, dans le cadre d'un partenariat entre le PAM et le Gouvernement brésilien.

Interventions du PAM – nouvelles solutions au problème de la faim

11. Le PAM continue de chercher et d'appliquer des solutions novatrices en matière d'assistance alimentaire, s'employant à fournir les outils appropriés et les vivres voulus pour que cette assistance soit efficace.

- S'agissant de fournir les vivres appropriés, le PAM a continué d'intensifier l'utilisation de nouveaux aliments nutritifs qui répondent à des besoins spécifiques. Il a poursuivi l'intégration des questions d'alimentation et de nutrition dans ses interventions relatives au VIH; il a coopéré avec les gouvernements à un niveau élevé pour faire en sorte que la réduction de la dénutrition reste au centre de la lutte contre la faim; et il a recentré ses interventions nutritionnelles sur la période favorable des 1 000 premiers jours de la vie d'un enfant¹, afin de réduire la mortalité et de prévenir les conséquences à long terme du retard de croissance. En 2011, dans le cadre des interventions nutritionnelles, une évolution positive a été enregistrée pour les effets directs: les taux de malnutrition aiguë ont diminué dans 60 pour cent des projets qui ont communiqué des données sur cet indicateur et, s'agissant des programmes d'alimentation ciblée, les taux d'efficacité de la supplémentation alimentaire ont sensiblement progressé.
- Pour ce qui est d'utiliser les outils appropriés, le nombre d'interventions du PAM fondées sur des transferts monétaires a continué d'augmenter en 2011: les budgets approuvés ont été multipliés par cinq par rapport aux montants de 2009. Le PAM prévoit d'intensifier ses programmes reposant sur des transferts monétaires pendant trois à quatre ans. Les achats effectués dans le cadre de l'initiative Achats au service du progrès

¹ Période correspondant au développement de l'enfant de la conception jusqu'à l'âge de 2 ans.

ont représenté 13 pour cent des produits alimentaires achetés par le PAM dans 21 pays pilotes; à la fin de 2011, des contrats avaient été passés pour l'achat de 207 000 tonnes de denrées alimentaires, dont 130 000 tonnes avaient été livrées au PAM.

Interventions du PAM – opérations d'urgence

12. En 2011, les opérations de secours et de relèvement rapide, qui ont absorbé les deux tiers des produits alimentaires distribués et des dépenses directes connexes, ont permis d'aider 60 millions de bénéficiaires. Le PAM a eu recours à de nouvelles modalités d'assistance et a travaillé avec les acteurs œuvrant en faveur de la stabilisation, du développement et des droits de l'homme pour faciliter la transition des secours vers le redressement et le relèvement.

13. Les donateurs ont versé des contributions parmi les plus généreuses de ces dernières années au moment de la crise qui a frappé la corne de l'Afrique: à la fin de décembre 2011, 45 donateurs avaient fourni 650 millions de dollars à l'appui de l'intervention d'urgence du PAM. Le Programme a surmonté les problèmes logistiques, ouvrant de nouveaux couloirs terrestres et créant des zones de regroupement du matériel le long de la frontière somalienne; 100 ponts aériens ont permis d'acheminer 2 300 tonnes d'aide alimentaire jusqu'aux bénéficiaires qui avaient besoin de suppléments nutritionnels spéciaux. Les technologies de pointe ont été particulièrement utiles: le PAM a utilisé le système d'information géographique pour les mises à jour quotidiennes concernant les ports, les aéroports, les pôles d'appui, les voies logistiques, les camps et la sécurité alimentaire, et il a dressé des cartes indiquant l'emplacement de petits établissements pouvant servir d'appui pour les secours d'urgence.

14. En Libye, l'insurrection a conduit au conflit et à l'agitation politique. Parmi les principaux obstacles à surmonter figuraient la difficulté d'accès aux zones jugées dangereuses, ce qui limitait le transport terrestre, et la création d'une zone d'exclusion aérienne pour les avions commerciaux. Pour son intervention, le PAM a affrété un navire pour transporter les marchandises et les agents humanitaires – le premier transbordeur à passagers destiné aux partenaires de l'aide humanitaire. Le Programme a fait appel aux services aériens d'aide humanitaire des Nations Unies pour remplacer les avions commerciaux, et a mobilisé les partenaires locaux et les communautés pour aider à livrer les produits alimentaires dans les zones où sévissait le conflit ou dans celles qui venaient d'en sortir.

15. Au Pakistan, on estime que 5,8 millions de personnes ont été frappées par les inondations dans les provinces du Sindh et du Baloutchistan. Un soutien a été apporté en priorité aux ménages dirigés par une femme pour leur permettre de survivre et, à la fin de l'année, le PAM était venu en aide à 3,5 millions de victimes. Face aux multiples problèmes logistiques (routes et infrastructures endommagées, insécurité et graves inondations dans des zones reculées), le PAM a mis en place dix pôles d'appui dans les régions touchées et déployé 14 navires pour faciliter les opérations dans les zones inaccessibles par la route. Grâce à des prévisions météorologiques spéciales indiquant l'avancée des inondations, il a été possible de procéder à une planification efficace et de diriger les hélicoptères vers les endroits où les besoins étaient les plus grands, ce qui a permis de sauver des vies et d'économiser du temps et de l'argent.

16. Le PAM s'emploie à concilier les principes d'humanité, de neutralité et d'impartialité. Les interventions en Libye et en Somalie ont été difficiles, mais elles ont permis de réaffirmer que la compréhension mutuelle, la communication et le renforcement des capacités étaient des facteurs essentiels pour que le PAM remplisse sa mission humanitaire.

17. Les renseignements fournis par les projets sur les indicateurs relevant de l'Objectif stratégique 1 ont fait apparaître en 2011 un taux global pondéré d'amélioration de 64 pour cent, ce qui a de nouveau confirmé que son aptitude à intervenir rapidement en cas de crise était l'un des atouts du PAM. Ce résultat indique que de gros progrès ont été faits en matière de réduction du nombre de personnes exposées à l'insécurité alimentaire dans les communautés bénéficiant de l'aide du PAM: 56 pour cent des projets ayant communiqué des données sur l'indicateur "score de consommation alimentaire des ménages" dans les situations d'extrême urgence ont signalé une amélioration, ce qui signifie que la consommation alimentaire de 17 millions de bénéficiaires touchés par une crise s'est améliorée.

18. Toutefois, un certain nombre d'opérations importantes du PAM ont fait état d'une évolution négative de la consommation alimentaire, qui reflète une détérioration de la situation en matière de sécurité alimentaire imputable à des facteurs tels que la multiplication des conflits et des déplacements de populations, les hausses des prix des denrées alimentaires et les mauvaises récoltes. Cette situation met en lumière les risques intrinsèques et la fragilité qui caractérisent souvent le contexte opérationnel du PAM: l'assistance alimentaire permet de soulager la faim aiguë au début des crises, mais il est plus difficile de remédier aux problèmes chroniques. La priorité accordée à la gestion des risques aide le PAM à atténuer les effets des risques liés au contexte, mais l'expérience prouve que les risques résiduels restent un obstacle à la réalisation des objectifs.

19. Les renseignements fournis par des projets sur les indicateurs relevant de l'Objectif stratégique 2 ont révélé un taux pondéré d'amélioration de 68 pour cent en 2011. Les deux tiers des projets ayant communiqué des données sur l'indicateur "score de consommation alimentaire des ménages" ont fait état d'une amélioration de la situation, ce qui revient à dire que la consommation alimentaire de 1,9 million de personnes s'est améliorée. Cinq projets ont signalé une augmentation du nombre d'actifs productifs utilisés par les communautés due à l'intervention du PAM.

Interventions du PAM – situations de transition

20. Les situations de transition sont caractérisées par l'espoir en un avenir meilleur et par de grandes attentes en matière d'amélioration des conditions de vie grâce aux interventions menées au lendemain de la crise. La forte présence du PAM sur le terrain, son aptitude à mobiliser des ressources rapidement, ses moyens techniques et logistiques, et ses systèmes d'information et d'évaluation lui donnent un avantage comparatif pour promouvoir des initiatives de redressement et de développement, tout en répondant aux besoins humanitaires essentiels après une crise. Immédiatement après un conflit, la présence du Programme et son assistance alimentaire font partie des dividendes de la paix; dans des cas comme ceux du Soudan du Sud et du Kirghizistan, l'appui à la consolidation de la paix est un objectif du programme de travail du PAM.

21. Dans des situations de transition, les résultats peuvent être mesurés dans le cadre des Objectifs stratégiques 3 et 4. Les informations fournies par les projets sur les indicateurs relevant de l'Objectif stratégique 3 ont fait apparaître un taux pondéré d'amélioration de 80 pour cent en 2011. Des améliorations ont également été signalées par 80 pour cent des projets ayant communiqué des données sur l'indicateur "score de consommation alimentaire des ménages", ce qui revient à dire que la consommation alimentaire de 2,6 millions de personnes s'est améliorée.

22. Les renseignements fournis par les projets sur les indicateurs relevant de l'Objectif stratégique 4 ont fait apparaître un taux pondéré d'amélioration de 62 pour cent en 2011, ce qui indique que des progrès ont été accomplis en matière de réduction de la faim chronique et de la dénutrition.

Gestion

Mobilisation de ressources

23. En 2011, les recettes du PAM ont diminué de 530 millions de dollars, soit 12 pour cent, tombant à 3,74 milliards de dollars. Ce recul des contributions peut être attribué en partie à la réduction de l'ampleur des crises: en 2010, le PAM était intervenu à la suite de situations d'urgence d'une extrême gravité en Haïti, au Pakistan et dans le Sahel, alors qu'en 2011, il a fait face à une seule crise de grande ampleur, dans la corne de l'Afrique. Les contributions ont couvert 60 pour cent des besoins du PAM, estimés à 6 milliards de dollars en 2011, contre 62 pour cent en 2010 et 65 pour cent en 2009. Afin de s'assurer un soutien financier suffisant, le Programme continue de coopérer avec les gouvernements et le secteur privé pour mettre en place des contributions pluriannuelles flexibles, de nouveaux mécanismes de financement et des dispositifs de couplage.

24. En 2011, les sources de financement ont été plus diversifiées. Le PAM a reçu des contributions de 93 sources, dont 87 gouvernements donateurs; 31 gouvernements hôtes, soit six de plus qu'en 2010, ont versé des contributions d'un montant total de 60 millions de dollars, ce qui correspond à 2 pour cent des sommes allouées en 2011. Les économies émergentes ont augmenté leurs contributions de 26 pour cent par rapport à 2010, pour atteindre au total 228 millions de dollars. En 2011, le PAM a reçu 196 millions de dollars de sources regroupant plusieurs donateurs: avec un financement de 126 millions de dollars, le Fonds central d'intervention pour les urgences humanitaires des Nations Unies a été à lui seul le septième donateur le plus important.

25. Le PAM s'est repositionné en 2011 afin de promouvoir les partenariats avec le secteur privé et, notamment, de forger des partenariats novateurs là où les marchés offrent les plus grands débouchés. Les dons du secteur privé ont atteint 93,7 millions de dollars, faisant de ce secteur le dixième plus gros donateur du Programme. Par ailleurs, les dons effectués en ligne, à l'échelle mondiale, progressent rapidement: 7 millions de dollars ont été mobilisés en 2011. Parmi les personnes qui soutiennent le PAM, le nombre de celles qui figurent sur ses listes de diffusion électronique a augmenté de 178 pour cent en 2011; quant au nombre de celles qui suivent les activités du PAM sur Facebook et Twitter, il a triplé.

Gestion des ressources

26. Le PAM continue d'appliquer des normes de contrôle interne optimales dans le cadre de l'initiative visant à renforcer le contrôle de gestion et l'obligation redditionnelle. En mars 2012, il est devenu l'un des rares organismes des Nations Unies qui présentent une déclaration officielle sur l'efficacité du contrôle interne dans leurs comptes annuels.

27. Les procédures du PAM en matière de gestion de la performance et des risques sont bien établies, mais il faudra encore du temps pour les consolider. Le Programme a peaufiné le cadre des résultats de gestion, qui sera utilisé en 2012 et au-delà, et amélioré les capacités de gestion de la performance et des risques à tous les niveaux. Il est maintenant en mesure d'instaurer une gestion plus rigoureuse axée sur les résultats et de faire face aux risques connexes.

28. Des problèmes restent à résoudre pour assurer la sécurité et le bien-être du personnel du PAM. En 2011, quatre de ses agents nationaux ont perdu la vie dans l'exercice de leurs fonctions à la suite d'attaques à main armée en Éthiopie, en Somalie et au Soudan du Sud, dont deux se sont produites sur des routes et une sur un site où un programme était mis en œuvre. Le personnel du PAM travaille dans des contextes opérationnels comportant des risques importants pour la santé et sur le plan psychosocial: les services médicaux et l'Unité de conseil au personnel continuent de l'aider à affronter ces risques.

Apprentissage et innovation

29. Dans son rapport annuel de 2011, le Bureau de l'évaluation met en évidence l'attitude dynamique du PAM, le dévouement de son personnel et sa capacité d'innovation. Parmi les initiatives visant à améliorer la gestion des connaissances et à mieux tirer des enseignements des innovations figurent l'exploitation des analyses des leçons dégagées à la fin des situations d'urgence majeures coordonnées par le Siège, le renforcement des capacités de préparation aux catastrophes moyennant des exercices de simulation, et la désignation de responsables pour analyser les recommandations issues des activités de surveillance et y donner suite.

30. Les taux d'inscription dans les centres d'évaluation et de formation à la gestion du PAM sont élevés; le Programme a également étoffé son système de gestion de l'apprentissage en ligne, qui propose maintenant 300 cours en ligne et 460 simulations vidéo.

31. Les investissements en faveur des technologies de l'information ont nettement progressé en 2011: ils ont représenté 9,7 pour cent des dépenses du Programme, niveau comparable à celui de 2007/08, au moment de la mise en place du Système mondial et réseau d'information du PAM (WINGS II). Le PAM a poursuivi la mise en œuvre des quatre initiatives en matière de technologies de l'information mentionnées dans le Rapport annuel sur les résultats de 2010: i) Foodlink, qui améliore les télécommunications du Programme; ii) Connect, qui intègre le courriel, la communication vocale et la communication vidéo en un seul service; iii) la Plateforme intégrée pour la préparation aux situations d'urgence (EPIC), qui renforce les capacités opérationnelles d'intervention; et iv) One Truth, qui améliore la transparence et les capacités de gestion grâce à des archives faciles à utiliser regroupant les données sur les opérations. Le PAM a commencé en 2011 à mettre au point un système de suivi des factures, en vue d'éliminer les procédures utilisant des documents papier et d'améliorer l'efficacité.

Processus opérationnels internes

32. Le PAM continue d'allouer des ressources pour répondre aux besoins qui ont été quantifiés: 83 pour cent de ses ressources ont été allouées à des pays qui représentaient les quatre cinquièmes des besoins totaux, chiffre légèrement inférieur aux 85 pour cent de 2010. Conformément à la décision du Conseil selon laquelle au moins 90 pour cent des fonds multilatéraux destinés au développement devraient être affectés aux pays les plus pauvres, en 2011, 96 pour cent des ressources de cette catégorie ont été allouées à ces pays.

33. En 2011, le PAM a acheté dans 87 pays 2,4 millions de tonnes de vivres d'une valeur de 1,23 milliard de dollars, dont 71 pour cent venaient de pays en développement. Il continue d'appliquer le principe de la parité de prix à l'importation², afin de se procurer les produits

² Il s'agit de comparer les coûts des approvisionnements locaux et internationaux, ainsi que les délais de livraison des vivres. Chaque demande d'achat est évaluée en fonction du coût et des délais de livraison afin de déterminer si, à qualité égale, il est préférable de passer des marchés locaux ou internationaux. Lorsqu'il n'y a pas de problème de temps, la source d'approvisionnement offrant les coûts les plus bas est choisie pour les achats importants.

alimentaires de la manière la plus efficiente possible: ces dispositions ont permis d'économiser en 2011 entre 17 et 28 pour cent du coût des denrées, soit au total 55 millions de dollars.

34. En 2011, le PAM a acheté 400 000 tonnes de produits alimentaires assortis, pour un montant de 200 millions de dollars, en se procurant par exemple des aliments nutritifs par le biais du mécanisme d'achat anticipé. Le PAM a également entrepris d'appliquer une nouvelle méthode de planification prévisionnelle et d'achat anticipé, qui privilégie les couloirs logistiques les plus couramment utilisés: au cours des six premiers mois, 21 projets ont bénéficié de livraisons qui sont arrivées en moyenne 52 jours plus tôt que selon les modalités classiques.

35. Le personnel humanitaire doit avoir accès à tout moment aux services informatiques et de communication. Le fait qu'en 2011, 99,8 pour cent des bureaux du PAM avaient eu pleinement accès aux services informatiques, comme en 2010, est un indicateur de l'efficacité des systèmes informatiques du PAM.

36. Le manque de ressources a posé des problèmes pour plusieurs opérations du PAM. Dans la plupart des cas où les ressources ont sérieusement fait défaut, les bureaux de pays ont continué de fournir une assistance aux bénéficiaires ciblés en réduisant la quantité de produits alimentaires distribués à chacun. Les distributions effectives de vivres n'ont représenté que 68 pour cent du niveau prévu, mais le PAM a néanmoins réussi à fournir des produits alimentaires à 106 pour cent du nombre prévu de bénéficiaires. Le manque de ressources et les ruptures de la filière d'approvisionnement se sont traduits par une détérioration de la sécurité alimentaire et, dans certains pays, les pénuries de vivres ont entraîné une baisse de l'indicateur relatif au "score de consommation alimentaire des ménages".

Efficacité opérationnelle

37. Le coût moyen par bénéficiaire est resté stable au cours des quatre dernières années. Les variations peu importantes d'une année sur l'autre sont dues à l'évolution des besoins des projets; la légère augmentation de 2011 s'explique par le fait que le PAM cherche à fournir des aliments plus nutritifs et donc plus coûteux.

38. Le meilleur moyen de réduire les coûts et d'améliorer l'efficacité est de réaliser des économies sur tous les éléments des opérations du PAM dans un contexte particulier. Dans le présent Rapport annuel sur les résultats, le Bureau régional du Soudan fournit un exemple de réduction des coûts et d'amélioration de l'efficacité. Entre 2009 et 2011, ce bureau a réduit de 34 pour cent le budget des opérations d'urgence, qui est passé de 869 millions de dollars à 572 millions de dollars; il a par ailleurs diminué de 44 pour cent le coût par bénéficiaire, qui a été ramené de 140 dollars à 78 dollars, en rationalisant la sélection des bénéficiaires et en réduisant ou en éliminant les coûts pour toutes les opérations.

39. Le processus des stratégies de pays continue d'orienter la planification au niveau des pays: 26 pays sont visés et le nombre de documents approuvés a doublé en 2011. Il est ressorti d'un examen que ce processus contribuait sensiblement à renforcer la collaboration entre le PAM et les parties prenantes.

40. L'un des indicateurs de l'efficacité opérationnelle du PAM est sa capacité à collaborer avec ses partenaires pour mettre ses compétences au service des acteurs du développement. La collaboration entre les organismes ayant leur siège à Rome a été renforcée en 2011, ce dont témoigne le fait que le PAM et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) assument conjointement la direction du module de la sécurité alimentaire; ils ont également collaboré à la mise en œuvre de 86 projets dans 50 pays, dans les domaines

suivants: agriculture, éducation, groupes thématiques sur la sécurité alimentaire et évaluations. Le PAM et le Fonds international de développement agricole (FIDA) ont collaboré à l'exécution de 11 projets dans neuf pays, dans le cadre d'activités Vivres contre travail et Vivres pour la formation et de programmes de microcrédit.

Perspectives

41. L'obstacle de loin le plus important que devront surmonter le PAM et ses bénéficiaires est le maintien probable des cours des denrées alimentaires et du pétrole à des niveaux élevés. Le pouvoir d'achat du PAM a reculé de 25 pour cent en 2011 et force est de constater que, si les prix restent élevés, son pouvoir d'achat sera nettement moins fort en 2012 qu'en 2010 et 2011, à moins que son financement n'augmente considérablement.

42. Il faut adopter des stratégies novatrices pour s'assurer un financement plus prévisible. Le PAM doit montrer plus clairement comment son action répond aux priorités des donateurs: le projet visant à mettre son rôle en relief, qui est en cours d'exécution, a pour objet d'apporter la preuve de ses points forts dans des domaines thématiques tels que la nutrition, l'alimentation scolaire, l'initiative Achats au service du progrès, les transferts monétaires et les bons, le renforcement des capacités et l'adaptation au changement climatique.

43. Il est largement reconnu que le PAM met en place les dispositifs appropriés pour passer de l'aide alimentaire à l'assistance alimentaire. Toutefois, pour pouvoir les développer, il doit être en mesure de concevoir des programmes de qualité qui associent dans une juste mesure les dispositifs d'aide alimentaire et d'assistance alimentaire. Des travaux sont en cours pour s'attaquer à cette question en améliorant le suivi et en renforçant l'auto-évaluation et la formation du personnel affecté aux programmes.

44. À compter de 2012, cinq thèmes guideront les travaux du PAM. Celui-ci doit:

- continuer d'améliorer son efficacité et son efficacité et d'optimiser l'utilisation des ressources, et prouver qu'il s'y emploie;
- mettre les risques en évidence et s'assurer l'appui des parties prenantes en communiquant des renseignements sur les risques liés aux contextes, aux programmes et aux opérations;
- renforcer sa capacité de préparation aux situations d'urgence et d'intervention, dans le cadre du Programme de renforcement des capacités de préparation et d'intervention en cas de crise (PREP);
- examiner les compétences du personnel afin de veiller à ce que les compétences appropriées soient mises à disposition là où elles sont utiles pour assurer la transition vers l'assistance alimentaire; et
- accroître la transparence et le respect de l'obligation redditionnelle en améliorant la communication des données sur la performance et en établissant le Plan stratégique pour 2014–2017.

45. Pour le PAM, les priorités sont les suivantes: continuer d'aider les pays à atteindre le premier objectif du Millénaire pour le développement; contribuer efficacement à la lutte contre la faim; et faire face comme il convient aux situations d'urgence qui sévissent dans la corne de l'Afrique, au Sahel, en Afghanistan et au Pakistan, malgré les contraintes budgétaires. Le PAM est déterminé à améliorer les rapports sur la performance et les risques, ce qui fait ressortir la nécessité de renforcer sa préparation, son efficacité et son efficacité. Il s'emploiera à relever ces défis avec la détermination qui le caractérise.

PARTIE I – INTRODUCTION

46. Le Rapport annuel sur les résultats est un document de reddition de comptes. Il évalue la performance du PAM en 2011 en termes d'efficacité et d'efficience pour ce qui est de répondre aux besoins des personnes les plus vulnérables, et il mesure les progrès accomplis vers la réalisation des objectifs du Plan stratégique pour 2008–2013. Il analyse l'action du PAM et les moyens mis en œuvre pour obtenir les résultats, comme le montre le diagramme 1.

47. La mesure des effets directs et de l'impact obtenu sur le plan humanitaire ne relève pas du seul domaine du PAM; cet exercice implique également les gouvernements et les partenaires. Les effets directs et l'impact sont communs aux organismes des Nations Unies, aux autres acteurs humanitaires et aux gouvernements, et c'est dans cet esprit que les résultats exposés dans le présent rapport doivent être interprétés.

48. En 2011/12, le Secrétariat a procédé à un examen à mi-parcours du Plan stratégique pour 2008–2013 et il rendra compte des résultats au Conseil à sa session annuelle de 2012. Ce bilan ainsi que le présent rapport reposent sur des données similaires, mais comme dans les précédentes versions il est ici rendu compte des progrès réalisés en 2011 au regard des Objectifs stratégiques et des priorités de gestion.

49. Le quatrième Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide, qui s'est tenu à Busan en décembre 2011, a appelé les partenaires du développement à "intensifier [leurs] efforts pour obtenir des résultats tangibles", notant qu'à cet effet il fallait "mieux gérer, suivre, évaluer et faire connaître les progrès réalisés". Les délibérations ont été guidées par les résultats d'une étude conduite par le PAM et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) sous les auspices du Comité de haut niveau sur la gestion, avec l'appui du Boston Consulting Group. L'équipe a travaillé avec des organismes des Nations Unies, des organisations du secteur privé, des organisations non gouvernementales (ONG), l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et des donateurs pour évaluer différentes approches visant à harmoniser la notification des résultats avec les prescriptions du système des Nations Unies en la matière. Les quatre principes de la notification des résultats définis par l'équipe, à savoir responsabilité mutuelle, transparence, utilisation efficiente des ressources et efficacité, qui ont été avalisés par le Comité de haut niveau sur la gestion, seront appliqués par le PAM dans ses systèmes de gestion de la performance. L'objectif est de rendre l'analyse des effets directs et de l'impact plus détaillée, de manière à compléter les comptes rendus sur les intrants et les produits. Malgré les progrès réalisés, la mise en place d'un système solide de gestion de la performance dans 75 pays et 212 projets demeure une lourde tâche qui exige du temps et des ressources.

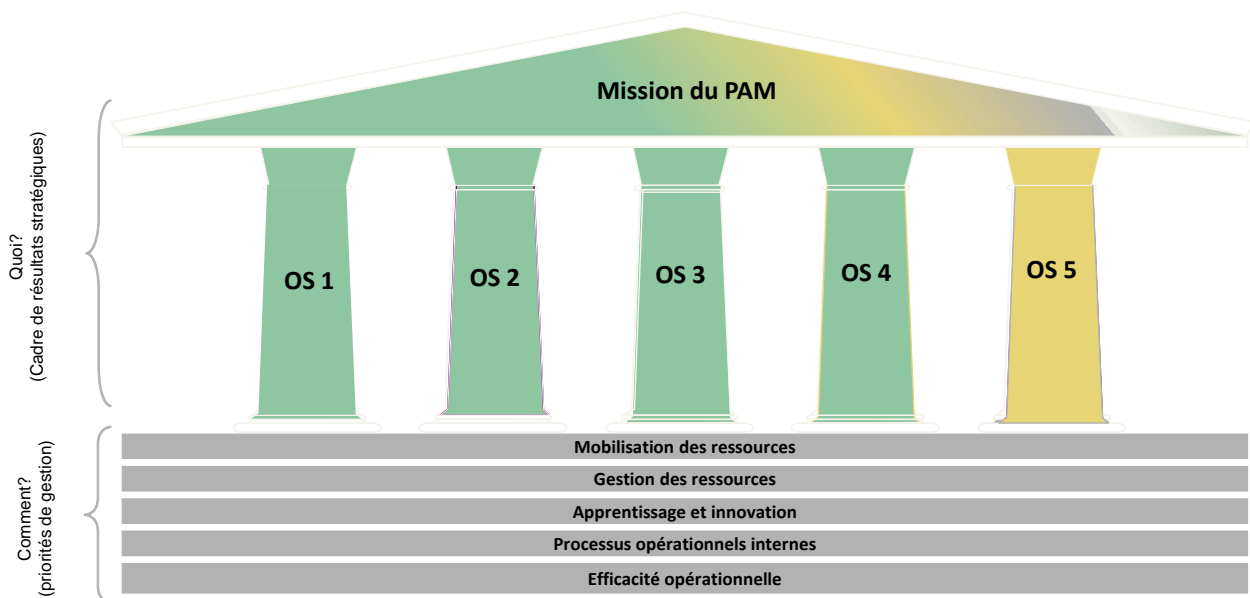
50. Le PAM a fait en 2011 d'importants progrès en ce qui concerne quatre Objectifs stratégiques: 1 – sauver des vies et protéger les moyens de subsistance dans les situations d'urgence; 2 – prévenir la faim aiguë et investir dans la préparation aux catastrophes et l'atténuation de leurs effets; 3 – remettre sur pied les communautés et reconstituer leurs moyens de subsistance après un conflit ou une catastrophe ou dans les périodes de transition; et 4 – réduire la faim chronique et la dénutrition. Les activités correspondantes ont absorbé 98 pour cent des dépenses de 2011.

51. Cette année, pour la première fois, le PAM a été en mesure de faire état de progrès sensibles en ce qui concerne l'Objectif stratégique 4, et les projets ont collecté des informations sur suffisamment d'indicateurs pour attester également d'avancées vers la réalisation de l'Objectif stratégique 5 – renforcer la capacité des pays de lutter contre la faim, notamment grâce à une stratégie de transfert des responsabilités et aux achats locaux.

52. Le PAM continue d'affiner son Cadre de résultats de gestion conçu pour rendre compte des indicateurs de performance. Les cibles et les points de référence interne pour les cinq priorités de gestion sont fondés sur les indicateurs utilisés dans le Rapport annuel sur les résultats de 2010 et complétés par l'expérience acquise à la faveur d'une meilleure gestion et d'une mesure plus précise de chaque priorité. Les résultats obtenus en 2011 sont comparés à ceux de 2010 et de années précédentes. La plupart des indicateurs dont il a été rendu compte ont fait apparaître une amélioration de la performance.

53. Aucun signe ne permet cependant de prévoir une atténuation des difficultés auxquelles sont confrontées les personnes qui souffrent de la faim. Les catastrophes naturelles, l'insécurité, les conflits et la hausse des prix des produits alimentaires et des carburants continuent d'entraîner de graves problèmes sociaux et économiques pour des centaines de millions d'êtres humains. Ces crises continuent de mettre en évidence la fragilité des mécanismes de survie, et la nécessité d'accroître l'efficacité et l'efficience de l'aide humanitaire ainsi que les investissements consacrés au renforcement de la résilience. Le PAM demeure résolu à fournir des services pour accélérer l'acheminement des secours et améliorer l'efficience de l'action humanitaire, et il continue à perfectionner ses outils pour dispenser plus efficacement l'assistance alimentaire. En 2011, il s'est attaché à faire en sorte que les aliments appropriés parviennent aux bénéficiaires voulus, au bon endroit et au bon moment, et il a coordonné son action avec celle de ses partenaires de manière à appuyer les priorités des gouvernements.

Diagramme 1. Mission du PAM



Contexte stratégique

54. Dans le monde d'aujourd'hui, de nombreux risques pèsent sur ceux qui sont le moins à même d'y faire face:

- les prix des denrées alimentaires ont atteint un niveau record pendant l'année 2011 et n'ont montré aucun signe de fléchissement notable;
- en 2011, 209 millions de personnes ont été touchées par des catastrophes naturelles d'un coût économique colossal;
- l'économie mondiale peine à sortir de la récession;
- 1,5 milliard de personnes vivent dans des pays en proie à des cycles récurrents d'instabilité politique; et
- l'espace humanitaire sûr se réduit.

55. Certains de ces risques concernent aussi bien les riches que les pauvres, mais ils ont un impact disproportionné sur les groupes vulnérables. Une personne sur sept dans le monde est sous-alimentée³ et une proportion élevée de femmes et d'enfants souffrent de malnutrition. Les marges de sécurité sont étroites et facilement débordées pour ceux qui peinent à survivre avec moins de 1,25 dollar par jour.

56. Il s'agit là du contexte dans lequel le PAM opère et qui doit être pris en compte pour comprendre les résultats.

Les prix des produits alimentaires demeurent à un niveau record

57. En 2011, les prix des produits alimentaires ont atteint leur plus haut niveau depuis 12 ans. L'Indice des prix des produits alimentaires établi par la FAO à partir d'un assortiment de denrées alimentaires composé de cinq catégories de produits (céréales, oléagineux, produits laitiers, viande et sucre) a atteint le niveau record de 240 points en février 2011 (voir la figure 1). En dépit d'un fléchissement pendant le deuxième semestre de 2011, il s'est établi en moyenne à 228 points, dépassant le précédent pic de 200 points atteint en 2008⁴. Les cours du pétrole dépassaient en moyenne de 26,5 pour cent leurs niveaux de 2010 et de 21,6 pour cent le précédent niveau record atteint en 2008.

³ Calculé à partir des chiffres de 2008. Lors de sa réunion tenue en 2010, le Comité de la sécurité alimentaire mondiale a demandé à la FAO de revoir la méthodologie appliquée à l'estimation de la sous-alimentation afin d'établir des mises à jour plus ponctuelles et d'intégrer toutes les informations pertinentes, y compris l'analyse d'un plus grand nombre d'enquêtes sur les ménages dont les résultats sont parus ces dernières années. Ces travaux étant encore en cours, aucune estimation actualisée du nombre de personnes sous-alimentées n'a été communiquée en 2009 et 2010, et il n'y a pas eu d'estimation faite pour 2011.

⁴ FAO (2012): Indice FAO des prix des produits alimentaires, bulletin publié le 12 janvier 2012.

Figure 1. Indice FAO des prix des produits alimentaires



58. Les hausses des prix alimentaires mondiaux ont réduit le pouvoir d'achat du PAM en 2011. Le PAM a dépensé 1,23 milliard de dollars en produits alimentaires en 2011 contre 1,25 milliard de dollars en 2010⁵, mais le volume des denrées achetées a diminué de 25 pour cent, passant de 3,2 millions de tonnes à 2,4 millions de tonnes. Il convient de garder à l'esprit les points suivants:

- les prix des produits alimentaires ont marqué une forte hausse dans certains pays et pénalisé les populations vulnérables de diverses manières. Un examen de la crise mondiale des prix alimentaires de 2006–2008 sous l'angle du nombre de personnes sous-alimentées fait apparaître des variations entre régions et pays; les plus touchés étaient les petits pays dépendant des importations, tout particulièrement en Afrique. Certains pays ont adopté des politiques commerciales isolationnistes, mais ces mesures n'ont fait qu'accroître la volatilité des prix partout dans le monde.
- L'impact qu'ont le niveau élevé et la volatilité des prix des produits alimentaires sur la sécurité alimentaire et la nutrition des ménages varie selon le produit concerné, les politiques qui influent sur la répercussion qu'ont les prix mondiaux sur le marché intérieur, et les caractéristiques démographiques et productives des différents ménages⁶.

59. Les variations des prix des denrées alimentaires ont les répercussions les plus fortes sur les pauvres, qui soit consacrent l'essentiel de leurs revenus à se nourrir, soit se procurent la majeure part de leurs revenus en se lançant dans de nouvelles activités économiques, en vendant leurs avoirs ou en empruntant. Ce sont surtout les petits exploitants, les travailleurs agricoles et les acheteurs nets de vivres comme les personnes n'ayant pas ou peu de terre qui se trouvent dans une telle situation.

60. Chaque fois que possible, le PAM fournit des aliments nutritifs légers ayant une saveur moins prononcée et achète des denrées localement ou dans les régions avoisinantes afin de réduire au minimum les répercussions sur l'environnement et les coûts de transport tout en stimulant les économies locales et régionales. Des aliments nutritionnels spéciaux sont utilisés pour traiter des problèmes spécifiques chez des groupes cibles bien définis, comme les jeunes enfants. La proportion de ces produits dans le total des vivres achetés est passée de 9,9 pour cent

⁵ Ces chiffres sont conformes au scénario présenté lors de la première réunion d'information trimestrielle sur les opérations tenue à l'intention du Conseil en février 2011.

⁶ FAO. 2011. *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2011*. Rome.

en 2010 à 12,8 pour cent en 2011. Elle devrait continuer d'augmenter à l'avenir du fait de l'amélioration de la planification et du recours aux achats anticipés.

2011 a été l'année la plus coûteuse s'agissant des dommages provoqués par des catastrophes naturelles

61. En 2011, le secrétariat de la Stratégie internationale de prévention des catastrophes des Nations Unies a comptabilisé 302 catastrophes ayant eu un impact sur des populations, qui ont touché 206 millions de personnes, provoqué 29 500 décès et entraîné des dommages estimés à 366 milliards de dollars⁷. La plus grosse catastrophe a été le séisme et le tsunami qui ont frappé le Japon en mars, faisant 24 000 morts et 210 milliards de dollars de dégâts. Les inondations ont été importantes pour la deuxième année consécutive, affectant 106 millions de personnes; la sécheresse a touché 63 millions de personnes et les tempêtes tropicales 34 millions.

62. Le PAM a fourni 600 000 tonnes de secours évaluées à 610 millions de dollars pour les victimes de catastrophes naturelles, soit 18 pour cent de l'assistance totale en 2011. Les plus grosses interventions à la suite de catastrophes ont concerné la sécheresse dans la corne de l'Afrique et les inondations au Pakistan et au Cambodge. Le PAM a aussi contribué aux efforts de secours déployés par le Gouvernement japonais dans le sillage du séisme en apportant un appui dans le domaine de la logistique et de la coordination.

Les perspectives économiques mondiales ne sont guère encourageantes pour les personnes pauvres qui souffrent de la faim

63. La crise financière mondiale provoque des pertes et des perturbations dans les pays industrialisés, mais dans un grand nombre de pays en développement elle a pour conséquence d'enfoncer encore plus profondément les démunis dans la pauvreté. La crise se propage aux pays plus pauvres sous l'effet de la baisse des exportations et de la contraction des fonds envoyés par les travailleurs migrants.

Les cycles récurrents d'instabilité politique sont cause de souffrance humaine et perturbent le développement

64. La Banque mondiale estime que 1,5 milliard de personnes vivent dans des pays en proie à des cycles récurrents d'instabilité politique, qui engendrent des souffrances humaines et perturbent le développement: un épisode de troubles civils coûte en moyenne aux pays en développement 30 années de croissance du PIB⁸. Les pays sont souvent secoués par des vagues répétées d'instabilité: 90 pour cent des conflits des 10 dernières années se sont produits dans des pays qui avaient été auparavant le théâtre d'une guerre civile. Le renforcement de la gouvernance et d'institutions nationales légitimes constitue un facteur déterminant pour briser le cercle vicieux de la violence, rétablir la sécurité et atténuer les tensions internationales qui accroissent les risques de conflit.

65. Les événements sociopolitiques qui ont marqué l'année 2011 comprennent le soulèvement survenu en Tunisie qui s'est propagé à d'autres pays d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient, entraînant un changement de régime en Égypte, un conflit en Libye et de sérieuses incidences

⁷ Office of Foreign Disaster Assistance des États-Unis d'Amérique/ Centre de recherche sur l'épidémiologie des catastrophes; Base de données internationale sur les catastrophes www.em-dat.net et Université catholique de Louvain (Belgique). Les données comprennent les catastrophes complexes, la sécheresse, les tremblements de terre, les températures extrêmes, les inondations, les glissements de terrain, les tempêtes, les éruptions volcaniques et les feux incontrôlés.

⁸ Produit intérieur brut.

pour la région du Maghreb. La République arabe syrienne et le Yémen ont également été le théâtre de crises prolongées associées à des niveaux élevés d'insécurité. L'impasse électorale en Côte d'Ivoire a débouché sur une guerre civile; le Soudan du Sud est devenu un État indépendant en proie à ses propres problèmes d'insécurité et de rébellion, tandis que les conflits en Afghanistan, au Pakistan et en Somalie ont été aggravés par des chocs climatiques.

L'espace humanitaire sûr se rétrécit

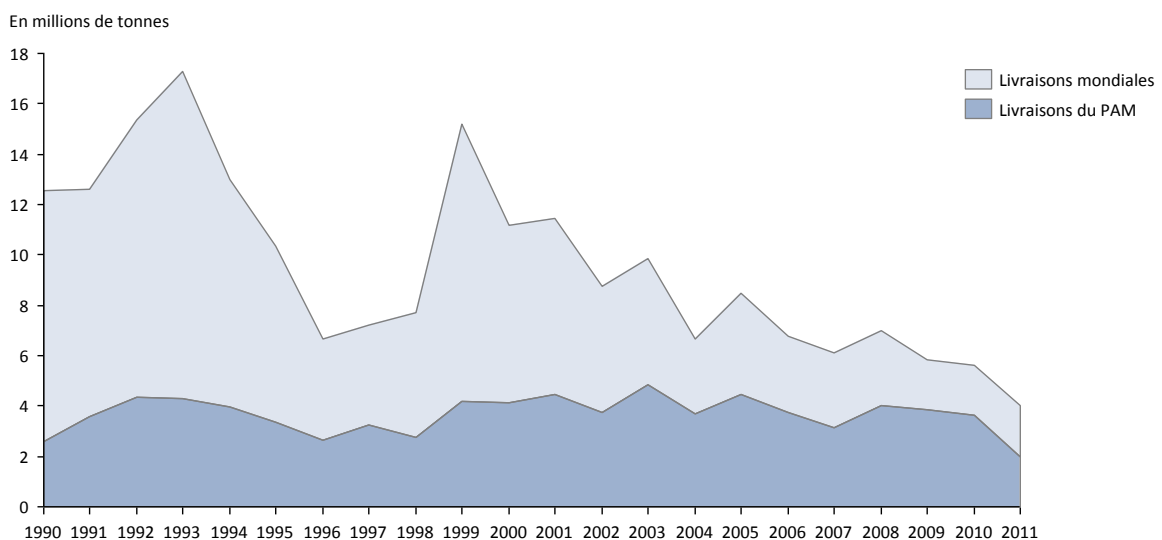
66. Quatre membres du personnel du PAM ont été tués et sept blessés dans l'exercice de leurs fonctions en 2011 suite à des actes de violence. Les stratégies envisagées par le PAM pour faire face aux problèmes de sécurité prévoient diverses mesures consistant à: i) recruter des agents de sécurité; ii) intensifier la formation en matière de sécurité et de gestion des crises; iii) établir des protocoles de sécurité; iv) mieux adapter au contexte l'équipement destiné au personnel; et v) fonder la prise de décisions sur le terrain sur des méthodes et des outils de gestion des risques.

L'action du PAM

Le PAM continue à venir en aide à des millions de personnes dans le besoin au moyen d'une plus large panoplie d'outils d'assistance alimentaire

67. Les livraisons mondiales d'aide alimentaire ont continué de baisser en 2011 et sont tombées à leur niveau le plus bas depuis 1990, soit 4,1 millions de tonnes (voir la figure 2). Néanmoins, le monde continue de compter sur le PAM en sa qualité de principal mécanisme d'acheminement de l'assistance alimentaire: en 2011, le PAM a fourni 60 pour cent de l'aide alimentaire mondiale (voir l'annexe VI).

Figure 2. Livraisons mondiales d'aide alimentaire⁹



⁹ Par livraisons, on entend les quantités de produits alimentaires qui parviennent effectivement aux pays bénéficiaires pendant une année civile donnée, et non les quantités expédiées ou l'aide alimentaire distribuée aux bénéficiaires. Source: Système international d'information sur l'aide alimentaire et FAO.

68. En 2011, le PAM a secouru 99,1 millions de bénéficiaires dans 75 pays, fournissant 3,6 millions de tonnes d'aliments et de produits améliorés sur le plan nutritionnel. Ces chiffres témoignent à l'évidence du déploiement à plus grande échelle de nouveaux outils d'assistance alimentaire. En 2011, le nombre d'enfants souffrant de malnutrition qui ont reçu un appui nutritionnel spécial se montait à 11 millions, contre 8,5 millions en 2010; les bénéficiaires des transferts monétaires et des bons représentaient 4 pour cent du total des bénéficiaires, contre 2 pour cent en 2010. Les femmes et les enfants constituaient 84 pour cent des bénéficiaires.

Caractéristiques importantes et traits communs des interventions du PAM en 2011

69. La suite de la présente partie donne des exemples d'activités conduites par le PAM en 2011. Les caractéristiques importantes de cette action sont récapitulées ci-dessous.

- **L'utilité toujours d'actualité pour le PAM d'avoir un rayon d'action mondial.** Le printemps arabe et le séisme au Japon ont imposé au PAM d'intervenir dans des pays où, avant les situations d'urgence, il avait une présence limitée. Son implantation régionale lui a permis d'intervenir rapidement face au conflit en Libye; son savoir-faire dans le domaine de la logistique et des télécommunications d'urgence ainsi que son accès aux entrepôts de fournitures humanitaires des Nations Unies ont facilité son soutien à l'action du Gouvernement japonais pour faire face au séisme et au tsunami.
- **L'importance des nouvelles technologies dans la lutte contre la faim.** En 2011, le PAM a recouru à plusieurs technologies nouvelles, allant de la cartographie au moyen des systèmes d'information géographique aux services bancaires itinérants, qui ont contribué à renforcer l'efficacité et l'efficience de ses interventions menées pour faire face aux situations d'urgence et aux défis posés par le développement.
- **Le rôle crucial des partenariats.** L'année dernière a témoigné une fois encore de l'utilité de partenariats efficaces dans l'action humanitaire. Les partenariats du PAM ont atteint une envergure sans précédent dans un contexte caractérisé par la volatilité des prix des denrées alimentaires, l'ampleur des situations d'urgence et la persistance de la faim. La culture du travail avec d'autres intervenants est désormais bien ancrée dans la mentalité du PAM. La première question dans une situation d'urgence est souvent: "avec qui le PAM peut-il collaborer pour apporter une réponse efficace?" L'efficacité des partenariats est une évidence dans le cadre de l'approche reposant sur l'action groupée dans les domaines des télécommunications d'urgence, de la logistique et de la sécurité alimentaire, dont le PAM partage la direction avec la FAO. Le PAM a aussi noué de nouveaux partenariats pour la recherche et le développement de pratiques optimales applicables à la nutrition, aux Achats au service du progrès et à l'alimentation scolaire. Un événement digne d'être noté a été le lancement en mars 2011 d'un centre d'excellence contre la faim dans le cadre d'un partenariat entre le PAM et le Gouvernement brésilien.
- **L'importance de l'évaluation rigoureuse des besoins.** En 2011, le PAM a mené à bien 11 évaluations de la sécurité alimentaire à l'échelle des pays, 29 évaluations des besoins d'urgence, 20 études de marché et 20 évaluations interinstitutions, et établi 30 rapports de suivi de la sécurité alimentaire au niveau des pays. Ces études ont servi à élaborer 50 opérations, guider des interventions et cibler les ménages en situation d'insécurité alimentaire. Le rapport d'évaluation paru en août 2011 sur le projet de renforcement des capacités d'analyse de la sécurité alimentaire et d'intervention (ENCAP) a conclu que la plupart des opérations prenaient convenablement en compte les évaluations et les analyses effectuées et que les activités relatives aux programmes étaient dans l'ensemble pertinentes au regard des besoins répertoriés.

- **La nécessité de prendre plus systématiquement en considération le risque.** Dans l'évaluation de la mise en œuvre de la Déclaration de Paris¹⁰, il était indiqué que l'aversion au risque faisait obstacle au progrès, particulièrement dans les États fragiles. Les principes établis à cet égard lors du Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide tenu à Busan soulignent la nécessité pour les organisations de savoir prendre des risques de manière intelligente, en pesant les risques par rapport aux effets désirés et par rapport à l'inaction, ainsi que d'affronter et de gérer les risques conjointement avec tous les partenaires. Les organisations devraient faire preuve d'une plus grande transparence dans la communication sur les risques et les avantages. Pendant l'année 2011, le PAM a diffusé ses pratiques de gestion des risques auprès des parties prenantes et a concouru à l'harmonisation avec d'autres intervenants, dans l'esprit des principes de Busan.
- **La recherche de l'innovation.** Le PAM continue d'élaborer des approches novatrices de l'assistance alimentaire et d'adapter ses pratiques pour obtenir les meilleurs résultats possibles. En 2011, les diverses possibilités de tirer des enseignements utiles comprenaient notamment: i) une évaluation à mi-parcours de l'initiative Achats au service du progrès qui a conclu que celle-ci devrait être poursuivie sous sa forme expérimentale jusqu'en 2013; et ii) une évaluation de la mesure dans laquelle les programmes d'alimentation scolaire répondaient au Plan stratégique pour 2008–2013, au contexte international et aux facteurs ayant une incidence sur l'efficacité de l'aide.
- **Les principes humanitaires au premier plan dans les opérations du PAM.** Le PAM s'attache à appliquer les principes d'humanité, de neutralité et d'impartialité. Les interventions en Libye et en Somalie ont mis ces principes à l'épreuve mais elles ont aussi confirmé que la compréhension mutuelle, la communication et le renforcement des capacités étaient indispensables à la réalisation des objectifs humanitaires du PAM.

La sécheresse et la famine dans la corne de l'Afrique

70. La crise qui sévit dans la corne de l'Afrique a suscité l'une des plus vigoureuses réponses de la part des donateurs que le PAM ait connue dans son passé récent. Fin décembre 2011, 45 donateurs lui avaient alloué 650 millions de dollars pour ses interventions d'urgence à Djibouti, en Éthiopie, au Kenya, en Somalie et en Ouganda. Les donateurs traditionnels ont augmenté leur financement, plusieurs gouvernements de pays de la région ont renforcé leur soutien tandis que d'autres ont apporté leur toute première contribution à la région. L'aide a été essentiellement fournie sous forme d'apports en espèces, mais de nombreux donateurs ont aussi fourni des contributions en nature et sous forme de services qui ont appuyé les filières d'approvisionnement et la capacité d'exécution du PAM. L'apport du secteur privé s'est traduit par un financement flexible et une forte augmentation en temps utile de la capacité dans les domaines de la logistique et de la production vivrière. Afin de transformer rapidement l'appui des donateurs en action, le PAM a recouru largement à ses dispositifs de préfinancement et au nouveau Mécanisme d'achat anticipé (MAA). En Éthiopie, le PAM a emprunté des céréales provenant de la Réserve de sécurité alimentaire pour les situations d'urgence ainsi que d'autres produits non céréaliers auprès d'ONG partenaires.

71. La réponse opérationnelle du PAM a été substantielle et immédiate, mobilisant 130 agents provenant d'autres sites de manière à élargir rapidement les opérations et à prendre la tête du

¹⁰ Oxford Policy Management/IDL Group (2008). Evaluation of the Implementation of the Paris Declaration: Thematic Study. Disponible à l'adresse: <http://www.dfid.gov.uk/aboutdfid/evaluation.asp> et aussi <http://www.oecd.org/dac/evaluationnetwork>.

module d'action groupée en situation d'urgence. Ce renforcement de la capacité d'intervention visait divers secteurs: nutrition, gestion de la filière d'approvisionnement, programmation, achats, logistique, gestion de l'information et administration. De nouveaux bureaux de terrain ont été ouverts en Éthiopie et au Kenya pour faire face à l'afflux de réfugiés.

72. Le PAM a dû surmonter d'importants obstacles logistiques tels que le manque d'accès aux zones de famine en Somalie; pour cela il a fallu établir de nouveaux couloirs terrestres et aménager des zones de regroupement le long de la frontière somalienne; 2 300 tonnes de produits spéciaux de supplémentation alimentaire ont été acheminées à l'occasion de 100 opérations aéroportées, dont certaines assurées par UPS, TNT Worldwide Courier Delivery Service et Korean Air. Pour garantir la livraison régulière et prévisible des denrées alimentaires et réduire les coûts, 32 navires ont été affrétés entre juillet et décembre.

73. Le PAM a travaillé avec plusieurs partenaires humanitaires. Des bâtiments de la force navale de l'Union européenne ont escorté les navires qu'il a affrétés jusqu'aux ports somaliens et il a utilisé des vols de passagers pour appuyer l'opération menée en faveur des réfugiés à Dolo Ado, en Éthiopie. En tant que chef de file du module de la logistique, le PAM a mis son navire affrété à terme pour relier Mogadiscio à Bossaso à la disposition de la communauté d'aide humanitaire et il a assuré des services communs de transport. En 2011, le PAM a transporté 1 100 tonnes de fret humanitaire d'urgence en Somalie pour le compte de huit ONG internationales et de cinq organismes des Nations Unies.

74. La technologie des communications a joué un rôle crucial car l'efficacité des interventions d'urgence dépend de la fiabilité des communications entre les nombreuses organisations participantes. Lors de la situation d'urgence dans la corne de l'Afrique:

- le PAM a régulièrement envoyé des alertes rapides pendant les dix mois qui ont précédé la déclaration de la situation d'urgence dans la région.
- Il a utilisé le système d'information géographique pour disposer de mises à jour quotidiennes sur les itinéraires logistiques, les camps et la sécurité alimentaire. Il a dressé des cartes localisant les petits établissements de population afin de faciliter l'acheminement des secours et établi une série de cartes basées sur des données de télédétection faisant appel à l'indice de végétation par différence normalisée (IVDN)¹¹ pour permettre aux utilisateurs de suivre l'évolution de la sécheresse et si possible de s'approvisionner localement en nourriture.
- Le module des télécommunications d'urgence a été activé pour faire en sorte que les services de communication soient en place à l'arrivée des secouristes. Grâce au module, il a été possible d'établir des connexions Internet sans fil dans les zones reculées, d'élargir les secteurs couverts par la radio à très haute fréquence, d'utiliser des fréquences radio supplémentaires pour décongestionner le réseau, d'installer des microterminaux supplémentaires et d'obtenir des autorités la permission de partager la largeur de bande en Éthiopie.

75. Le PAM a élargi ses opérations pour venir en aide à 8,7 millions de personnes touchées par la sécheresse et les conflits, dont 1,3 million en Somalie¹². Sur le chiffre estimatif de 13 millions

¹¹ L'IVDN augmente pendant la saison des pluies et diminue pendant la saison sèche, mais il donne une image représentant la moyenne sur 20 ans. Cet indice sert d'indicateur indirect de la productivité agricole.

¹² En 2011, le PAM est venu en aide à 3,5 millions de personnes touchées par la sécheresse et à 280 000 réfugiés en Éthiopie; à 2,2 millions de personnes touchées par la sécheresse et à 556 000 réfugiés au Kenya; à 130 000 personnes touchées par la sécheresse et réfugiés à Djibouti; et à 700 000 personnes touchées par la sécheresse en Ouganda.

de personnes touchées par la sécheresse dans la région, le PAM en a ciblé 10,9 millions; les autres ont reçu un appui de gouvernements et de divers partenaires. Le PAM a apporté un soutien nutritionnel vital à 556 000 réfugiés au Kenya et 280 000 réfugiés en Éthiopie, principalement somaliens. On a recouru lorsque cela était nécessaire à la supplémentation alimentaire ciblée et à la supplémentation alimentaire généralisée pour sauver des vies conformément à l'approche des 1 000 premiers jours de la vie. Les premiers transports aériens d'aliments de supplémentation prêts à l'emploi et de biscuits protéinés ont permis de sauver des vies, tout particulièrement parmi la population mobile en Somalie.

Soulèvements en Afrique du Nord

76. Les bouleversements politiques en Afrique du Nord ont constitué un véritable défi pour le PAM et la communauté d'aide humanitaire. Le soulèvement en Libye a entraîné une crise humanitaire à laquelle le PAM a dû faire face malgré la pénurie de partenaires internationaux et de faibles capacités nationales au regard des besoins. C'est pourquoi l'opération du PAM s'est à la fois attachée à sauver des vies et à renforcer les capacités. Dans son rôle de chef de file des modules de la sécurité alimentaire et de la logistique, le PAM s'est focalisé sur le renforcement des capacités du Croissant-Rouge libyen et sur la coordination avec l'organisme humanitaire LibAid et les conseils locaux, approche qui lui a permis d'atténuer les déficits de l'approvisionnement en vivres et de répondre aux besoins des personnes déplacées ou touchées par le conflit.

77. Le PAM a mobilisé rapidement des ressources pour faire face aux besoins naissants: 49,3 millions de dollars ont été recueillis pour les activités relatives à la sécurité alimentaire dans la région et 10,8 millions pour la logistique, y compris les opérations des services aériens d'aide humanitaire des Nations Unies et celles concernant les télécommunications d'urgence en Libye. Les fonds ont été levés dans le cadre des appels interinstitutions ordinairement lancés aux donateurs et de réunions bilatérales. Les donateurs ont assisté à la plupart des réunions organisées par le PAM sur les modules concernant la sécurité alimentaire, les moyens d'existence, la logistique et les télécommunications d'urgence; ces réunions, conjuguées aux rapports régulièrement établis en externe et aux notes d'information à l'intention des donateurs, ont permis de tenir ces derniers au courant des activités du PAM.

78. Le PAM a rapidement renforcé sa présence à Benghazi et posté des équipes aux frontières avec l'Égypte et la Tunisie pour répondre aux besoins des personnes qui fuyaient la Libye; il a également distribué des vivres dans tout le pays. Une opération d'urgence régionale a apporté un appui jusqu'à la fin février 2012. À la fin de l'année 2011, le PAM était venu en aide à 1,4 million de bénéficiaires en Égypte, en Libye et en Tunisie, et il avait livré 31 563 tonnes de vivres.

79. Le PAM a dû aussi surmonter diverses contraintes opérationnelles telles que le manque d'accès aux zones jugées peu sûres pour la présence d'agents sur le terrain, ce qui a limité les opérations terrestres aux villes situées à l'ouest de Benghazi. Une zone d'exclusion aérienne a été établie pour les avions commerciaux. Face à cette situation, le PAM:

- a affrété un navire reliant pendant quatre mois Malte et la Tunisie aux ports libyens pour transporter des cargaisons et des travailleurs humanitaires, acheminant ainsi 18 100 tonnes de marchandises pour 34 organisations et mettant en Libye des moyens d'entreposage à la disposition de la communauté d'aide humanitaire;

- a fait appel aux services aériens d'aide humanitaire des Nations Unies pour remédier à l'absence de vols commerciaux, transportant 4 785 personnes entre Malte, le Caire et cinq villes libyennes pour le compte de 153 organismes; et
- a enrôlé des partenaires locaux comme le Croissant-Rouge libyen, les scouts et LibAid pour aider à acheminer les vivres jusqu'aux zones de conflit et aux zones en situation post-conflit.

80. Le soutien humanitaire en Libye est devenu moins nécessaire avec la constitution du gouvernement intérimaire. Le PAM et d'autres organismes réduisent progressivement les activités de secours et orientent leur appui au Gouvernement vers le redressement et le développement. Le PAM œuvrera aussi avec des organisations libyennes pour assurer le bon fonctionnement d'un système rationnel pour la mise à disposition d'aliments de base, de transferts monétaires et de bons.

Le dispositif de préparation aux situations d'urgence et d'intervention en cas de catastrophe

La préparation aux situations d'urgence est un investissement primordial pour faire face aux catastrophes: elle fait gagner du temps, réduit le risque de voir une situation déjà difficile empirer et permet au PAM d'utiliser ses ressources avec efficacité. À mesure que le contexte opérationnel devient de plus en plus périlleux et contraignant, le dispositif de préparation aux situations d'urgence et d'intervention en cas de catastrophe offre aux bureaux de pays des solutions et les guide dans le renforcement de leurs moyens de préparation aux situations d'urgence et d'intervention à travers les différentes étapes allant du recensement des risques à la crise elle-même.

À la fin de 2011, le dispositif avait été testé et mis en place dans 20 bureaux de pays, qui l'ont accueilli de manière majoritairement positive. Le personnel de terrain s'est félicité de la transition vers une approche pratique orientée sur l'action où les tâches, les rôles et les responsabilités sont clairement définis.

Pour les crises en Libye, en République arabe syrienne et dans la corne de l'Afrique, un nouveau concept des opérations a été élaboré dans le cadre de ce dispositif. Il s'est révélé très utile pour faciliter la communication concise avec le personnel du PAM et les acteurs humanitaires associés aux interventions d'urgence mises sur pied par celui-ci et il favorise une action rapide et cohérente adaptée à l'évolution de la situation.

Inondations au Pakistan

81. Un an après les inondations de 2010, les provinces du Sindh et du Baloutchistan ont été à nouveau submergées massivement par les eaux sous l'effet de la mousson. Selon les estimations, 5,8 millions de personnes ont été touchées, dont 3 millions nécessitaient une assistance alimentaire immédiate.

82. En septembre 2011, le PAM a commencé à distribuer des rations alimentaires mensuelles d'importance vitale, ciblant les ménages dirigés par une femme. À la fin de l'année, il était venu en aide à 3,5 millions de personnes, dépassant l'objectif initial en raison de la persistance des inondations. En coopération avec la communauté d'aide humanitaire, le Gouvernement et les partenaires, le PAM est intervenu rapidement et efficacement, distribuant 57 000 tonnes de vivres par mois.

83. La logistique des opérations a été compliquée par la profonde détérioration des routes et de l'infrastructure, l'insécurité et les difficultés d'accès aux zones reculées. Le PAM a envoyé sur le terrain des logisticiens expérimentés et établi dix plateformes logistiques dans les zones sinistrées; il a également mis en service 14 embarcations pour les opérations dans les secteurs inaccessibles par la route. Dix vastes entrepôts ont été installés dans des endroits stratégiques et des moyens de stockage et de transport ont été mis gratuitement à la disposition de la communauté d'aide humanitaire.

84. Grâce à ses mécanismes de préfinancement, le PAM a pu combler l'écart entre les annonces d'engagement et la réception effective des fonds, évitant ainsi les ruptures d'approvisionnement, et parvenant à être parmi les premiers à intervenir.

85. Sur le total des produits alimentaires achetés pour l'opération d'urgence de 2011, 66 pour cent provenaient de fournisseurs locaux ou régionaux, ce qui a contribué à réduire les délais de livraison et les coûts tout en favorisant l'économie nationale. Les investissements dans les industries nationales de transformation alimentaire aideront à développer les capacités locales de production de suppléments alimentaires spéciaux destinés à prévenir et traiter la malnutrition chez les enfants.

Inondations au Cambodge

86. En 2011, le Cambodge a subi les pires inondations des 10 dernières années: 1,6 million de personnes ont été touchées, dont 250 ont perdu la vie et 240 000 ont dû quitter leur habitation. Avec 265 000 hectares de terres arables endommagées, la récolte de riz a subi 10 pour cent de perte, provoquant une forte hausse du prix de cette denrée. La situation restera sous surveillance.

87. Le PAM a apporté une assistance alimentaire à 125 000 personnes vulnérables dans 11 des provinces les plus gravement touchées. Une opération d'urgence de 12 mois a été lancée pour assurer une assistance alimentaire à jusqu'à 150 000 personnes vulnérables dans les zones inondées, initialement pour couvrir les besoins d'urgence, puis pour aider à la reconstruction et au relèvement.

L'intervention menée par le PAM à la suite du séisme qui a frappé le Japon

Le 11 mars 2011, un séisme de magnitude 9 au large de la côte nord-est du Japon a provoqué un tsunami qui a fait de nombreuses victimes et des dommages considérables. Des milliers de personnes ont été blessées, évacuées ou portées disparues et plusieurs millions ont été privées d'électricité, d'eau et de moyens de transport. Des alertes aux tsunamis ont été radiodiffusées aux pays du Pacifique.

Le Gouvernement japonais a sans tarder mobilisé ses organismes chargés des catastrophes, de la santé et de la sécurité, et il a également demandé au PAM d'apporter un soutien à la logistique et à la coordination pendant les quatre mois de la durée des activités de secours. Des rations de supplémentation alimentaire ont été distribuées à 70 000 personnes hébergées dans des centres d'évacuation pendant la semaine qui a suivi le séisme.

L'intervention menée par le PAM présentait plusieurs caractéristiques inédites: i) l'opération a été intégralement financée par le secteur privé, l'Association japonaise pour le PAM conduisant la mobilisation de fonds; ii) le PAM a envoyé sur place du personnel japonais en poste dans d'autres sites pour qu'il apporte un soutien aux opérations, à la logistique, au renforcement des capacités et à la gestion.

Le PAM a bénéficié des compétences techniques de ses partenaires stratégiques: ainsi, son équipe chargée de la logistique d'urgence a, avec l'appui de TNT, UPS, Damco et Maersk, facilité les expéditions provenant du monde entier et le transport, tout en renforçant sa propre capacité à livrer les secours dans les zones touchées.

Utilisation des transferts monétaires et des bons dans le cadre des projets du PAM

88. Les interventions du PAM reposant sur des transferts monétaires sont cinq fois plus importantes en 2011 qu'en 2009. À la fin de l'année, 36 projets dont la valeur globale des transferts se montait à 213 millions de dollars ciblaient 8 millions de bénéficiaires, alors que les budgets approuvés étaient de 138 millions de dollars en 2010 et de 41 millions de dollars en 2009. Le PAM s'attend à ce que les programmes fondés sur des transferts monétaires continuent de prendre de l'ampleur au cours des deux à trois prochaines années. Il a également commencé à atteindre l'échelle voulue dans le cadre de ses interventions appuyées par des transferts monétaires et des bons: au Kenya, les transferts monétaires ont été un important volet des

opérations de secours menées pour faire face à la sécheresse, et près d'un demi-million de personnes en ont bénéficié en 2011. Les importantes opérations menées au Soudan et en Haïti ont elles aussi été appuyées par des transferts monétaires et des bons.

Interventions nutritionnelles dans le cadre des projets du PAM

89. L'approche pour l'amélioration de la nutrition approuvée en septembre 2009 aide le PAM à fournir les bons aliments au bon moment et à hiérarchiser les programmes qui sont axés sur les 1 000 premiers jours de la vie. La distribution de nouveaux produits nutritifs s'intensifie en fonction des besoins, les achats ayant doublé entre 2010 et 2011¹³. En 2011, le traitement de la malnutrition aiguë modérée a progressé au Pakistan, où une proportion croissante des produits nutritifs distribués aux enfants souffrant de malnutrition est fabriquée localement. Ces produits sont aussi utilisés au Niger, où 50 pour cent d'enfants atteints de malnutrition supplémentaires ont été traités en 2011, ainsi que dans le cadre de l'intervention d'urgence dans la corne de l'Afrique et dans les camps de réfugiés au Kenya et en Somalie.

90. En 2011, le PAM a continué à accroître l'emploi de nouveaux produits nutritionnels pour répondre à des besoins particuliers:

- en intégrant alimentation et nutrition dans ses mesures touchant le sida afin d'améliorer l'état nutritionnel des bénéficiaires et d'encourager l'observance du traitement, en vue d'améliorer le rapport coût-efficacité et de réduire la mortalité; et
- en mobilisant les décideurs gouvernementaux afin de veiller à ce que la réduction de la dénutrition (émaciation, retard de croissance et carences en micronutriments) reste une priorité dans le cadre de la lutte contre la faim.

91. Quelque 2 milliards de personnes souffrent de carences en micronutriments. Le PAM a été pour beaucoup dans l'élan donné à l'enrichissement du riz en Asie à l'aide de nouvelles technologies en partenariat avec le programme d'amélioration de la nutrition lancé par la compagnie néerlandaise DSM. Le but est de faire en sorte que la plupart du riz acheté et distribué dans la région puisse être enrichi afin de combler les lacunes des activités d'enrichissement du PAM. Celui-ci fait aussi campagne auprès des gouvernements en faveur de politiques et de mesures pratiques liées à l'enrichissement du riz.

92. Le "tableau de bord" établi par le partenariat REACH permet aux ministères de la santé, de l'agriculture, de l'éducation, de la condition féminine, du développement et de la préparation aux catastrophes de consulter un graphique unique pour prendre connaissance d'informations nutritionnelles importantes à l'échelle du pays. Cet outil a été utilisé au Bangladesh, en République démocratique populaire lao, en Mauritanie, en Sierra Leone et en République-Unie de Tanzanie.

93. Le PAM et ses partenaires REACH¹⁴ ont examiné les liens entre développement agricole et programmation sanitaire et nutritionnelle, et ils ont étudié les moyens qui permettraient aux petits exploitants de tirer parti des filières d'approvisionnement établies du fait de l'amplification des interventions nutritionnelles. Le modèle issu de ces travaux sera appliqué en Sierra Leone à l'aide du mécanisme de facilitation du partenariat REACH. L'élargissement des actions qui prennent en compte la nutrition au niveau des politiques et de l'exécution ainsi que

¹³ Il s'agit d'aliments prêts à l'emploi tels que Plumpy'sup®, Plumpy'doz® et Supercereal Plus.

¹⁴ Université et Centre de recherche de Wageningen, Université de Njala, initiative Achats au service du progrès et Institut de recherche agricole de la Sierra Leone.

l'aide à apporter aux gouvernements dans l'établissement des priorités d'emploi des ressources constituent d'importants enjeux.

Nouvelles approches et nouveaux produits dans le domaine de la nutrition

Le Malawi, le Mozambique et la Zambie sont des exemples de pays dans lesquels le PAM travaille en partenariat pour lutter plus efficacement contre la dénutrition. Il aide les gouvernements à fournir des suppléments alimentaires riches en nutriments destinés aux jeunes enfants, à étudier les possibilités de renforcer la capacité de production et à faire mieux connaître ces produits pour en promouvoir la demande sur le long terme.

En 2011, le PAM a commencé à collaborer avec le secteur privé et divers partenaires du monde scientifique en vue de mettre au point un produit pour traiter la malnutrition chez les adultes séropositifs ou tuberculeux, en cherchant dans un premier temps à connaître leurs préférences en matière de texture et de saveur. Sur la base de ces travaux, les partenaires élaboreront un ou deux produits nutritifs pour traiter l'émaciation chez les adultes.

Opérations du PAM dans des contextes de transition

94. Les situations de transition sont souvent caractérisées par l'espoir que les populations au sortir d'une crise placent dans l'avenir et par l'attente qu'elles ont d'une vie meilleure. La présence du PAM sur le terrain, son aptitude à mobiliser rapidement des ressources et ses capacités techniques et logistiques lui donnent un avantage comparatif à l'heure de promouvoir des activités de redressement et de développement. L'assistance alimentaire qu'il dispense constitue un "dividende de la paix" à l'appui de la stabilité dans les situations d'après-conflit. Au Kirghizistan et au Soudan du Sud par exemple, son action vise notamment à soutenir la consolidation de la paix.

Somalie

95. La Somalie est un cas particulièrement difficile pour le PAM sur le plan de la programmation, notamment pour ce qui est de persuader les différentes autorités officielles et non-officielles d'adhérer à ses programmes. En 2011, le bureau de pays a organisé des réunions pour expliquer que le PAM se détournait des distributions générales de vivres pour privilégier les programmes axés sur la nutrition et les moyens d'existence. Cinq instances se sont associées au personnel du PAM chargé des programmes pour élaborer une stratégie d'assistance alimentaire et procéder à une analyse des interventions saisonnières¹⁵, ce qui a sensiblement amélioré la coordination du PAM en Somalie. Le dialogue se poursuit en 2012 en vue de parachever le plan d'intervention pour les six prochains mois et d'examiner les complémentarités avec des partenaires des Nations Unies et des ONG.

Soudan du Sud

96. Le Gouvernement du Soudan du Sud a déclaré que la sécurité alimentaire figurait au troisième rang de ses plus hautes priorités. Le PAM l'aide en appuyant l'établissement de réserves céréalières sur cinq sites de stockage et 20 sites satellites, et en assurant la formation de fonctionnaires nationaux pour gérer le système. L'existence des réserves contribuera à réduire les délais de livraison des vivres en période de crise, ce qui rendra le Gouvernement plus apte à rétablir la stabilité dans les communautés, à protéger ses citoyens et à renforcer la confiance de la population¹⁶. Le projet s'attaque à l'une des causes du conflit, à savoir le sous-développement du Soudan du Sud; il appuiera aussi la légitimité de l'État en renforçant les capacités du Gouvernement.

¹⁵ Les cinq instances comprenaient celles du Somaliland et du Puntland, de Galmudug, Himan, Heeb et Ahlu Sunna Wal Jamaa'a dans le centre de la Somalie.

¹⁶ Brinkman, H-J. et Hendrix, C.S. 2010. *Food Insecurity and Conflict: Applying the WDR Framework*. Note d'information sur le Rapport sur le développement dans le monde. Washington, Banque mondiale.

Côte d'Ivoire

97. La crise qui a secoué la Côte d'Ivoire à l'issue des élections a entraîné le déplacement de 700 000 personnes dans le pays et de 150 000 personnes au Libéria. Le Ghana et le Togo ont également été touchés. Au plus fort de la crise, le port d'Abidjan a été fermé et il a fallu ouvrir d'autres voies d'accès. En avril 2011, les services aériens d'aide humanitaire des Nations Unies ont transporté des passagers et des secours entre Abidjan et l'ouest de la Côte d'Ivoire, et ont également effectué des évacuations sanitaires. Le PAM a dû s'employer prioritairement à sauver des vies, de sorte que l'alimentation scolaire a été transformée en intervention d'urgence.

Consultations communautaires au Kirghizistan, en Ouganda et en République centrafricaine au sujet de la sécurité alimentaire et de la consolidation de la paix

98. Au Kirghizistan, en Ouganda et en République centrafricaine l'accès à la nourriture était l'une des conditions de la paix. Le conflit a eu un impact négatif sur la sécurité alimentaire dans toutes les communautés consultées. L'insécurité a limité l'accès aux terres agricoles et aux intrants. Les trois pays ont enregistré des pertes de récolte; les prix des produits alimentaires ont augmenté et l'accès aux marchés a été restreint. Les déplacements de population et les destructions ont perturbé l'agriculture en Ouganda et en République centrafricaine, et d'après les données communiquées, les taux de malnutrition étaient élevés pendant la période de conflit. Les communautés au Kirghizistan ont été victimes d'actes de violence et de discrimination même après le conflit, les produits agricoles sont devenus plus difficiles à écouler et les revenus ont chuté. De nombreuses familles sont encore endettées et doivent emprunter auprès de leurs proches et de leurs amis pour survivre pendant la crise.

99. Les communautés agricoles des trois pays ont estimé que le Gouvernement devrait mettre au rang des priorités la distribution de semences, d'outils et d'autres intrants, ainsi que l'approvisionnement en eau destinée à la consommation humaine et à l'irrigation. Figurent également parmi les autres besoins liés à la sécurité alimentaire les interventions visant les moyens d'existence, les activités génératrices de revenu et les programmes d'emploi, particulièrement pour les jeunes.

100. Après les violences interethniques qui ont sévi dans le sud du Kirghizistan en 2010, le PAM a fourni une assistance alimentaire pour permettre aux populations déplacées de retourner chez elles et de rétablir leurs moyens d'existence. Il a ensuite lancé un programme de redressement avec la FAO visant à remettre en état l'infrastructure et à promouvoir la réconciliation en s'attaquant à deux des causes du conflit, à savoir l'inégalité d'accès aux services et le fort taux de chômage. La réfection du canal d'irrigation d'Uvam, qui fait partie du principal réseau hydraulique du district de Kara-Suu, a eu un impact particulièrement positif sur le relèvement du fait que les communautés ont travaillé à un projet commun et démontré leur volonté de surmonter les différences du passé. Le canal dessert aujourd'hui 8 000 ménages agricoles et 40 000 résidents appartenant à dix groupes ethniques.



PARTIE II – BILAN DES RÉSULTATS PAR OBJECTIF STRATÉGIQUE

Aperçu général

102. La partie II du présent rapport rend compte des réalisations globales des opérations du PAM en 2011, à la fois en ce qui concerne les produits et les effets directs, par rapport aux Objectifs stratégiques énoncés dans le Plan stratégique pour 2008-2013; elle s'appuie sur trois sources d'information:

- des données recueillies au niveau institutionnel concernant les indicateurs figurant dans le Cadre de résultats stratégiques;
- les résultats d'évaluations indépendantes de projets du PAM; et
- des exemples de réussites obtenues et de difficultés rencontrées.

103. Les données recueillies à l'échelle institutionnelle sont issues des résultats figurant dans les rapports normalisés sur les projets présentés à la fin de chaque année. Les projets du PAM ont fait rapport sur un ou plusieurs des 21 indicateurs figurant dans le Cadre de résultats stratégiques, qui a été approuvé par le Conseil d'administration en février 2009. Ce cadre a été modifié en 2011 afin de mettre l'accent sur les indicateurs d'effet direct qui sont mesurés au niveau des bénéficiaires et des communautés¹⁷, compte tenu des enseignements tirés du cycle de présentation des rapports de 2010 et de l'examen des catégories d'activités (WFP/EB.A/2010/11/Rev.1). Les résultats dont les projets ont rendu compte sont conformes au Cadre de résultats stratégiques révisé¹⁸.

104. En 2011, 212 projets étaient en cours¹⁹: 49 opérations d'urgence²⁰, 66 interventions prolongées de secours et de redressement (IPSR), 32 programmes de pays, 27 projets de développement et 38 opérations spéciales.

105. En 2011, le PAM a participé à 83 programmes conjoints des Nations Unies²¹ dans 47 pays, contre 71 programmes conjoints dans 46 pays en 2010. Ses cinq principaux partenaires ont été le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), la FAO, le PNUD, l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR). Le PAM a collaboré avec 2 100 ONG, dont 90 pour cent étaient des ONG locales ou des organisations communautaires, et avec 30 organisations du Mouvement de la Croix-Rouge et du

¹⁷ Le PAM est déterminé à apporter la preuve du changement ou de l'impact obtenu, en établissant un lien entre ses résultats et la réalisation des OMD dans le cadre des rapports nationaux d'activité sur les OMD, des examens à mi-parcours du PNUAD et des évaluations réalisées par le PAM, d'autres organismes des Nations Unies, les ONG et les parties prenantes.

¹⁸ Tous les projets du PAM n'ont pas communiqué de renseignements sur les différents indicateurs, et tous les résultats indiqués ne sont pas entièrement comparables car les sources de données peuvent ne pas concorder, ou parce qu'ils rendent compte d'une seule et même valeur. On trouvera à l'annexe II-B un examen de la performance en 2011 et des enseignements concernant la communication des données sur les indicateurs du Cadre de résultats stratégiques.

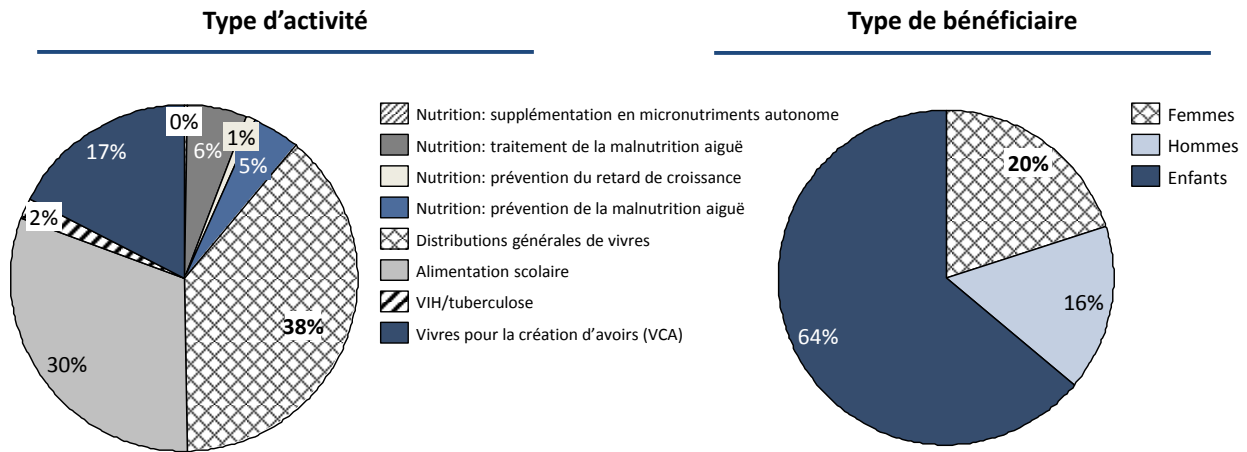
¹⁹ Par projets "en cours", on entend des projets qui effectuent des distributions de vivres ou exécutent une activité opérationnelle, telle qu'une opération spéciale, pendant la période prise en considération pour les rapports.

²⁰ Y compris les opérations d'urgence approuvées de manière à permettre une intervention immédiate.

²¹ Dans un programme ou un projet conjoint, au moins deux organismes effectuent des évaluations et conçoivent des interventions caractérisées par des objectifs, des actions, des délais et des besoins en ressources communs, sur la base d'une définition claire des responsabilités respectives. Ces programmes devraient faire l'objet d'un descriptif unique, indiquant également les liens entre les différentes parties et leurs responsabilités.

Croissant-Rouge. Ces partenaires ont distribué 1,9 million de tonnes de vivres pour le compte du PAM, soit 52 pour cent de ses distributions de produits alimentaires en 2011.

Figure 3: Bénéficiaires, par activité et par type



106. En 2011, le PAM a distribué 3,6 millions de tonnes de produits alimentaires à 99,1 millions de personnes²². Les dépenses directes se sont chiffrées au total à 3,5 milliards de dollars, dont 85 pour cent ont été absorbés par les opérations d'urgence et les IPSR, ce qui montre clairement que le PAM s'emploie à sauver des vies et à reconstituer les moyens de subsistance après une situation d'urgence.

107. Les enfants sont restés les principaux destinataires de l'aide du PAM, puisqu'ils ont représenté 64 pour cent des bénéficiaires, les femmes et les enfants en constituant ensemble 84 pour cent (voir la figure 3).

108. Les deux tiers des bénéficiaires du PAM ont profité de ses interventions à caractère alimentaire – 38 pour cent sous forme de distributions générales de vivres et 30 pour cent sous forme d'alimentation scolaire; 14 pour cent ont été les destinataires d'activités nutritionnelles, notamment l'appui nutritionnel apporté aux personnes vivant avec le VIH et aux tuberculeux sous traitement DOTS²³.

109. Les programmes Vivres pour la création d'avoirs (VCA) et Vivres pour la formation (VPF) ont permis d'aider 21 millions de personnes, dont 87 pour cent ont participé à des activités relatives à l'adaptation au changement climatique et à la réduction des risques de catastrophe. La plupart des projets traitant de ces questions et de ces problèmes ont mis l'accent sur la réduction des risques de sécheresse, d'inondation et de tempête tropicale. Parmi les activités courantes figuraient également les mesures de renforcement des capacités, telles que la formation destinée à améliorer les moyens de subsistance des bénéficiaires, la mise en place de systèmes d'alerte rapide et la formation du personnel de contrepartie en matière de préparation aux situations d'urgence.

²² Par ailleurs, les quantités livrées aux partenaires coopérants en 2011 se sont élevées au total à 3,8 millions de tonnes. Source: états financiers du PAM pour 2011.

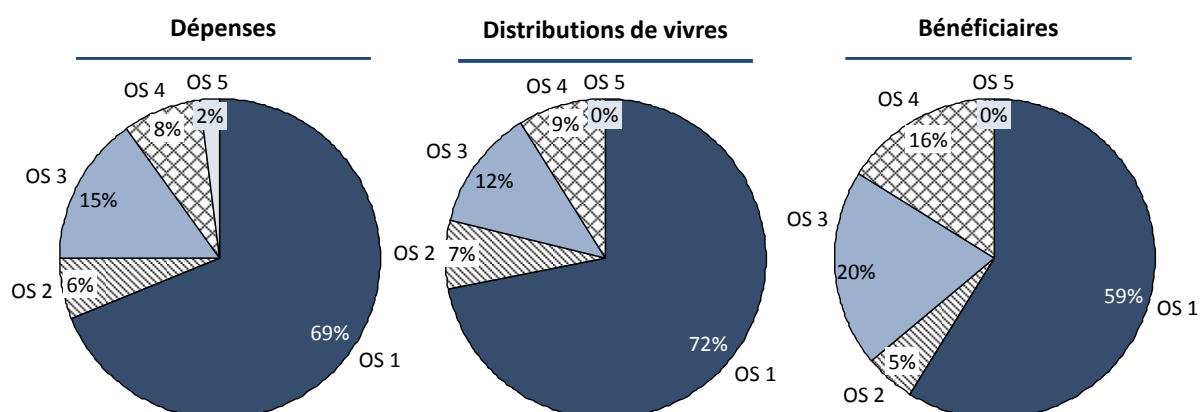
²³ Le traitement de brève durée sous surveillance directe est la méthode de lutte contre la tuberculose qui est recommandée à l'échelle internationale.

Résultats par Objectif stratégique

Résultats (produits)²⁴

110. En 2011, les opérations de secours d'urgence et de redressement accéléré ont absorbé les deux tiers de tous les produits alimentaires distribués et des dépenses directes totales, proportion comparable à celles de 2009 et de 2010. Dans ses opérations de secours, le PAM cherche à satisfaire pratiquement la totalité des besoins alimentaires des bénéficiaires pendant une période donnée: une part plus importante des vivres est donc distribuée au titre de l'Objectif stratégique 1. Dans d'autres types d'interventions, l'assistance du PAM ne couvre qu'une partie des besoins alimentaires des bénéficiaires: le Programme s'attache alors à "combler le déficit vivrier" et vient donc en aide à un plus grand nombre de bénéficiaires (voir la figure 4).

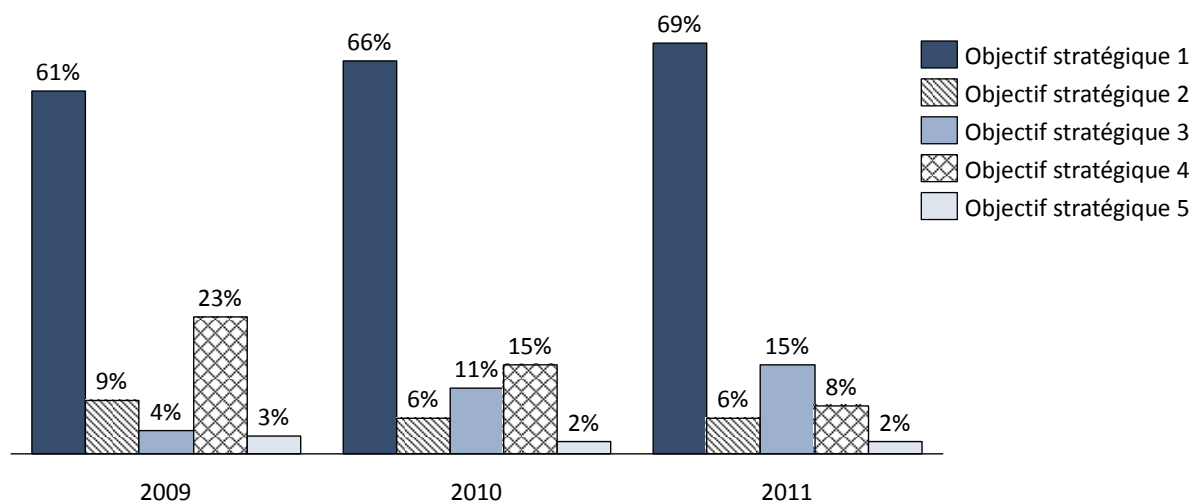
Figure 4: Produits par Objectif stratégique



111. La proportion des activités relevant de l'Objectif stratégique 3 – qui représentent 12 pour cent de la totalité des produits alimentaires distribués et 15 pour cent de l'ensemble des dépenses – a été plus élevée qu'en 2010. En revanche, la part des activités relevant de l'Objectif stratégique 4 a diminué, du point de vue du pourcentage de vivres distribués (9 pour cent) et des dépenses (8 pour cent) (voir la figure 5).

²⁴ Le nombre de bénéficiaires par Objectif stratégique est comptabilisé à l'échelle des projets.

Figure 5: Dépenses par Objectif stratégique (2009–2011)



Résultats (effets directs)

Tableau 1: Bilan général par Objectif stratégique

Objectifs stratégiques	Résultats
1 – Sauver des vies et protéger les moyens de subsistance dans les situations d'urgence	Progrès importants
2 – Prévenir la faim aiguë et investir dans la préparation aux catastrophes et l'atténuation de leurs effets	Progrès importants
3 – Remettre sur pied les communautés et reconstituer leurs moyens de subsistance après un conflit ou une catastrophe ou dans les périodes de transition	Progrès importants
4 – Réduire la faim chronique et la dénutrition	Progrès importants
5 – Renforcer la capacité des pays de lutter contre la faim, notamment grâce à une stratégie de transfert des responsabilités et aux achats locaux	Progrès modérés

112. Les renseignements fournis par les projets sur divers indicateurs, pour chacun des cinq Objectifs stratégiques, ont fait état de progrès importants réalisés par le PAM en 2011 pour ce qui est des Objectifs stratégiques 1, 2, 3 et 4²⁵. Les projets ayant rendu compte d'activités menées au titre de l'Objectif stratégique 5 ont indiqué que le PAM avait réalisé des progrès modérés en 2011, principalement en renforçant les capacités nécessaires pour appuyer les achats locaux²⁶.

113. Le Cadre de résultats stratégiques révisé contient des indicateurs qui sont plus facilement mesurables au niveau des bénéficiaires et des communautés; ils figurent pour la première fois dans le présent Rapport annuel sur les résultats. Certains effets des activités du PAM, tels que

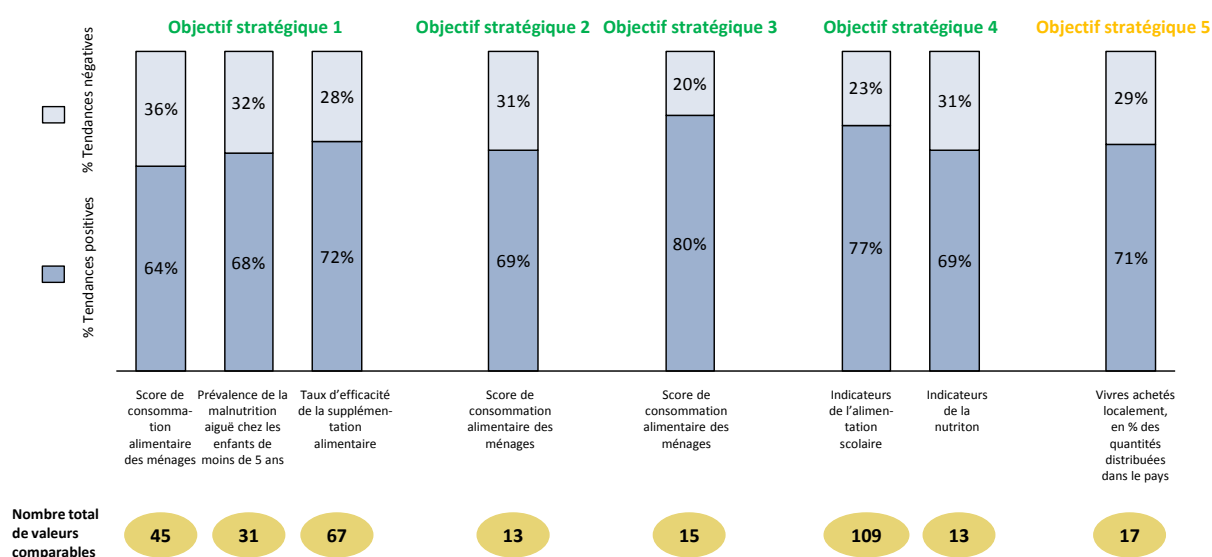
²⁵ Pour qu'un indicateur soit inclus dans l'analyse, il faut qu'au moins 10 projets en rendent compte; le taux de communication de données, c'est-à-dire le nombre de projets présentant des renseignements sur l'indicateur en question, en pourcentage du nombre total de projets ayant inscrit l'indicateur dans leur cadre logique, doit être égal ou supérieur à 50 pour cent (voir l'annexe II-C).

²⁶ Voir l'annexe II-B pour une vue d'ensemble des renseignements communiqués sur les effets directs par Objectif stratégique.

les résultats des programmes de supplémentation alimentaire mis en œuvre pour lutter contre la malnutrition aiguë, sont encore mesurés en observant les changements survenus dans la zone du programme dans son ensemble, bénéficiaires et non-bénéficiaires confondus, et pourraient donc ne pas être attribuables uniquement à l'assistance alimentaire du PAM.

114. Le PAM est conscient du fait que l'assistance alimentaire n'est qu'un volet des efforts à consentir pour réaliser les objectifs du Plan stratégique pour 2008–2013, et souligne l'importance des partenariats et des engagements multisectoriels sur le terrain pour atteindre les résultats souhaités. Comme le montant des financements reçus a également une incidence sur le degré de réalisation des objectifs des programmes, il faut revoir régulièrement les plans et les activités en fonction des fonds disponibles.

Figure 6: Effets directs par Objectif stratégique: tendances²⁷



115. La figure 6 indique les principales tendances concernant les effets directs pour les cinq Objectifs stratégiques, ainsi que le nombre de valeurs comparables pour chacun des indicateurs choisis. Les tendances positives comprennent les cas d'amélioration et de stabilisation (voir l'annexe II-B).

²⁷ L'analyse repose sur des indicateurs choisis selon la méthode décrite à l'annexe II-C.

Objectif stratégique 1 – Sauver des vies et protéger les moyens de subsistance dans les situations d'urgence

Progrès importants

Montant estimatif des dépenses directes de 2011: 2,2 milliards de dollars

116. Les interventions du PAM relevant de l'Objectif stratégique 1 font normalement suite à des événements catastrophiques qui mettent en danger la vie des personnes et leurs moyens de subsistance. Elles visent à sauver des vies en préservant ou en améliorant la capacité des populations à satisfaire dignement leurs besoins alimentaires et nutritionnels.

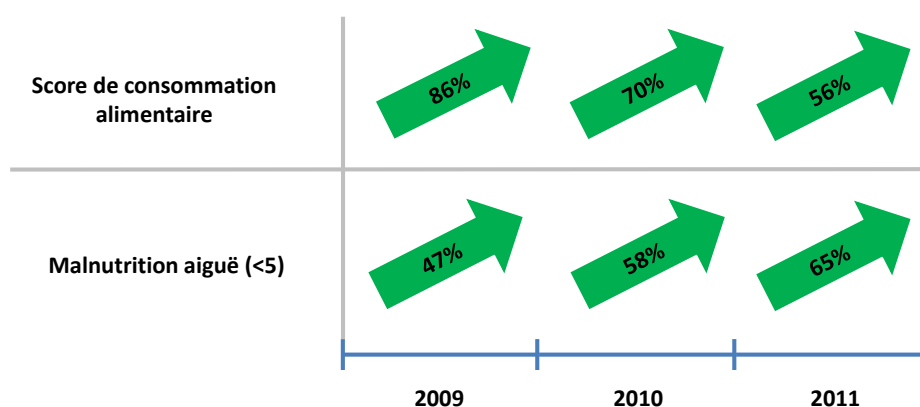
117. En 2011, les renseignements fournis par les projets sur les indicateurs relevant de l'Objectif stratégique 1 ont de nouveau confirmé que son aptitude à intervenir rapidement en cas de crise était l'un des atouts du PAM: le taux global pondéré d'amélioration était de 64 pour cent²⁸. Cela indique que de gros progrès ont été faits en matière de réduction du nombre de personnes exposées à l'insécurité alimentaire dans les communautés bénéficiant de l'aide du PAM: 56 pour cent des projets ayant communiqué des données sur l'indicateur "score de consommation alimentaire des ménages" ont signalé une amélioration de la situation, ce qui signifie que la consommation alimentaire de 17 millions de bénéficiaires s'est améliorée en 2011 (voir la figure 7).

118. Un certain nombre d'opérations importantes du PAM n'ont pas pu annoncer une évolution positive de la consommation alimentaire. Cette constatation est un sujet de préoccupation pour le Programme, mais elle reflète une détérioration de la situation en matière de sécurité alimentaire au niveau national, provoquée notamment par des conflits et des déplacements de populations, des hausses des prix des denrées alimentaires et des mauvaises récoltes. Ces facteurs mettent en lumière la fragilité qui caractérise souvent le contexte opérationnel du PAM et les risques qui y sont associés: l'assistance alimentaire permet de soulager la faim aiguë, mais elle ne peut par elle-même venir à bout des crises qui entraînent des pics d'insécurité alimentaire.

119. Les effets directs des interventions nutritionnelles ont évolué de manière positive en 2011. Les taux de malnutrition aiguë ont été réduits dans plus de 60 pour cent des cas (voir la figure 7), et l'efficacité de la supplémentation alimentaire a fortement progressé dans le cadre des programmes ciblés.

²⁸ Pour des informations plus détaillées sur les indicateurs de performance servant à évaluer les effets directs, voir l'annexe II-B.

Figure 7: Tendances relevées pour l'Objectif stratégique 1 (2009–2011)



Source: Rapports annuels sur les résultats

Les chiffres font apparaître le pourcentage d'amélioration* d'une année sur l'autre

* Les rapports normalisés sur les projets rendent compte d'une valeur de référence, indiquent une valeur de suivi et donnent la valeur la plus récente disponible pour chaque indicateur. L'amélioration concerne la dernière valeur en date par rapport à la valeur de référence ou à la précédente valeur de suivi. Certains projets communiquent de multiples valeurs car ils ventilent les données concernant certains indicateurs par sexe, âge, région, etc.

120. Toutefois, les données agrégées ne rendent que partiellement compte de la situation; des exemples concernant plusieurs pays sont présentés afin d'affiner la description des résultats obtenus pour cet Objectif stratégique, ainsi que des observations sur les situations d'urgence majeures coordonnées au niveau central qui sont mentionnées dans la Partie I.

121. Au Darfour, il ressort des enquêtes nutritionnelles que le programme de supplémentation alimentaire généralisée en place depuis 2008 a fortement contribué à prévenir la détérioration de l'état nutritionnel des enfants pendant la période de soudure. Ce programme intégré a permis de réduire considérablement les taux de malnutrition dans les zones pilotes de l'est du Soudan.

122. Dans le camp de réfugiés de Kakuma, au Kenya, les taux de malnutrition aiguë ont diminué en 2011. Ce résultat a été attribué aux partenariats efficaces établis entre les divers organismes, qui ont favorisé la complémentarité des interventions. Le PAM a fourni du Nutributter aux enfants de moins de 2 ans et mis à disposition un assortiment alimentaire complet. Des partenaires tels que le HCR et des ONG ont amélioré les pratiques d'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants par le biais de groupes de soutien "de mère à mère" et "de père à père". Ils ont également garanti un apport accru de micronutriments grâce à la distribution d'aliments composés enrichis et améliorés ainsi que de Nutributter pour les enfants de moins de 2 ans, et à la mise en place de jardins potagers, et ils ont fourni du bois de feu; toutes ces initiatives ont permis de réduire les ventes de produits alimentaires.

123. Dans le cadre du programme de supplémentation alimentaire ciblée en Éthiopie, le PAM a fourni des aliments composés enrichis et de l'huile végétale aux enfants de moins de 5 ans, aux femmes enceintes et aux mères allaitantes souffrant de malnutrition aiguë, qui ont été repérés grâce aux dépistages nutritionnels. Les résultats obtenus en 2011 ont suivi le même schéma qu'en 2010: les taux d'abandon de la supplémentation alimentaire et de mortalité sont restés largement dans les limites fixées par le projet SPHERE²⁹ et les taux de récupération ont régulièrement progressé au cours de l'année.

²⁹ Le projet SPHERE fixe des normes minimales dans les principaux domaines de l'assistance humanitaire; se reporter au site www.sphereproject.org.

124. Au Pakistan, l'assistance du PAM a fortement contribué à sauver des vies et à maintenir une consommation alimentaire suffisante parmi la population frappée par les inondations. D'après les conclusions d'une étude indépendante effectuée à la fin de l'année, le score de consommation alimentaire était suffisant pour 83 pour cent des familles touchées par les inondations dans le Sindh, contre 51 pour cent au début des inondations selon l'évaluation menée alors par le Gouvernement et le système des Nations Unies.

125. Une étude de faisabilité réalisée en Côte d'Ivoire a conclu que les transferts monétaires étaient le meilleur moyen d'aider les ménages vulnérables frappés par la crise ayant suivi les élections, car les marchés dans les secteurs concernés fonctionnaient encore. Les objectifs étaient de fournir aux ménages les ressources nécessaires pour acheter des vivres et améliorer leur consommation, et de réduire le recours à des mécanismes de survie préjudiciables tels que la prostitution et le travail des enfants. À la fin de 2011, le suivi post-distribution a mis en évidence une augmentation du nombre de repas pris quotidiennement dans les ménages ciblés, un accroissement du score de consommation alimentaire et une diminution du recours à des stratégies de survie dangereuses, mesurée par l'indice des stratégies de survie. Ce projet a obtenu de bons résultats grâce au partenariat avec l'opérateur de téléphone mobile MTN, Action contre la faim et les communautés.

126. En République démocratique du Congo, la distribution d'aliments nutritifs aux patients sous traitement antirétroviral qui souffrent de malnutrition a encouragé la fréquentation régulière des dispensaires et favorisé la récupération nutritionnelle. L'assistance du PAM a largement contribué à maintenir le pourcentage de patients qui cessent de suivre leur traitement au-dessous du seuil de 15 pour cent.

Vérification des bénéficiaires au Soudan

L'activité de vérification a représenté une composante importante du programme du PAM au Soudan en 2011. Il s'agissait de mettre à jour les listes de bénéficiaires à l'aide de données biométriques, de recenser ceux qui n'avaient peut-être pas été enregistrés dans les camps, comme les bébés, et de désinscrire ceux qui étaient partis. Le PAM a développé ses activités de sensibilisation auprès des chefs des communautés, dans les camps qui refusaient toute vérification, et, à la fin de 2011, il avait vérifié 1,1 million de personnes déplacées sur un total de 1,7 million au Darfour. Cette activité sera poursuivie jusqu'à ce que tous les camps de personnes déplacées aient été vérifiés.

Objectif stratégique 2 – Prévenir la faim aiguë et investir dans la préparation aux catastrophes et l'atténuation de leurs effets

Montant estimatif des dépenses directes de 2011: 181 millions de dollars

Progrès importants

127. Les renseignements fournis par les projets sur les indicateurs relevant de l'Objectif stratégique 2 ont révélé un taux pondéré d'amélioration de 68 pour cent en 2011. Les deux tiers des projets ayant communiqué des données sur l'indicateur "score de consommation alimentaire des ménages" ont fait état d'une amélioration de la situation³⁰, ce qui revient à dire que la consommation alimentaire de 1,9 million de personnes s'est améliorée. Les projets qui ont communiqué des données sur l'évolution du nombre d'avoirs productifs utilisés par les communautés ont fait état d'une progression.

128. Le PAM a apporté au Gouvernement afghan un soutien comprenant une assistance financière et technique en matière d'évaluation des risques et de la vulnérabilité et de suivi de la sécurité alimentaire. L'analyse de 2011 de l'indice de préparation aux catastrophes, qui porte sur la planification des interventions d'urgence, le suivi de la sécurité alimentaire et les systèmes d'alerte rapide, a indiqué: i) que le Gouvernement était en mesure d'établir lui-même les plans nationaux d'urgence, mais avait besoin d'un appui extérieur pour l'élaboration de ces plans au niveau infranational; et ii) que le système de suivi de la sécurité alimentaire et le système d'alerte rapide pouvaient être gérés par le Gouvernement avec l'appui du PAM et de ses partenaires. L'assistance du Programme se poursuivra en 2012.

129. Le projet pilote de préparation aux catastrophes mis en œuvre par le PAM aux Philippines a pour objet de renforcer la capacité du Gouvernement en matière de préparation aux catastrophes naturelles et d'intervention dans les municipalités vulnérables. Parmi les résultats obtenus figuraient: i) la construction d'installations d'entreposage pour les produits alimentaires et les semences en cas d'urgence; ii) la mise en œuvre de projets communautaires pour atténuer les effets des glissements de terrain et des inondations; iii) la construction d'un centre de coordination des interventions d'urgence; iv) le renforcement des capacités d'alerte rapide et de communication des unités, aux fins de la réduction et de la gestion des risques de catastrophe; v) le renforcement des capacités techniques des collectivités locales, moyennant une formation à la planification des interventions d'urgence et à la gestion des situations de crise, qui a permis au Conseil national de gestion et de réduction des risques de catastrophe et à ses partenaires d'effectuer une simulation d'intervention; et vi) le renforcement sur le plan logistique de la capacité d'intervention du Gouvernement en cas de catastrophe, moyennant une formation à la gestion des entrepôts et des améliorations des systèmes de suivi des produits alimentaires. Compte tenu de ces résultats encourageants, le Conseil national de gestion et de réduction des risques de catastrophe a demandé au PAM de reproduire ces projets dans d'autres communautés vulnérables et a alloué 3 millions de dollars, somme correspondant au montant engagé par le Programme.

130. Pendant la sécheresse qui a sévi dans la corne de l'Afrique, la consommation alimentaire des ménages en Éthiopie s'est améliorée par rapport aux niveaux de 2008, année pendant laquelle la situation était analogue. Cela est probablement dû au soutien continu qui a été apporté en 2011 par le Programme de filets de sécurité fondé sur des activités productives

³⁰ Pour des informations plus détaillées sur les indicateurs de performance servant à évaluer les effets directs, voir l'annexe II-B.

(PPSAP), dont les distributions – de rations complètes – ont été plus prévisibles qu'en 2008 et effectuées cette fois en temps voulu.

131. Au Bangladesh, le projet de promotion concernant des filets de sécurité fondés sur des transferts monétaires, qui ciblait les femmes extrêmement pauvres des zones sujettes aux catastrophes, a permis de multiplier par trois la valeur des avoirs productifs appartenant aux femmes et de doubler le revenu moyen des ménages. La consommation alimentaire des ménages s'est améliorée de 52 pour cent, et les femmes ont indiqué mieux contrôler les finances familiales et avoir pu se déplacer plus facilement pour se rendre au marché. Des comités chargés du traitement des incidents ont été créés pour examiner les cas de perte d'avoirs productifs et d'attribution d'un dédommagement en espèces. Le projet repose sur un cycle de 24 mois et comprend un don destiné à l'acquisition d'avoirs, une allocation mensuelle et une formation, visant à permettre aux participants d'acheter et de gérer les avoirs nécessaires pour assurer leur subsistance. Il a permis au PAM de mieux comprendre comment aider le Gouvernement à concevoir et gérer ses propres programmes de filets de sécurité.

132. Au Kenya, le PAM a aidé des familles à satisfaire leurs besoins alimentaires immédiats, à préserver leurs moyens de subsistance et à créer des avoirs productifs qui leur permettront de faire face aux conséquences de l'irrégularité du régime météorologique. Le projet a mis l'accent sur la collecte de l'eau de pluie, la gestion des ressources hydriques, telles que les étangs, les barrages et les réseaux d'irrigation, la plantation de semis d'arbres et l'amélioration des routes reliant les communautés aux marchés. D'après l'évaluation de l'impact réalisée en 2011, les résultats obtenus par ce projet ont permis d'améliorer la capacité de résistance et de transformer les communautés pastorales, tributaires des secours depuis des années: 55 pour cent des communautés et 29 pour cent des ménages ont vu le nombre de leurs avoirs augmenter.

Formation des bénéficiaires à la préparation aux situations d'urgence et au relèvement

Au Nicaragua, en consultation avec les collectivités locales, le PAM a adopté une approche globale vis-à-vis de la réduction des risques de catastrophe, proposant des méthodes de formation applicables aux populations vulnérables. En échange de vivres, les bénéficiaires ont reçu une formation et participé à des activités de préparation et de relèvement. Cette formation a porté essentiellement sur l'agriculture, l'appui aux moyens de subsistance, les systèmes d'alerte rapide et la préparation des communautés aux catastrophes. Pour faciliter le redressement après des pertes de récoltes et améliorer la capacité de résistance face à la sécheresse, le PAM et les collectivités locales ont appuyé des activités de remise en état des terres, de reboisement et de conservation de l'eau et des sols.

Objectif stratégique 3 – Remettre sur pied les communautés et reconstituer leurs moyens de subsistance après un conflit ou une catastrophe ou dans les périodes de transition

Progrès importants

Montant estimatif des dépenses directes de 2011: 474 millions de dollars

133. Les renseignements fournis par les projets sur les indicateurs relevant de l'Objectif stratégique 3 ont fait apparaître un taux pondéré d'amélioration de 80 pour cent en 2011. Des améliorations ont été signalées par 80 pour cent des projets ayant communiqué des données sur l'indicateur "score de consommation alimentaire des ménages"³¹, ce qui revient à dire que la consommation alimentaire de 2,6 millions de personnes s'est améliorée. Seuls trois projets ont communiqué des données sur l'indicateur "score des communautés en matière d'avoirs", mais des améliorations ont été signalées dans 100 pour cent des cas.

134. En Afghanistan, le programme VCA a permis d'apporter des améliorations sur le plan social, économique et environnemental, s'agissant de renforcer la capacité de résistance, de réduire les risques de catastrophe et d'améliorer l'accès des communautés aux avoirs productifs. En 2011, le PAM a appuyé plusieurs projets visant à atténuer les effets des inondations, moyennant la construction de murs, de barrages et de terrasses à des fins de protection. Sur les 58 communautés de l'échantillon examiné, 55 avaient enregistré à la fin de l'année une amélioration de leur score en matière d'avoirs; le score moyen des communautés en matière d'avoirs était passé de 27 en 2010 à 48 en 2011. Le PAM a également participé à des programmes de gestion de l'eau, en vue d'améliorer l'efficacité de l'irrigation, d'étendre le couvert végétal afin de lutter contre l'érosion et d'améliorer la circulation de l'eau dans la couche du sol.

135. Compte tenu de l'aggravation de l'insécurité alimentaire et de la détérioration des perspectives socio-économiques au Pakistan, le PAM s'est employé à renforcer la sécurité alimentaire des ménages et à appuyer le relèvement après les chocs dans les zones vulnérables. À la fin de 2011, le score de consommation alimentaire des ménages était acceptable pour 61 pour cent de ceux qui bénéficiaient de cette aide, par rapport à une valeur de référence de 53 pour cent; la consommation était nettement inférieure dans les groupes qui ne bénéficiaient pas de l'aide. Les activités de rétablissement des moyens de subsistance prévues et exécutées en consultation avec les bénéficiaires visaient à créer des avoirs qui aideraient les communautés à faire face aux catastrophes. D'après une évaluation indépendante, l'accès des bénéficiaires du PAM aux avoirs des communautés a progressé de 50 pour cent, et 67 pour cent des ménages les ont utilisés régulièrement.

136. L'évaluation de la nutrition et de la sécurité alimentaire menée en Zambie au cours du dernier trimestre de 2011 a fait état d'une nette amélioration des résultats concernant la plupart des effets directs par rapport à 2010. L'assistance alimentaire a contribué à accroître le pourcentage de ménages ayant un score de consommation alimentaire acceptable; le taux brut de mortalité et la prévalence de la malnutrition aiguë chez les enfants de moins de 5 ans étaient également inférieurs aux chiffres de 2010. Cette amélioration s'explique notamment par la diminution du nombre de personnes vivant dans les camps de réfugiés de Meheba et Mayukwayukwa, après les rapatriements librement consentis de ces dernières années: les réfugiés restants avaient plus facilement accès aux terres, qu'ils cultivaient, et tiraient davantage profit de ressources telles que les intrants agricoles et les services de santé.

³¹ Pour des informations plus détaillées sur les indicateurs de performance servant à mesurer les effets directs, voir l'annexe II-B.

137. En Iraq, le programme d'alimentation scolaire est exécuté conjointement par le PAM et le Ministère de l'éducation, en collaboration avec les communautés. Après sa mise en route dans trois gouvernorats au début de 2011, les taux de scolarisation ont augmenté de 11 pour cent par rapport à 2010 (14 pour cent pour les filles et 10 pour cent pour les garçons), avec des taux de poursuite des études élevés. Les abandons ont été principalement imputables à la pauvreté, la maladie, la distance jusqu'à l'école et la méconnaissance des avantages de l'éducation. Les premiers résultats encourageants et la durabilité du programme, qui est devenu entièrement opérationnel en septembre 2011 et est principalement financé par le Gouvernement, s'expliquent essentiellement par l'appropriation et la capacité d'encadrement au niveau national. Le PAM continue d'appuyer ce programme et de renforcer les capacités institutionnelles, en vue de transférer les responsabilités en 2012.

138. Pendant toute l'année 2011, le relèvement des populations frappées par le tremblement de terre en Haïti a été compromis par les prix élevés des denrées alimentaires et la réduction de l'aide humanitaire. Le PAM a donc décidé de concentrer les ressources disponibles pour poursuivre son programme de repas scolaires en faveur de 1,1 million d'enfants. Il a pu ainsi continuer à distribuer des repas quotidiens dans les écoles bénéficiant de son aide, où les taux de poursuite des études s'élevaient à 58 pour cent pour les filles et 61 pour cent pour les garçons, chiffres largement supérieurs à la moyenne nationale de 50 pour cent. L'appui apporté par des donateurs du secteur privé a permis de livrer aux écoles la moitié du nombre prévu de fourneaux à bon rendement énergétique. Le PAM continue de collaborer avec le Gouvernement et les donateurs afin de promouvoir un programme de repas scolaires durable, pris en main par les autorités nationales, et ayant des liens avec les petites exploitations agricoles.

139. Au Zimbabwe, l'assistance du PAM destinée aux patients sous traitement antirétroviral et aux tuberculeux bénéficiant d'un traitement DOTS qui souffrent de malnutrition a pour objectif d'améliorer le bien-être nutritionnel des malades chroniques adultes, en favorisant l'observance du traitement en vue d'un rétablissement durable. Les bénéficiaires reçoivent des aliments composés enrichis qui contribuent à leur récupération nutritionnelle; un transfert en faveur des ménages est assuré afin de minimiser la vulnérabilité des familles des patients. Une poussée de maladies diarrhéiques a mis en péril le succès du programme en 2011: le taux de récupération nutritionnelle chez les adultes dépassait 60 pour cent, mais restait inférieur à l'objectif de 80 pour cent fixé par le PAM et le Ministère de la santé et du bien-être de l'enfant. Cet appui nutritionnel a également favorisé l'observance des traitements: 95 pour cent des patients recevant une aide alimentaire ont continué de prendre leurs médicaments³².

³² Pour les analyses standards, le seuil d'observance acceptable est fixé à 80 pour cent.

Objectif stratégique 4 – Réduire la faim chronique et la dénutrition

Progrès importants

Montant estimatif des dépenses directes de 2011: 238 millions de dollars

140. Les renseignements fournis par les projets sur les indicateurs relevant de l'Objectif stratégique 4 ont fait apparaître un taux pondéré d'amélioration de 62 pour cent en 2011, ce qui indique que des progrès importants ont été accomplis en matière de réduction de la faim chronique et de la dénutrition³³.

Alimentation scolaire

141. L'alimentation scolaire a été le principal type d'intervention mené au titre de l'Objectif stratégique 4. Une amélioration a été signalée par 85 pour cent des projets ayant fourni des informations sur les taux de scolarisation. Les taux de passage dans la classe supérieure des garçons et des filles, qui attestent de l'efficacité de l'alimentation scolaire pour ce qui est d'inciter les élèves à terminer le cycle d'enseignement, ont enregistré une amélioration pour 66 pour cent des projets, contre 46 pour cent en 2010. L'évolution des taux de fréquentation et des ratios garçons/filles indique qu'il est difficile de maintenir les acquis lorsque les interventions ont déjà permis d'atteindre des taux satisfaisants.

142. L'évaluation de l'impact de l'alimentation scolaire menée en 2010 au Cambodge a encouragé le PAM à étoffer la composante relative aux bourses d'études, conformément aux priorités nationales, car le prix attaché à ces bourses et leur ciblage rigoureux en font un outil de protection sociale efficace; il a également été demandé au Programme de distribuer des repas scolaires pour remédier aux carences en micronutriments. En réponse à cette demande, le PAM a affecté une part plus importante de ses ressources aux bourses d'études: au cours de l'année scolaire 2011/12, le nombre de bourses destinées à des élèves pauvres est passé de 20 000 à 70 000. Le nouveau projet pilote de bourses en espèces est accompagné d'une évaluation de l'impact, afin de déterminer comment les diverses modalités de transfert peuvent permettre d'atteindre les objectifs fixés en matière d'éducation, de transfert de valeur, de santé et de nutrition. D'autre part, le programme de repas scolaires a été axé sur des zones caractérisées par des indicateurs de sécurité alimentaire et d'éducation médiocres. Les résultats obtenus à la fin de l'année ont indiqué que le programme d'alimentation scolaire avait: i) contribué à promouvoir la sécurité alimentaire et l'accès à l'éducation; et ii) aidé le Gouvernement à favoriser le développement du jeune enfant et la scolarisation à l'âge voulu, à réduire les taux d'abandon et à encourager les élèves à achever le cycle d'enseignement primaire. Les programmes de bourses d'études sous forme de vivres ou d'espèces ont constitué des filets de sécurité très efficaces pour les enfants appartenant à des ménages vulnérables dans les zones exposées à l'insécurité alimentaire. Le PAM et ses partenaires de recherche ont reçu des fonds pour mener, au cours de la prochaine année scolaire, une étude ayant pour objet d'évaluer si l'utilisation de riz enrichi dans les repas scolaires permettrait de remédier aux carences en micronutriments.

143. En Gambie, le programme d'alimentation scolaire du PAM a contribué à accroître le taux de scolarisation et à stabiliser le niveau d'assiduité et l'état nutritionnel des enfants d'âge préscolaire et des élèves du primaire en distribuant tous les jours des rations cuisinées composées de riz, de pois, de sel, d'huile et de produits horticoles. Le taux annuel de variation du nombre d'enfants inscrits en 2011 a augmenté de 4 pour cent, chiffre légèrement inférieur à l'objectif de 6 pour cent, en raison de la disproportion entre les ressources à la disposition des

³³ Pour des informations plus détaillées sur les indicateurs de performance servant à mesurer les effets directs, voir l'annexe II-B.

écoles urbaines et celles des écoles rurales, qui a influé sur le nombre des bénéficiaires. Le PAM devra trouver des ressources supplémentaires pour assurer régulièrement l'alimentation scolaire, tout en renforçant les capacités et en mettant au point une stratégie de transfert des responsabilités.

Nutrition

144. Deux tiers des projets communiquant des données sur le retard de croissance chez les enfants de moins de 5 ans ciblés et 80 pour cent des projets fournissant des renseignements sur l'anémie ferriprive ont enregistré une amélioration en 2011³⁴.

145. La campagne "Great Start" (Un bon départ), orchestrée par le Gouvernement ougandais et le PAM, est une initiative de sensibilisation à la nutrition menée dans la région sud-ouest pour faire face aux taux régionaux élevés de retard de croissance, qui ont atteint 45 pour cent dans le district de Bundibugyo. Elle n'utilise pas de vivres, mais vise à promouvoir un régime alimentaire équilibré chez les femmes enceintes, les mères allaitantes et les enfants âgés de 6 à 24 mois, période pendant laquelle le retard de croissance peut être réduit. Parmi les activités figurent: i) des démonstrations culinaires dans les dispensaires assurant des soins prénatals, postnatals et infantiles; ii) la distribution de cartes de menus aux femmes enceintes, aux mères allaitantes et aux jeunes enfants dans les centres de santé; iii) des programmes radiophoniques de sensibilisation à une bonne nutrition à l'intention des groupes à risque; et iv) la sensibilisation et la formation des vendeurs des marchés. Le rôle du PAM dans le cadre de cette initiative consiste à faire fond sur les activités que tous les organismes des Nations Unies doivent mener pour contribuer à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). D'après les résultats préliminaires communiqués par le Ministère de la santé, le taux de faible poids à la naissance a été ramené de 9 pour cent en 2010 à 7 pour cent en 2011 dans les installations sanitaires associées à la campagne "Great Start". En 2012, cette campagne visera à intégrer l'information et l'éducation sur la nutrition dans les services publics locaux, en vue d'assurer l'appropriation et de mettre au point une stratégie de transfert des responsabilités.

146. Le PAM et le Gouvernement de la République populaire démocratique de Corée produisent un aliment dénommé Supercereal et des biscuits enrichis avec des vitamines et des micronutriments, afin de lutter contre la dénutrition qui frappe 2,3 millions d'enfants et leur mère. Toutefois, plusieurs problèmes restent à résoudre, notamment: i) les ruptures d'approvisionnement qui ont entravé la production d'aliments nutritifs, obligeant le PAM à donner la priorité à certaines zones et aux groupes les plus vulnérables; et ii) le manque d'ingrédients, d'assortiments de vitamines et de minéraux, et d'emballages. Il faudra se procurer des ressources supplémentaires pour garantir une assistance adéquate aux bénéficiaires ciblés.

Mesures d'atténuation, filets de sécurité et soins et traitements des personnes touchées par le VIH et la tuberculose

147. En 2011, le PAM est venu en aide à 2,3 millions de personnes touchées par le VIH et la tuberculose par le biais de programmes d'assistance alimentaire, de distribution de bons et de soutien nutritionnel. S'agissant du taux de réussite du traitement contre la tuberculose, 75 pour cent des projets ont atteint l'objectif fixé; par ailleurs, 73 pour cent des projets communiquant des données sur l'observance du traitement antirétroviral ont fait état de taux dépassant 80 pour cent.

³⁴ En 2010, les valeurs relatives à ces deux indicateurs avaient enregistré une amélioration dans 50 pour cent des cas.

148. Au Tadjikistan, l'assistance du PAM a contribué à stabiliser les taux d'achèvement du traitement chez les tuberculeux et leur famille, dans le cadre de la stratégie DOTS. L'assistance est subordonnée à l'observance du traitement; les vivres incitent donc les usagers à mener leur traitement à terme et leur permettent d'éviter les risques liés aux souches multirésistantes. En empêchant la perte des avoirs et en permettant aux bénéficiaires d'utiliser leurs maigres revenus pour satisfaire leurs autres besoins, le programme du PAM a également contribué à améliorer la sécurité alimentaire.

149. Au Zimbabwe, le PAM a apporté un soutien nutritionnel à 580 000 bénéficiaires, notamment des patients sous traitement antirétroviral souffrant de malnutrition et des ménages touchés par le VIH ou aidant des orphelins et d'autres enfants vulnérables. L'évaluation du portefeuille de pays de 2011 a mis en lumière le rôle essentiel de la nutrition, qui favorise l'observance du traitement antirétroviral et la prise de poids chez les malades chroniques, leur permettant ainsi de mener une vie productive et les incitant à se soumettre volontairement à des dépistages.

Objectif stratégique 5 – Renforcer la capacité des pays de lutter contre la faim, notamment grâce à une stratégie de transfert des responsabilités et aux achats locaux

Montant estimatif des dépenses directes de 2011: 78 millions de dollars

Progrès modérés

150. Le PAM dispose de deux indicateurs pour mesurer les résultats (effets directs) relevant de l'Objectif stratégique 5 pour l'ensemble du Programme. S'agissant des achats locaux, il mesure la proportion de vivres achetés localement en pourcentage des quantités distribuées à ses bénéficiaires. Pour le renforcement des capacités, il utilise l'indice des capacités nationales (voir l'encadré après le paragraphe 154), un nouvel indicateur adopté à la fin de 2011; il s'emploiera à communiquer des renseignements au regard de celui-ci en 2012.

151. Les 17 projets qui ont communiqué des données sur l'indicateur relatif aux achats locaux ont fait état d'un taux pondéré d'amélioration de 53 pour cent en 2011.

152. La plupart des projets qui ont communiqué des données sur le renforcement des capacités et le transfert des responsabilités ont mis l'accent sur les produits; ils ont fourni des descriptions qualitatives de l'appui apporté en vue de transférer les programmes bénéficiant de l'aide du PAM aux autorités nationales et de développer les moyens à la disposition des programmes nationaux. Quelques exemples de ces activités sont présentés ci-dessous.

153. Au Lesotho, la stratégie appliquée par le PAM pour transférer au Gouvernement les responsabilités relatives au programme d'alimentation scolaire comptait trois volets: i) améliorer la qualité du programme en étudiant la possibilité d'utiliser la production locale; ii) mener des activités de recherche et de renforcement des capacités pour accroître les moyens disponibles à l'échelle nationale pour gérer le programme; et iii) des activités de plaidoyer ayant pour objet d'augmenter le budget affecté au programme. De bons résultats ont été obtenus dans ces trois domaines en 2011. L'appui apporté par le PAM a préparé le terrain pour que des denrées alimentaires produites localement soient fournies de manière suivie aux écoles, même dans les zones reculées, grâce à des dispositifs de production mis en place avec les agriculteurs et à l'amélioration de l'accès aux marchés dans le cadre des associations professionnelles paysannes. Les travaux de recherche ont permis au PAM et au Gouvernement de remédier aux carences des moyens logistiques de l'unité nationale de gestion des produits alimentaires, par le biais d'un plan de renforcement des capacités; le Programme a également acheté du matériel informatique et d'autres équipements pour les dix entrepôts de district administrés par l'unité de gestion des produits alimentaires, afin d'améliorer leur efficacité et leur efficacité. Grâce aux activités de plaidoyer du PAM, en 2011, des ressources publiques ont été allouées au programme à hauteur de 25 pour cent du budget. Le Gouvernement est déterminé à augmenter la part des dépenses opérationnelles à sa charge pour atteindre 100 pour cent d'ici à 2013.

154. Le programme régional de renforcement des capacités mis en œuvre par le PAM en Amérique latine et dans les Caraïbes, dans le domaine de l'alimentation scolaire, répond aux besoins régionaux en apportant un soutien technique qui vise à favoriser la prise en main des activités par les gouvernements. La première phase a été exécutée dans les pays intéressés par une assistance technique, au moyen de ressources affectées à l'évaluation d'un programme national d'alimentation scolaire. À la demande du Gouvernement de la République dominicaine, une évaluation du programme national d'alimentation scolaire a été réalisée en 2011, en collaboration avec le PNUD, l'UNICEF et la FAO et avec l'appui du Gouvernement et d'autres parties prenantes. Le Gouvernement a approuvé le dispositif utilisé par le PAM pour évaluer les normes de qualité du programme, qui a permis de repérer les domaines susceptibles d'être améliorés. Les partenariats avec le PNUD, l'UNICEF, la Fondation Nutrinet et Tetra Pak ont

contribué à prouver l'utilité de l'assistance technique fournie par le système des Nations Unies aux gouvernements hôtes.

155. La plupart des projets d'alimentation scolaire de la région bénéficient d'un soutien à l'échelle nationale et sont durables. Les résultats obtenus précédemment et le renforcement des capacités peuvent être mis à profit pour améliorer les programmes et fournir des indications aux gouvernements dans les premières phases de la transition vers une prise en charge par le pays. Ce projet ira de l'avant grâce aux activités de plaidoyer et à la coopération Sud-Sud, qui permettent de tirer parti des compétences techniques de chaque pays.

Indice des capacités nationales

En 2011, le PAM a créé l'indice des capacités nationales, qui sert à mesurer les progrès accomplis dans la mise au point de solutions nationales pour lutter contre la faim, par rapport à cinq normes de qualité: i) des cadres réglementaires solides; ii) une structure et une coordination institutionnelles efficaces; iii) un financement et des budgets stables; iv) une conception et une mise en œuvre judicieuses des programmes, avec notamment une évaluation; et v) l'appropriation par les communautés et leur forte participation. L'Arménie, le Cap-Vert et le Tadjikistan ont calculé une valeur de référence pour cet indice en 2011 et établi un cadre de planification et de conception des initiatives de renforcement des capacités. À compter de 2012, l'indice des capacités nationales sera intégré aux rapports d'activité des bureaux de pays.

Progrès réalisés en matière de problématique hommes-femmes

156. La moitié des projets effectuant des distributions générales de vivres ont enregistré en 2011 une augmentation de la proportion de femmes occupant des postes à responsabilité dans les comités de gestion des produits alimentaires, en particulier dans le cadre des activités menées au titre des Objectifs stratégiques 1 et 3. Cette évolution montre bien que le PAM s'attache en priorité à faciliter la prise de décisions par les femmes et leur participation aux affaires communautaires et familiales.

157. De nombreux projets du PAM appliquent des méthodes novatrices, qui tiennent compte du contexte, pour intégrer la problématique hommes-femmes, notamment: des initiatives de sensibilisation et d'information, la mise en place de structures d'accueil pour les enfants dans le cadre des activités VCT, l'accès des femmes à des postes à responsabilité dans des activités économiques et la participation des hommes aux initiatives nutritionnelles.

158. Le Fonds pour les innovations en faveur des femmes a été créé en 2010 en vue d'intégrer les questions de parité aux activités du PAM, conformément à sa politique en matière de problématique hommes-femmes. Ce fonds aide les bureaux de pays à nouer des partenariats avec les gouvernements, les ONG et les communautés, en vue de concevoir et d'exécuter des interventions qui encouragent les relations constructives entre les femmes et les hommes et l'autonomisation des femmes en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle, en tenant compte du contexte. À ce jour, le fonds a affecté 2 millions de dollars à 31 projets, au niveau de la prise de décisions et à l'échelle des communautés; cinq projets ont été achevés en 2011.

159. Il est ressorti de l'évaluation de l'impact de quatre des cinq projets terminés qu'ils avaient permis d'établir de nouveaux partenariats et de trouver de nouvelles sources de financement, et fait mieux connaître aux partenaires nationaux le rôle que joue le PAM en faveur de la sécurité alimentaire et de l'égalité entre les sexes.

Enseignements tirés

160. Les enseignements tirés de la mise en œuvre des programmes d'assistance alimentaire du PAM en 2011 s'appliquent aux cinq Objectifs stratégiques:

- Le PAM travaille dans des environnements opérationnels instables où il est difficile de réaliser des progrès durables en raison des risques contextuels. Il doit continuer de collaborer avec les parties prenantes afin d'améliorer l'évaluation des risques, et utiliser celle-ci pour fixer des objectifs réalistes, à moyen et à long termes, en vue de faire face à ces risques intrinsèques.
- Pour lutter contre l'insécurité alimentaire, il faut avoir conscience du caractère multidimensionnel des OMD et vouloir entreprendre des interventions ayant un caractère plus intersectoriel dans les domaines de la santé, de la nutrition, de la production alimentaire, de la préparation aux situations d'urgence et de l'environnement, ainsi que sur d'autres questions.
- L'évolution négative de la sécurité alimentaire des bénéficiaires est souvent liée à des contraintes budgétaires et des ruptures de la filière d'approvisionnement. Dans certains cas, du fait du caractère "saisonnier" de l'action des donateurs, les vivres ont été livrés à la dernière minute; les bénéficiaires avaient alors risqué de souffrir de la faim lorsque des facteurs contextuels avaient empêché le PAM de leur venir en aide pendant des périodes prolongées. Dans d'autres cas, des ruptures d'approvisionnement et des pénuries de produits nutritionnels spéciaux ont entravé les opérations du PAM. Les efforts que celui-ci fait pour améliorer l'exactitude de la planification prévisionnelle et accroître les achats de vivres qui seront acheminés par des couloirs communs portent de plus en plus leurs fruits: ils permettent de livrer à temps des produits alimentaires aux personnes qui en ont besoin.
- Un dispositif de suivi et d'évaluation plus efficace est essentiel pour améliorer les résultats du PAM. Sous réserve qu'il dispose des ressources nécessaires, le PAM commencera de mettre en œuvre en 2012 sa stratégie triennale de suivi et d'évaluation qui vise à renforcer la mesure de la performance grâce à l'amélioration des processus et systèmes connexes dans les bureaux de pays, les bureaux régionaux et au Siège.
- Il est crucial d'établir plus précisément les prévisions de ressources et de mieux planifier les opérations afin que les projets du PAM reçoivent des produits nutritifs en plus grande quantité. Si la demande était à l'avenir moins incertaine, les risques pour les fournisseurs seraient réduits et cela inciterait à lancer bien à l'avance la fabrication des produits.
- Des mécanismes plus efficaces, notamment en matière de droits et de réclamations, sont nécessaires pour renforcer la responsabilité envers les bénéficiaires et susciter un retour d'information qui permettra de suivre les résultats du PAM. Les bureaux du PAM réservés aux réclamations, où les questions soulevées par les bénéficiaires sont examinées et résolues, ont contribué à améliorer la transparence des opérations et le respect de l'obligation redditionnelle.

161. Il est essentiel d'exploiter les capacités locales afin de maximiser l'impact des interventions du PAM et la participation des gouvernements au niveau central et à celui des districts, à tous les stades du cycle des projets. Lorsque ces capacités font défaut, le PAM doit appuyer des activités de renforcement institutionnel et de formation plus complètes. En 2011, c'est le renforcement des capacités en matière de gestion des produits alimentaires, de suivi et de gestion de l'information qui a permis dans une large mesure de répondre de manière efficiente aux besoins humanitaires.

PARTIE III – RÉSULTATS INSTITUTIONNELS PAR PRIORITÉ DE GESTION

Aperçu général

162. Cette partie du présent rapport est consacrée à l'analyse des résultats obtenus par le PAM au regard de chacune des cinq priorités de gestion établies en 2009. Celles-ci aident les responsables à détecter les difficultés, à y remédier de façon structurée et à évaluer avec quelle efficacité les systèmes de gestion, la structure financière et la structure des ressources du PAM concourent à la réalisation des Objectifs stratégiques.

163. Les priorités de gestion n'ont pas vocation à changer d'une année sur l'autre. En revanche, les différents résultats de gestion évoluent à mesure que le PAM est confronté à de nouvelles difficultés. Le PAM a examiné ses indicateurs de performance en 2011, et il a mis à profit les enseignements tirés du cycle des rapports de 2010 pour affiner le Cadre des résultats de gestion pour 2012 et au-delà.

164. Les résultats obtenus en 2011 sont présentés au regard des indicateurs utilisés dans les rapports annuels sur les résultats de 2009 et 2010 afin de faire apparaître l'évolution des résultats obtenus. Pour chacune des priorités, les résultats de gestion sont évalués en fonction des indicateurs retenus et de l'analyse des progrès accomplis durant l'année. S'il y a lieu, l'attention est attirée sur certains éléments du cadre applicable à compter de 2012.

165. Pour répondre à la demande du Conseil, qui a souhaité que le PAM rende compte de manière plus approfondie des progrès accomplis sur le plan de l'efficacité³⁵, le présent rapport met en lumière les initiatives prises par le PAM en la matière dans les paragraphes consacrés à la priorité de gestion pertinente.

³⁵ WFP/EB.2/2011/5-E/1.

Résultats par priorité de gestion

Priorité de gestion 1: Mobilisation des ressources

166. Cette priorité recouvre les questions qui se rapportent à la mobilisation des ressources dont le PAM a besoin pour s'acquitter de sa mission. Le tableau 2 fait apparaître l'évolution constatée en ce qui concerne la mobilisation de financements au regard des prévisions de besoins et la diversification des ressources humaines du PAM. L'annexe III rend compte d'autres indicateurs de performance relevant de cette priorité.

Tableau 2: Mobilisation des ressources			
	2011	2010	Évolution
Part des financements reçus par rapport aux prévisions de ressources requises (en pourcentage) ³⁶	55	58	
Proportion des 20 premiers donateurs dont la contribution a augmenté de plus 10 pour cent (en pourcentage)	40	20	
Part de postes de direction de la classe P-5 et au-delà occupés par des femmes (en pourcentage)	36	36	

Le montant des recettes du PAM chute en 2011 et couvre une proportion plus faible des estimations de besoins

167. En 2011, les recettes du PAM ont atteint un montant total de 3,74 milliards de dollars, soit 12 pour cent de moins que les 4,27 milliards de dollars enregistrés en 2010. Le montant effectif du produit des contributions a reculé puisqu'il est passé de 58 pour cent en 2010 à 55 pour cent en 2011, et il est inférieur au montant prévisionnel de 3,75 milliards de dollars figurant dans le quatrième rapport sur l'état de la mise en œuvre du Plan de gestion, soumis au Conseil à sa première session ordinaire de 2011.

168. L'érosion du produit des contributions s'explique en partie par trois facteurs: la politique budgétaire plus rigoureuse adoptée dans certains pays donateurs, le fait qu'une importante contribution avait été comptabilisée en 2010 mais utilisée en 2011, en application des Normes comptables internationales du secteur public (normes IPSAS), et la moindre ampleur des situations d'urgence: en 2011, le programme de travail était de 6 milliards de dollars, contre 6,7 milliards de dollars en 2010.

169. Pour mobiliser un concours financier suffisant, le PAM continue d'inciter les gouvernements et le secteur privé à mettre en place des contributions pluriannuelles souples, de nouveaux modes de financement et des accords de couplage.

Les sources de financement se diversifient alors que les contributions des 20 plus gros donateurs augmentent

170. En 2011, le PAM a reçu 3,68 milliards de dollars provenant de 93 sources de financement, dont 87 gouvernements. La recherche de nouvelles possibilités de financement s'est poursuivie

³⁶ Les financements reçus comprennent les fonds au titre des différentes catégories d'activité, les contributions reçues et les crédits alloués aux fonds au titre des différentes catégories d'activités provenant des mécanismes de préfinancement et des fonds multilatéraux non affectés. Les "prévisions de ressources requises" correspondent au budget final des coûts directs tel qu'il est présenté à l'État V des Comptes annuels du PAM pour l'exercice 2011 ("État comparatif des montants budgétisés et des montants effectifs").

en 2011 en application des principes exposés dans le document intitulé "Mobilisation de ressources dans un environnement en mutation"³⁷, qui met en avant: i) la flexibilité et la prévisibilité; ii) les contributions de pays bénéficiaires et les fonds communs ou thématiques; iii) le concours des économies émergentes; iv) l'investissement dans la mobilisation des ressources au niveau des pays; et v) une utilisation efficace, réactive, transparente et efficiente des ressources.

171. Des séminaires ont été organisés à l'intention des donateurs afin de mettre en évidence les avantages comparatifs que présentent des financements prévisibles et souples et d'attirer l'attention sur la qualité et la transparence des modalités appliquées par le PAM pour établir les priorités. Un accord quinquennal de partenariat stratégique portant sur un montant de 224 millions de dollars a été conclu avec le Canada, et un accord du même type a été signé avec le Luxembourg pour un montant de 31 millions de dollars. Des accords pluriannuels ont été conclus avec la Belgique (4 millions de dollars), le Cambodge (6 millions de dollars), les États-Unis d'Amérique (205 millions de dollars), la Fédération de Russie (90 millions de dollars), l'Irlande (1,4 million de dollars) et le Royaume-Uni (184 millions de dollars).

172. Les relations solides que le PAM entretient avec le Brésil et les économies émergentes reposent sur des financements novateurs; ainsi, la valeur des contributions au titre d'accords de couplage a doublé en 2011, ce qui ouvre des perspectives pour la coopération Sud-Sud et la mobilisation de contributions en espèces auprès des donateurs traditionnels.

173. En 2011, 31 gouvernements hôtes ont apporté 60 millions de dollars, soit six de plus qu'en 2010, ce qui représente 2 pour cent des contributions. L'Afghanistan, l'Éthiopie, la Namibie, la République démocratique du Congo (RDC) et Sao Tomé-et-Principe ont figuré pour la première fois au rang des donateurs. La baisse des contributions versées par certains gouvernements hôtes a été en partie compensée par les contributions substantielles apportées pour la première fois par l'Éthiopie, les Philippines, la RDC et Sri Lanka.

174. L'essor des contributions des économies émergentes s'est poursuivi en 2011, puisqu'elles ont augmenté de 26 pour cent pour atteindre 228 millions de dollars. Le Brésil a apporté une contribution en nature record de 710 000 tonnes de produits alimentaires; la Chine, les Émirats arabes unis, la Fédération de Russie, Israël, le Maroc et le Mexique ont également fait des contributions d'un niveau sans précédent.

175. En 2011, le PAM a reçu 196 millions de dollars de fonds multidonateurs, principalement des fonds communs pour les interventions humanitaires en faveur de pays spécifiques et du Fonds central pour les interventions d'urgence (CERF) des Nations Unies, qui s'est classé au septième rang des donateurs du PAM en 2011, puisqu'il a accordé 126 millions de dollars pour répondre aux besoins dans les pays suivants: Côte d'Ivoire, Éthiopie, Kenya, Niger, Pakistan, République populaire démocratique de Corée, Somalie, Soudan et Sri Lanka.

176. En dépit de la crise financière mondiale, six pays membres du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE – Allemagne, Australie, Canada, Japon, Suède et Suisse – ont apporté en 2011 des contributions d'un niveau inégalé. Le Canada s'est classé en deuxième position pour la première fois, tandis que l'Allemagne a multiplié sa contribution par deux par rapport à 2010.

³⁷ WFP/EB.1/2010/5-B/Rev.1.

177. Les accords de couplage³⁸ se sont traduits par des avantages non négligeables; leur valeur a doublé, des contributions en espèces d'un montant de 112 millions de dollars étant associées à 249 000 tonnes de contributions en nature provenant de 19 pays.

178. En 2011, le PAM a redéfini son positionnement afin d'encourager les partenariats avec le secteur privé, l'objectif étant de prendre pied sur les marchés qui présentent les perspectives les plus prometteuses. Les contributions du secteur privé ont atteint 93,7 millions de dollars, ce qui le classe au dixième rang des donateurs du PAM. Depuis que le Conseil a approuvé la stratégie du PAM en matière de partenariat et de mobilisation de fonds auprès du secteur privé en 2008, 488 millions de dollars ont été mobilisés. Le secteur privé a financé à hauteur de 24 millions de dollars l'intervention du PAM dans la corne de l'Afrique, et en totalité celle mise en place à la suite du tremblement de terre au Japon. Le système de dons en ligne connaît un essor rapide, et il a permis de mobiliser 7 millions de dollars en 2011; le nombre de personnes qui figurent sur ses listes de diffusion électronique a augmenté de 178 pour cent, tandis que le nombre de personnes qui suivent les activités du PAM sur Facebook ou Twitter a été multiplié par trois.

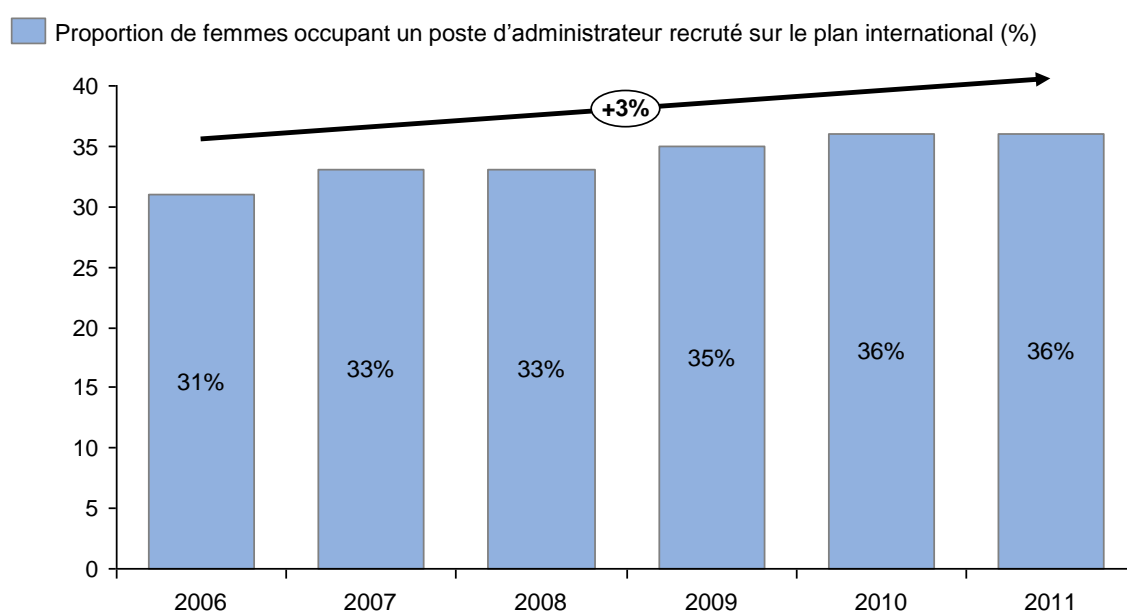
179. Deux partenariats avec le secteur privé méritent une mention particulière en 2011: i) celui avec PepsiCo et l'Agency for International Development des États-Unis, qui contribue à la sécurité nutritionnelle et économique à long terme en Éthiopie en stimulant la production et la commercialisation des pois chiches; le PAM va mettre au point un supplément nutritionnel prêt à consommer à base de pois chiches produits localement afin de lutter contre la malnutrition; et ii) celui avec LG Electronics, dans le cadre duquel a été lancée une application qui permet aux téléspectateurs de participer directement à la lutte contre la faim en faisant des dons aux PAM et en se familiarisant de manière interactive avec son action; il existe aussi un "mode d'urgence" qui permet de faire un don en faveur d'une intervention d'urgence spécifique.

La proportion de femmes occupant des postes de direction reste stable, tandis que le nombre de femmes occupant le poste de directeur de pays augmente

180. Au 31 décembre 2011, 11 799 employés du PAM étaient titulaires de contrats d'une durée supérieure ou égale à un an; sur ce total, 92 pour cent étaient en poste sur le terrain, soit une proportion identique à celle des deux années précédentes. Le personnel recruté sur le plan international, qui représentait 12 pour cent des effectifs, était composé à 41 pour cent de femmes; sur les 88 pour cent restants, recrutés sur le plan local, les femmes représentaient 28 pour cent des effectifs.

181. Au PAM, la proportion de postes de direction occupés par des femmes était de 36 pour cent en 2011, soit un pourcentage inchangé par rapport à 2010 (voir la figure 8). Au 31 décembre 2011, 39 pour cent des directeurs de pays étaient des femmes, contre 32 pour cent en 2010; le nombre de femmes exerçant les fonctions de directeur adjoint d'un bureau de pays est passé de 3 à 19. Ces chiffres témoignent de la politique suivie par le PAM, qui consiste à donner aux femmes la possibilité d'acquérir une expérience à des fonctions de responsabilité dans la perspective d'une promotion.

³⁸ Le couplage consiste à associer des contributions en espèces à des contributions en nature provenant de certains pays en développement.

Figure 8: Pourcentage de postes de direction occupés par des femmes

182. En 2011, le PAM, épaulé par un grand cabinet international de conseil, a engagé un examen des compétences du personnel dont les résultats seront connus au second semestre 2012.

183. Le PAM a fait partie du jury du Comité permanent interorganisations chargé de sélectionner les coordonnateurs de l'action humanitaire, et il s'efforce d'être mieux représenté au sein de ce système. En effet, parmi les 43 pays qui participent au système d'action groupée, 31 ont un coordonnateur de l'action humanitaire. Or, deux fonctionnaires du PAM seulement exercent ces fonctions, tandis que trois autres font partie de la réserve de candidats.

Améliorer la gestion des carrières et les bilans d'effectifs dans les bureaux de pays (l'efficience en pratique)

En 2011, le PAM a mis en place un nouveau modèle de carrière pour les administrateurs recrutés sur le plan international afin de prendre en considération la complexité croissante de son action et les besoins de son personnel, et d'être mieux à même d'attirer et de fidéliser le personnel. L'objectif consiste à améliorer la transparence et la cohérence des recrutements, des promotions et des mutations. La mobilité est une dimension très importante de ce nouveau modèle de carrière, mais un petit nombre de postes seront exclus du système de rotation du personnel en raison du caractère spécialisé des tâches à accomplir.

Le PAM a mis au point une panoplie d'outils d'examen de la structure et des effectifs afin de renforcer la transparence de la planification des effectifs et de donner aux directeurs de pays et au personnel de la Division des ressources humaines des lignes directrices qui leur permettent de faire concorder les structures d'organisation et les postes avec les besoins opérationnels et les moyens disponibles.

En 2011, le Bureau du PAM en Colombie a utilisé ces outils pour analyser la structure de ses effectifs afin de préparer une nouvelle IPSR qui supposait de passer d'activités appuyées par une aide alimentaire à un soutien technique afin de contribuer à une prise en charge nationale; l'utilisation de ces outils a favorisé la collaboration au sein du personnel au niveau du pays, de la région et du Siège, afin de faire en sorte que la dotation en effectifs soit optimale.

Priorité de gestion 2 – Gestion des ressources

184. Cette priorité concerne la gestion efficace des ressources dont le PAM a la maîtrise. Le tableau 3 fait apparaître l'évolution constatée en ce qui concerne le taux d'utilisation des crédits par rapport aux prévisions, la mise en place de contrôles de gestion renforcés, et la sécurité et le bien-être du personnel. L'annexe III rend compte d'autres indicateurs de performance relevant de cette priorité.

	2011	2010	Évolution
Part des achats de produits alimentaires effectifs, en pourcentage des achats prévus	63	57	●
Nombre de recommandations des organes de contrôle concernant des risques élevés restées en attente	15	22	●
Pertes après livraison (en pourcentage)	0,45	0,31	●
Atteintes à la sécurité	786	785	●
Proportion des Normes minimales de sécurité opérationnelle (normes MOSS) appliquées (en pourcentage)	60	92	●

Les charges du PAM diminuent sur fond de recul de l'activité opérationnelle

185. En 2011, le PAM a dépensé 4,02 milliards de dollars, soit 5 pour cent de moins qu'en 2010. Le volume de produits alimentaires livrés pendant l'année a chuté de 17 pour cent, pour s'établir à 3,8 millions de tonnes, contre 4,6 millions de tonnes en 2010³⁹, ce qui se traduit par une réduction des dépenses et l'essor de nouvelles modalités d'assistance comme les transferts monétaires et les bons. Sur le montant total du budget affecté à l'achat de produits alimentaires, 63 pour cent ont été dépensés.

186. En 2011, le délai moyen de recouvrement des contributions, soit 6,3 mois, a été inférieur à ce qu'il était en 2010, mais analogue aux années antérieures. Le recouvrement rapide des contributions donne au PAM la souplesse nécessaire pour raccourcir les délais de livraison, par exemple en faisant appel aux mécanismes de préfinancement ou au prépositionnement de vivres. La progression de l'emploi de produits nutritifs, dont les délais d'obtention et la durée de conservation sont plus longs, explique l'allongement du délai de rotation des stocks, qui est passé de 3,7 mois à 4,1 mois.

Tableau 4: Ratios financiers (en mois)

	2011	2010
Délai moyen de recouvrement des contributions à recevoir	6,3	7,6
Durée de détention des stocks	4,1	3,7

³⁹ En 2011, le volume total effectivement distribué aux bénéficiaires s'est établi à 3,6 millions de tonnes. Source: rapports normalisés sur les projets.

187. Le déficit global de l'exercice 2011 est de 280,7 millions de dollars, alors qu'un excédent de 28,5 millions de dollars avait été enregistré en 2010. Ce déficit résulte principalement du jeu des facteurs suivants:

- diminution de 533,3 millions de dollars du produit des contributions, qui est tombé de 4 129,8 millions de dollars en 2010 à 3,6 milliards de dollars en 2011; et
- diminution de 220,9 millions de dollars des charges de l'exercice, qui sont passées de 4,24 milliards de dollars en 2010 à 4,02 milliards de dollars en 2011.

188. Ce déficit est la conséquence naturelle du fléchissement des activités et des recettes enregistré en 2011. La situation financière du PAM reste saine⁴⁰.

Le renforcement de l'efficacité des contrôles de gestion a permis d'accompagner les états financiers de l'exercice 2011 d'une Déclaration sur le contrôle interne

189. Le PAM poursuit la mise en œuvre du programme de renforcement du contrôle de gestion et de l'obligation redditionnelle. Depuis mars 2012, il fait partie du cercle restreint des organismes des Nations Unies dont les comptes annuels sont accompagnés d'une déclaration officielle sur l'efficacité des contrôles internes.

190. Le PAM a mis à la disposition des responsables des outils plus perfectionnés afin de renforcer les contrôles internes, comme des questionnaires d'autoévaluation ou un encadrement individualisé, et il a entrepris de partager l'expérience acquise dans le cadre du programme précité avec les autres institutions dont le siège est à Rome. Dans le cadre de la nouvelle procédure de déclaration sur le contrôle interne à retourner par l'ensemble des directeurs du PAM, le taux de réponse a été de 100 pour cent alors que les délais étaient serrés, ce qui témoigne de l'importance attachée au contrôle interne. En 2012, de nouvelles améliorations seront apportées avec la publication d'un Manuel de gestion des ressources financières plus complet et d'un nouveau Manuel des ressources humaines spécifique au PAM.

191. Le nombre de recommandations issues des audits internes qui n'ont pas été appliquées est un indicateur de substitution qui permet de se faire une idée de l'efficacité des dispositifs de contrôle interne. Le nouveau processus mis en place en 2010 dans le cadre du programme de renforcement du contrôle de gestion et de l'obligation redditionnelle afin d'assurer un suivi plus rigoureux des recommandations issues de l'audit interne a permis de cerner les aspects qui doivent retenir l'attention et de mieux sensibiliser les responsables à l'importance des contrôles internes.

192. L'application des recommandations formulées par les organes de contrôle prend du temps, et il y aura toujours des recommandations en attente. Le nombre de recommandations portant sur des questions à haut risque non encore appliquées a été ramené de 22 à 15 à la fin du mois de décembre 2011. Les recommandations issues de l'audit interne portant sur des questions à risque moyen, dont le nombre est plus élevé, méritent tout autant d'attention, et l'indicateur de performance doit mesurer le délai qui sépare la formulation de la recommandation et la solution du problème. En 2012, le PAM appliquera un indicateur plus rigoureux qui portera sur l'ensemble des recommandations concernant un risque moyen à élevé, et il rendra compte de toutes les recommandations dont l'application est en attente depuis plus d'un an. Il disposera ainsi d'une analyse plus fiable de l'efficacité des mesures prises par le PAM pour améliorer les contrôles de gestion.

⁴⁰ Voir les Comptes annuels vérifiés du PAM.

Les dispositifs de gestion de la performance et des risques sont solidement établis, mais il faut du temps pour qu'ils donnent leur pleine mesure

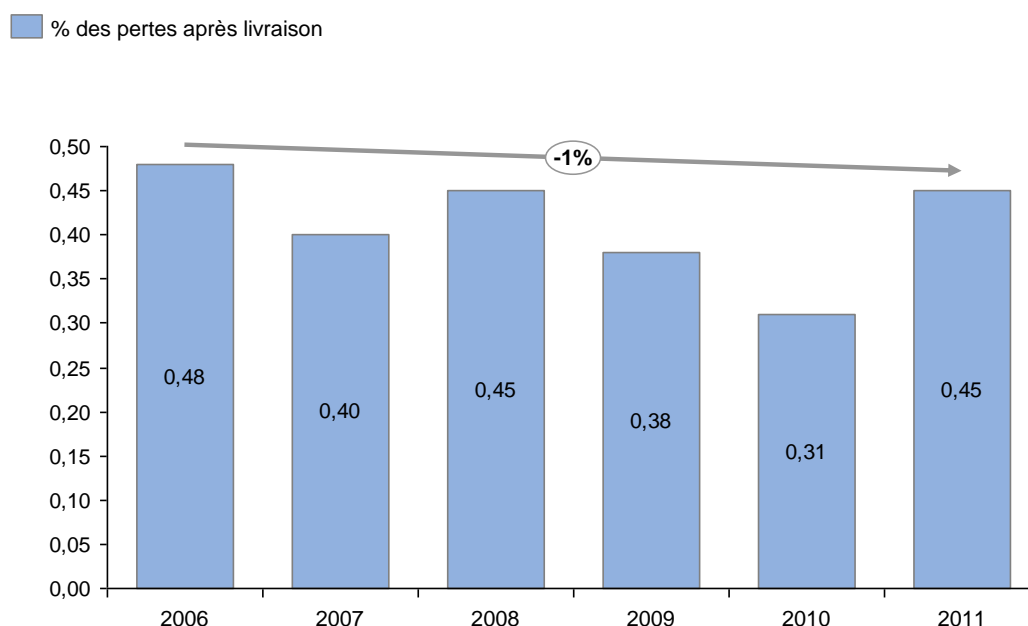
193. Les dispositifs de gestion de la performance et des risques ont été améliorés en 2011 dans la foulée de la publication de la "roue de la performance" en 2010. Le PAM a perfectionné le cadre des résultats de gestion qui sera appliqué à compter de 2012, et il a amélioré les capacités en matière de gestion des résultats et des risques à tous les échelons. Il est désormais en mesure d'assurer de manière plus rigoureuse la gestion axée sur les résultats et la prise en charge des risques d'exécution.

194. Pour la première fois, le Plan de gestion (2012–2014) expose les priorités et les ressources nécessaires en fonction des Objectifs stratégiques et des priorités de gestion. La plupart des services du PAM appliquent la planification et le suivi axés sur les résultats; ils évaluent les risques à intervalles réguliers et tiennent à jour un registre des risques. Mais il subsiste des failles en matière de gestion de la performance et des risques. Pour l'année qui vient, le défi à relever consiste à accélérer le processus de décision; à cet effet, le PAM a entrepris de mettre en place un nouveau système informatisé de gestion de la performance et des risques faisant appel à une plateforme SAP analogue à WINGS II. Ce système remplacera les différents outils actuellement utilisés, ce qui réduira le coût de saisie des données et allégera la gestion des informations sur la performance et les risques; ainsi, la transparence et la prise de décisions seront améliorées.

Les pertes après livraison ont augmenté en 2011, alors qu'elles étaient en recul les années précédentes

195. À contrecourant de la baisse tendancielle constatée ces dernières années, les pertes après livraison ont représenté 0,45 pour cent du total des produits alimentaires pris en charge en 2011, soit une proportion plus élevée qu'en 2010 (voir la figure 9). Ce revers est imputable aux inondations survenues au Pakistan, aux pertes subies lors du transport des vivres au Soudan et aux vols durant le conflit en Côte d'Ivoire.

Figure 9: Pertes après livraison

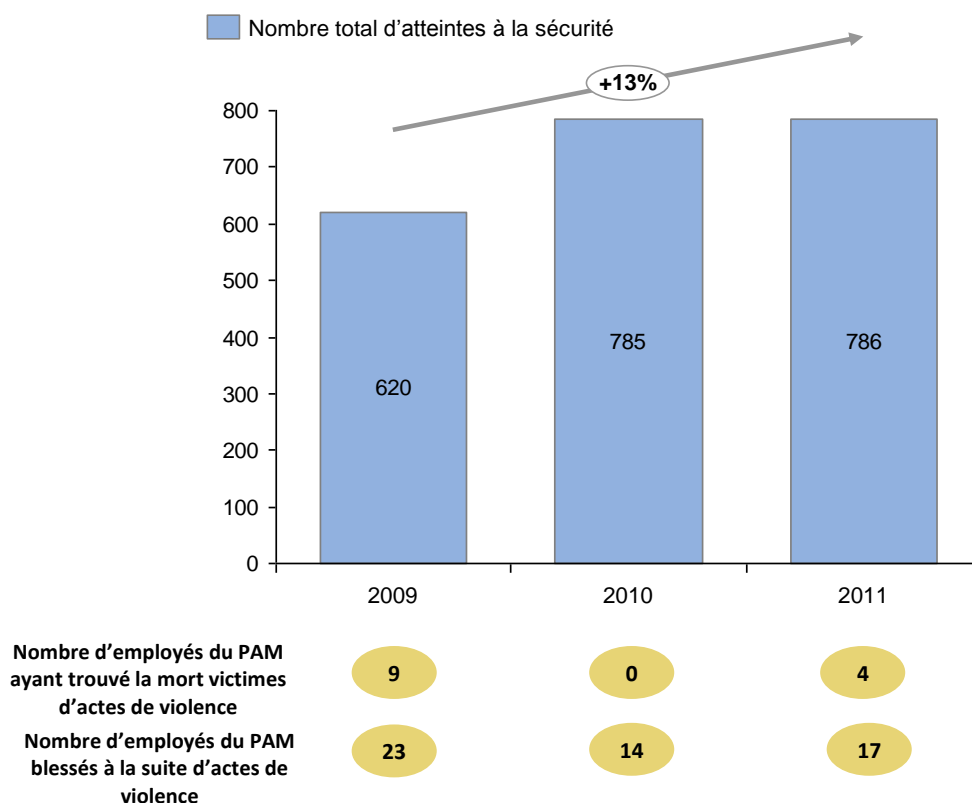


Il reste encore des difficultés à surmonter pour assurer la sécurité et le bien-être du personnel du PAM

196. En 2011, quatre membres du personnel du PAM recrutés sur le plan national ont perdu la vie dans l'exercice de leurs fonctions, victimes d'attaques armées en Éthiopie, en Somalie et au Soudan du Sud. En 2010, le PAM n'avait eu à déplorer aucun décès à l'occasion d'une attaque armée, mais il y en avait eu neuf en 2009.

197. En 2011, 786 atteintes à la sécurité du personnel et des biens du PAM ont été enregistrées, dont 491 pendant le service, soit 12 pour cent de moins qu'en 2010, où 553 incidents de ce type avaient été rapportés. Ces chiffres traduisent à la fois la progression des signalements d'atteintes à la sécurité ces dernières années et l'efficacité des mesures de gestion des risques en matière de sécurité mises en place par le PAM.

Figure 10: Atteintes à la sécurité du personnel et des biens du PAM



Les bureaux du PAM respectent moins bien les normes minimales de sécurité opérationnelle depuis que celles-ci ont été renforcées

198. Du matériel de sûreté et de sécurité supplémentaire a été fourni en 2011, en fonction des menaces et des risques répertoriés dans chaque pays, afin de faire en sorte que les bureaux de pays du PAM continuent d'appliquer les normes MOSS; parallèlement, la sécurité des locaux du PAM a été améliorée et les procédures ont été modifiées de manière à renforcer la sécurité dans les bureaux et les logements pour expatriés au Pakistan et en Afghanistan, dans le complexe d'entrepôts de Mogadiscio et dans les camps de réfugiés de Dolo Ado et Dadaab.

199. Le taux d'application des normes MOSS est établi à partir des rapports de mission d'évaluation de la sécurité. Il était de 60 pour cent en 2011, contre 92 pour cent en 2010, mais les risques se sont multipliés dans certains pays, et les normes ont été modifiées pour inclure toute une série de mesures qui sont fonction de la situation, ce qui s'est traduit par la nécessité de mettre en place de nouvelles mesures d'atténuation. En 2011, la moitié des missions d'évaluation de la sécurité ont été conduites au dernier trimestre, ce qui a laissé peu de temps aux bureaux de pays pour se mettre pleinement en conformité avant la fin de l'année.

Les nouvelles conditions d'emploi compliquent encore la fidélisation d'un personnel qualifié dans les lieux d'affectation classés difficiles

200. L'Assemblée générale ayant approuvé en 2011 la recommandation de la Commission de la fonction publique internationale préconisant d'harmoniser les conditions d'emploi sur le terrain, le PAM a révisé ses procédures en conséquence. Les modifications apportées vont se traduire par une réduction du montant des indemnités versées au personnel du PAM en poste dans des lieux d'affectation classés difficiles et où les familles ne sont pas autorisées à se rendre, ce qui va compliquer encore la fidélisation d'un personnel qualifié dans ces lieux d'affectation.

Le personnel du PAM travaille dans des environnements opérationnels qui comportent d'importants risques sanitaires et psychosociaux

201. Les services médicaux du PAM assurent la protection du personnel exposé à des maladies transmissibles comme la polio, la fièvre jaune ou le choléra et s'occupent des questions de santé et de sécurité au travail. Durant l'opération de secours qui a suivi la catastrophe nucléaire de Fukushima, le personnel du bureau de liaison au Japon a bénéficié d'un appui préventif; il a notamment reçu des informations sur les mesures d'hygiène et de sécurité, qui ont été réutilisées par le Département de la sûreté et de la sécurité des Nations Unies pour informer le personnel envoyé au Japon.

202. L'Unité de conseil au personnel apporte un soutien aux employés du PAM pour atténuer les répercussions du stress quotidien ou post-traumatique et pour les aider à préserver un mode de vie sain et à garder un état d'esprit positif en dépit de conditions de vie difficiles et dangereuses. Dans chaque région, des spécialistes du conseil au personnel se sont rendus régulièrement en visite dans les bureaux de pays pour assurer un bilan post-traumatique dans les pays frappés par une catastrophe naturelle ou en proie à la violence, parmi lesquels le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, l'Éthiopie, le Kenya, le Népal, le Pakistan et la Somalie. Dans les bureaux de pays qui subissent des réductions d'effectifs, les conseillers du personnel ont animé des ateliers et apporté un soutien afin de rendre le processus moins difficile, et ils ont apporté leur contribution aux séminaires organisés pour renforcer l'esprit d'équipe. Les conseillers du personnel ont continué de sélectionner, former et encadrer 300 bénévoles assurant l'entraide entre collègues afin de développer le soutien psychologique dans tous les lieux d'affectation du PAM.

Les activités du Bureau de la déontologie et du Médiateur en 2011

203. Le Bureau de la déontologie, créé en janvier 2008, a pour mission d'aider le Directeur exécutif à s'assurer que tous les membres du personnel observent dans l'exercice de leurs fonctions les règles les plus strictes en matière d'intégrité, en application des prescriptions de la Charte des Nations Unies et des normes de conduite de la fonction publique internationale. Le Bureau de la déontologie est chargé des missions suivantes: i) élaborer les règles déontologiques et assurer la formation; ii) appliquer la politique du PAM en matière de protection des

personnes signalant des irrégularités; iii) gérer le programme de déclaration confidentielle en ligne de la situation financière; et iv) donner des conseils aux responsables et aux membres du personnel, à titre confidentiel, à propos de questions d'ordre déontologique comme les conflits d'intérêt effectifs ou potentiels.

204. En 2011, le Bureau de la déontologie a collaboré avec le Médiateur du PAM afin d'assurer la formation "d'ambassadeurs de la déontologie" en Asie, et il a assuré une formation individuelle poussée visant à sensibiliser les directeurs de pays d'Afrique australe aux questions de déontologie; il a également collaboré avec la Division des ressources humaines afin d'expliquer aux nouveaux membres du personnel les règles en matière d'intégrité. Dans le cadre du cycle 2011 du programme de déclaration de la situation financière, le Bureau de la déontologie a examiné les déclarations de 1 500 membres du personnel pour détecter d'éventuels conflits d'intérêt; il a par ailleurs reçu 107 demandes d'avis sans rapport avec les déclarations de situation financière, contre 67 en 2010, ce qui témoigne de l'essor de son rôle de conseil et d'orientation. Les demandes de conseil ont porté sur les conflits d'intérêt courants tels que les activités menées à l'extérieur, les cadeaux, les gratifications, les marques d'hospitalité, l'interprétation du code de conduite et les conditions d'emploi.

205. En 2011, le Directeur du Bureau de la déontologie a participé à deux réunions du Réseau Déontologie des organisations multilatérales et aux neuf réunions du Comité de déontologie des Nations Unies, qui a toujours été une instance de tout premier ordre dont les membres s'emploient à établir les meilleures pratiques et à harmoniser les règles de déontologie.

206. Le PAM a nommé un nouveau Médiateur en 2011, dont 252 membres du personnel ont sollicité les services, parmi lesquels 67 pour cent d'agents en poste sur le terrain. La question la plus fréquemment soulevée est celle du "respect", qui a motivé 25 pour cent des entrevues au bureau du Médiateur; 14 pour cent des agents rencontrés subissaient les répercussions de modifications des financements ou des activités entraînant des suppressions de postes ou des reclassements à un grade inférieur. En ce qui concerne les évaluations, comme les années précédentes, la façon dont elles sont menées et dont leurs résultats sont communiqués, les critères appliqués et la transparence du processus ont suscité des préoccupations. Les nouvelles directives publiées par la Division des ressources humaines devraient contribuer à atténuer ces inquiétudes à l'avenir. Les titulaires de contrats de service étaient plus particulièrement préoccupés par les perspectives de carrière.

Le PAM continue de gérer son image de marque et sa réputation et de développer sa notoriété

207. En 2011, le PAM a multiplié les contacts avec les différents cercles intéressés par son action en faisant appel aux médias traditionnels et à de nouveaux moyens de communication comme les plateformes Internet afin d'être plus aisément accessible. Des directives ont été fournies pour faire mieux connaître les opérations menées par le PAM et pour atténuer le risque d'atteinte à la réputation qui pèse sur le PAM en raison de sa présence dans des régions reculées en proie à l'insécurité dans 70 pays.

208. Pendant l'année 2011, les activités du PAM ont été mentionnées par la presse à 79 000 reprises, soit 37 pour cent de plus qu'en 2010 (57 534), dans les pays suivants: Allemagne, Australie, Canada, Danemark, États-Unis d'Amérique, Finlande, France, Irlande, Italie, Japon, Norvège, Pays-Bas, Royaume-Uni et Suède. Si l'on ajoute à cela la promotion gratuite que constituent les publicités à titre gracieux, le PAM a bénéficié d'une couverture médiatique dont la valeur se mesure en millions de dollars. La valeur connue des spots télévisés et des publicités dans la presse écrite offerts au PAM s'établit à 84,8 millions de dollars en 2011, année au cours

de laquelle des artistes et des personnalités du monde du cinéma, de la télévision, des sports et de la musique ont prêté leur concours au PAM en participant à des actions de sensibilisation et des opérations de collecte de fonds en ligne.

209. Le PAM a fait appel à Internet et aux réseaux sociaux selon des modalités novatrices pour ses activités de sensibilisation et de collecte de fonds. Les connexions au site wfp.org dans ses différentes versions linguistiques ont augmenté de 73 pour cent, puisque le site a enregistré 5,3 millions de visites contre 3,9 millions en 2010. La présence du PAM sur Facebook, Twitter, YouTube et Freerice s'est accrue de 124 pour cent, le nombre d'abonnés étant passé de 337 000 en 2010 à 756 000 en 2011.

Neutralité climatique (*l'efficacité en pratique*)

Le PAM figure parmi les premiers organismes des Nations Unies à s'être engagés à réduire les émissions de gaz à effet de serre. Il s'est fixé pour objectif d'obtenir d'ici à 2013 une réduction de 10 pour cent par rapport à 2008, soit 8 657 tonnes de moins par an, ce qui correspond à une économie de 3,3 millions de dollars sur les dépenses d'électricité et de carburant. La stratégie pour la neutralité climatique, élaborée durant l'année 2011 en concertation avec les parties prenantes, a été entérinée par le Haut-Comité de gestion en janvier 2012. Les progrès accomplis font l'objet d'un suivi annuel. Cette stratégie permet au PAM de réduire sensiblement les coûts tout en donnant l'exemple en matière de gestion de l'environnement.

Cette stratégie définit un certain nombre de pistes en matière d'éco-efficacité, fixe des objectifs et mesure les résultats, comme l'avait préconisé l'équipe spéciale mise en place par le PAM pour étudier la question de l'optimisation de l'emploi des ressources.

Le succès de sa mise en œuvre suppose l'engagement de l'ensemble du personnel à tous les échelons. L'accent sera mis sur les dix opérations les plus importantes menées par le PAM dans les pays, qui représentent 60 pour cent de son empreinte carbone. Pour appuyer la mise en œuvre, le PAM apportera des conseils, des outils, des crédits supplémentaires et du matériel de nature à favoriser les changements, le financement étant assuré par un fonds pour l'efficacité énergétique.

Priorité de gestion 3 – Apprentissage et innovation

210. Il s'agit de la façon dont le PAM recense, décrit et diffuse les enseignements tirés de l'expérience et les compétences nécessaires pour améliorer ses résultats. Le tableau 5 fait apparaître l'évolution enregistrée en ce qui concerne l'innovation, les modalités de production des enseignements et de perfectionnement des compétences du personnel, et les investissements dans les outils informatiques. L'annexe III rend compte d'autres indicateurs de performance relevant de cette priorité.

Tableau 5: Apprentissage et innovation

	2011	2010	Évolution
Proportion du personnel concerné ayant suivi le programme de formation des cadres intermédiaires (en pourcentage)	87	81	●
Investissements dans les technologies de l'information et des communications (TIC), en pourcentage du budget du PAM	9,7	6,7	●

Le dynamisme qui règne au PAM favorise l'innovation, mais il faut poursuivre les efforts entrepris pour tirer parti de l'apprentissage

211. L'une des constatations du Rapport annuel sur l'évaluation en 2011 est que "la culture dynamique du PAM et la forte motivation de son personnel favorisent l'innovation [, ce dont] toutes les évaluations réalisées en 2011 ... témoignent, à des degrés divers." Le rapport arrive à la conclusion que les enseignements tirés des résultats doivent faire l'objet d'un surcroît d'attention, et recommande d'accorder plus d'attention aux questions suivantes: "décider des questions stratégiques à poser et concentrer la collecte de données et d'informations sur les réponses à y apporter; analyser et gérer ces informations pour qu'elles puissent être utilisées dans le cadre d'un processus transparent de prise de décisions et d'échanges avec les pairs; prendre les décisions sur les politiques et les opérations après avoir évalué soigneusement et de manière équilibrée toutes les données concrètes disponibles; accorder beaucoup plus d'attention à l'analyse des coûts et des rapports coûts-efficacité; et ajuster les procédures internes pour appuyer les travaux novateurs réalisés conformément au Plan stratégique."

212. La direction du PAM convient qu'il est toujours possible de faire plus pour exploiter les enseignements tirés de pratiques novatrices. On trouvera ci-dessous des exemples d'activités d'apprentissage et d'innovations qui se situent dans la droite ligne du Plan stratégique, ainsi que de mesures prises pour améliorer la gestion des savoirs au PAM.

Les projets pilotes Achats au service du progrès évoluent et font l'objet d'une évaluation à mi-parcours

213. En 2011, les achats effectués par le PAM dans le cadre du programme Achats au service du progrès ont représenté 13 pour cent du total des achats de produits alimentaires dans les pays pilotes. Le PAM a commandé 207 000 tonnes de vivres, dont 135 000 tonnes lui ont été livrées. La non exécution des contrats s'explique le plus souvent par les variations de prix intervenues entre la signature d'un contrat et la livraison effective, qui incitent les paysans à se tourner vers d'autres clients. Les interventions des pouvoirs publics sur les marchés et la hausse des prix des carburants et des produits alimentaires sont d'autres facteurs qui ont également joué.

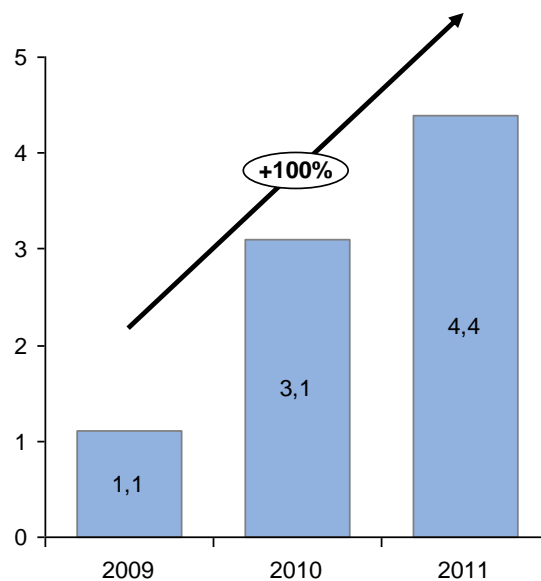
214. L'évaluation à mi-parcours des projets menés à titre pilote est parvenue à la conclusion que les Achats au service du progrès donnaient au PAM l'occasion de contribuer plus efficacement aux débats actuels sur le développement et d'inciter les gouvernements à adopter

des politiques plus novatrices en matière de céréales vivrières. Les évaluateurs ont décelé des carences dans la conception de cette initiative, mais ils ont estimé qu'il était possible d'y remédier après avoir apporté quelques modifications à la logique de l'intervention. Le PAM a par conséquent décidé: i) de poursuivre les projets pilotes jusqu'en 2013 et de revoir si nécessaire la conception des projets au niveau local; ii) de donner la priorité aux objectifs relatifs au développement des marchés; et iii) d'adapter le système de suivi et d'évaluation afin d'encourager la recherche-développement.

Les interventions fondées sur les transferts monétaires et les bons se multiplient pour répondre à la volonté de trouver des solutions novatrices

215. Le PAM développe l'utilisation des cartes prépayées, des téléphones portables et des services électroniques ou en ligne, des modalités qui ont représenté un quart de l'ensemble des transferts en 2011, contre 71 pour cent pour les distributions directes d'espèces ou de bons imprimés sur papier. Ces solutions présentent plusieurs avantages, parmi lesquels des risques opérationnels plus faibles, une distribution plus économique et le suivi des données en temps réel, mais elles ne peuvent fonctionner en l'absence d'infrastructures. Le nombre de bénéficiaires du PAM qui reçoivent des transferts monétaires et des bons a doublé depuis 2009 (voir la figure 11).

Figure 11: Bénéficiaires ayant reçu des transferts monétaires et des bons (2009–2011) (en millions)



216. Le PAM a mis au point un certain nombre d'outils afin de faire en sorte que le recours aux bons dans le cadre de ses programmes améliore le rapport coût-efficacité et contribue à des progrès sur le plan de la nutrition.

La technologie au service de l'innovation: transferts monétaires et bons (*l'efficience en pratique*)

Les Iraquiens réfugiés en République arabe syrienne reçoivent des bons d'alimentation électroniques sous forme de textos envoyés sur leur téléphone portable, dont ils peuvent échanger tout ou partie du montant contre des vivres dans les magasins d'État. Contre ces bons, ils peuvent se procurer jusqu'à 18 produits alimentaires comme des pâtes, du concentré de tomates, du fromage ou des œufs, qu'il n'est pas facile d'inclure dans un assortiment alimentaire classique. Cette formule fonctionne bien en milieu urbain, pour les réfugiés dont la situation se prolonge; après avoir été expérimentée à Damas dans le cadre d'un projet pilote, elle a été étendue à d'autres régions du pays afin de venir en aide à 100 000 bénéficiaires.

Les bons électroniques ont été utilisés au Zimbabwe pour apporter un soutien nutritionnel dans le cadre d'un programme de traitement antirétroviral. Les bénéficiaires qui échangent leurs bons contre des vivres dans les magasins apprécient la souplesse du dispositif qui leur permet de choisir entre plusieurs marques et d'aller chercher les produits alimentaires à l'heure qui leur convient. Un système utilisant Internet suit la récupération des produits alimentaires et le comportement des bénéficiaires en temps réel, ce qui renforce l'obligation redditionnelle et l'efficience. En complément de leur ration de produits alimentaires, les bénéficiaires ont la possibilité de retirer 5 dollars en espèces afin d'acheter d'autres aliments ou des articles non alimentaires. Jusqu'ici, 3,4 millions de dollars ont été distribués à 450 000 bénéficiaires.

Au Népal, dans les districts équipés des infrastructures nécessaires, le PAM a mis des espèces à la disposition des bénéficiaires au moyen de cartes permettant de retirer de l'argent dans les distributeurs automatiques. Ce système est plus sûr et réduit les coûts opérationnels, mais certains bénéficiaires reçoivent encore des sommes en liquide de mains des partenaires coopérants parce que dans de nombreuses régions reculées, il n'existe pas de banque.

Il faut exploiter l'innovation et les enseignements tirés de l'analyse des résultats

217. Les paragraphes qui suivent retracent les mesures prises en 2011 pour améliorer la gestion des savoirs.

Analyse des enseignements tirés à l'issue des situations d'urgence majeure coordonnées au niveau central

218. Le PAM procède désormais systématiquement à l'analyse des enseignements tirés à l'issue de crises majeures. Les recommandations formulées sont disponibles à l'adresse epweb.wfp.org, et il est possible de faire des recherches par opération et par fonction; les responsables sont ainsi en mesure d'examiner les recommandations et de les adopter en vue d'apporter des améliorations.

Organiser des simulations pour renforcer les capacités de préparation en cas de crise

219. En 2011, le PAM s'est associé avec les responsables civils et militaires de la planification des interventions d'urgence de 25 pays pour organiser des simulations et des exercices et élaborer des dispositifs d'assistance technique afin de renforcer les capacités nationales de préparation et de gestion des interventions en cas de crise:

- En juillet, le PAM a effectué avec ses partenaires un exercice d'alerte et d'intervention afin de valider les dispositifs nationaux et régionaux en place en Afrique de l'Ouest. Cet exercice a été l'occasion d'aborder des questions transversales comme la gestion des filières d'approvisionnement, la sécurité alimentaire et la montée en puissance des interventions d'aide humanitaire, mais aussi d'attirer l'attention sur les meilleures pratiques et les possibilités d'améliorer les opérations humanitaires dans les zones urbaines pauvres.
- En septembre, le PAM et le Coordonnateur du système des Nations Unies pour la grippe ont coprésidé une conférence organisée à Rome rassemblant des responsables nationaux de la planification des interventions en cas de catastrophe, des partenaires humanitaires et des organismes du secteur privé, afin d'attirer l'attention sur les meilleures pratiques en matière de santé publique qu'il est possible d'intégrer dans les mécanismes de préparation aux crises.

Désigner des coordonnateurs chargés de suivre les recommandations formulées par les organes de contrôle

220. Le PAM a établi des protocoles d'examen de l'ensemble des rapports et recommandations émanant des organes de contrôle. Dans ce cadre, il est prévu de désigner des coordonnateurs chargés de dialoguer avec les équipes de contrôle et d'assurer le suivi des recommandations; les coordonnateurs à l'échelle de l'ensemble du PAM relèvent du Département de la gestion des ressources et de l'obligation redditionnelle. La Directrice exécutive a assigné au Directeur financier la responsabilité de l'évaluation des questions de contrôle interne, l'objectif étant d'améliorer la gestion des savoirs en ce qui concerne les questions d'obligation redditionnelle et de gouvernance.

Appliquer les recommandations issues des évaluations permet de mieux assimiler les enseignements

221. Le PAM a donné suite à 339 recommandations issues de 40 rapports d'évaluation parus entre 2008 et 2011, soit 80 pour cent des mesures convenues; 87 mesures sont en attente et seront appliquées en 2012; les responsables de leur application ont été désignés et leur calendrier de mise en œuvre a été arrêté. Des rapports sur l'application des recommandations sont communiqués au Conseil. En l'absence d'éléments de comparaison fiables, le Secrétariat considère que ce taux d'application de 80 pour cent témoigne de sa détermination à tirer les enseignements de l'analyse des résultats.

S'appuyer sur l'évaluation du portefeuille de pays pour apporter à la stratégie et à l'élaboration des programmes des modifications utiles

En 2009, le Bureau du PAM en République démocratique populaire lao s'est trouvé confronté à un défi: il menait toute une série d'activités dans différentes provinces, mais il n'était pas certain d'obtenir l'impact le plus élevé possible. Il a par conséquent demandé au Bureau de l'évaluation de procéder à l'évaluation du portefeuille de pays et de formuler des recommandations concernant la voie à suivre. La mission d'évaluation a consulté une centaine de représentants des pouvoirs publics, des communautés, des donateurs, des organismes des Nations Unies et des ONG, ce qui a permis de confirmer que de nombreuses activités étaient conformes à la politique du Gouvernement. Cependant, la principale recommandation préconisait que le bureau de pays définisse un objectif fédérateur sur lequel axer son action.

À cet effet, une nouvelle stratégie de pays a été arrêtée. Il a été constaté que la dénutrition était la dimension du problème de la faim qui présentait le plus fort caractère d'urgence; or le Gouvernement était déterminé à s'y attaquer dans le but d'atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement et de sortir du groupe des pays les moins avancés. Au cours des années précédentes, le PAM avait réalisé une analyse approfondie de la sécurité et de la vulnérabilité alimentaires dans laquelle il attirait l'attention sur le taux critique de dénutrition, et il avait contribué à l'élaboration de la stratégie nationale pour la nutrition. L'objectif de réduction de la dénutrition s'est donc tout naturellement imposé comme axe fédérateur autour duquel articuler la stratégie de pays.

Le bureau de pays a arrêté trois priorités assorties d'objectifs quantifiables: la réduction de l'émaciation, la diminution du retard de croissance et la lutte contre les carences en micronutriments. Cette stratégie a permis d'établir un programme de pays dont les activités se complètent, de manière à obtenir l'impact le plus élevé possible dans des domaines spécifiques comme la santé et la nutrition maternelles et infantiles, les repas scolaires et les activités relatives aux moyens de subsistance au service de la nutrition. Mises en œuvre simultanément dans une optique qui prend en considération le cycle de vie dans son ensemble, ces activités étaient susceptibles de contribuer à rompre le cercle vicieux du retard de croissance qui se transmet de génération en génération. Le bureau de pays fait de plus en plus figure de pionnier en matière de nutrition: ses activités sont aujourd'hui en cours d'exécution et, grâce à l'évaluation du portefeuille de pays et à la stratégie de pays, elles sont plus ciblées et ont plus de chances d'obtenir des effets optimaux que ce n'était le cas deux ans auparavant.

Mettre au point des indicateurs permettant de comparer les produits contribuant à améliorer les projets du PAM

222. Les indicateurs permettant de mesurer les produits sont des outils de gestion utiles au renforcement de l'efficacité. Pour accompagner le passage de l'aide alimentaire à l'assistance alimentaire, le PAM a besoin d'un indicateur de mesure utilisable pour toutes les interventions, qu'elles soient ou non appuyées par une aide alimentaire. Il a par conséquent entrepris de mettre au point un indicateur de substitution standardisé permettant de comparer les produits obtenus sur le plan alimentaire en mesurant la valeur nutritionnelle des vivres fournis plutôt que le nombre de tonnes ou de kilocalories, ce qui permet de comparer l'évolution des produits dans le temps, ou en fonction de la situation ou du type d'intervention. Bien entendu, cette méthode comporte des limites inévitables en raison de la diversité des opérations menées par le PAM.

223. Le PAM a élaboré un premier indicateur, les "rations nutritionnelles fournies", qui associe plusieurs variables concernant les produits: le nombre de jours pendant lesquels le bénéficiaire reçoit une assistance, la quantité de vivres reçue et la valeur nutritionnelle des aliments. Le PAM va poursuivre la mise au point de ce type d'indicateurs fiables.

Le perfectionnement du personnel

224. En 2011, le PAM a poursuivi la formation du personnel aux compétences d'encadrement et de gestion: 340 participants – soit 50 pour cent du public visé, c'est-à-dire les agents de grade P-4, P-5 et D-1 – ont suivi la formation du *Management Assessment Centre* (Centre d'évaluation des compétences de direction) depuis 2008, et 200 fonctionnaires ont suivi jusqu'au bout le programme mis au point à l'intention des cadres intermédiaires, qui s'adresse aux administrateurs recrutés sur le plan international des grades P-3 et P-4 et aux administrateurs recrutés sur le plan national de grade équivalent exerçant des fonctions d'encadrement et de direction. Ces programmes ont pour objet de constituer une réserve de futurs responsables du PAM.

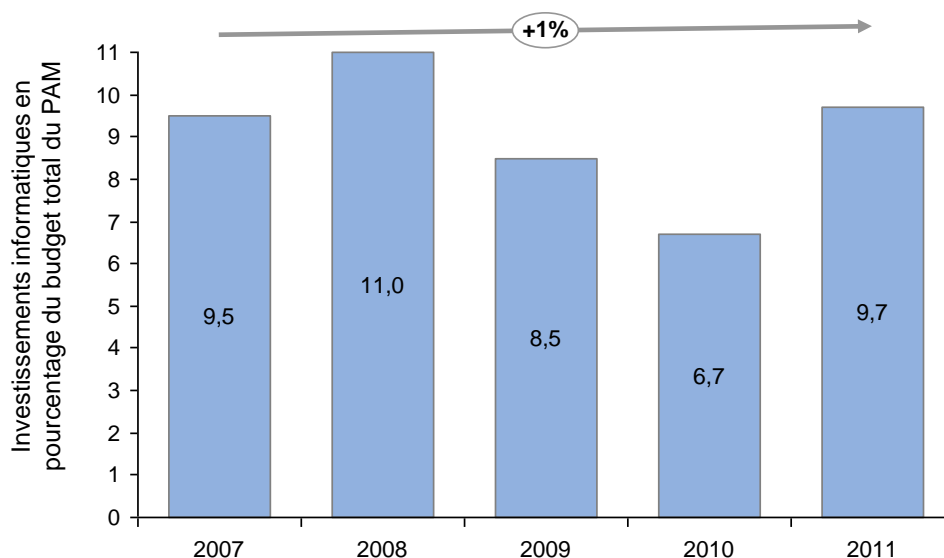
225. Le système en ligne de gestion de l'apprentissage du PAM a été enrichi et propose aujourd'hui 300 tutoriels en ligne et 460 simulations en vidéo. Il est accessible à 91 pour cent des employés, neuf pays ne disposant pas encore d'une connexion à haut débit. Le PAM s'emploie à résoudre ce problème dans le cadre du projet informatique Foodlink, de manière à ce que l'ensemble du personnel ait accès à tous les systèmes informatiques du PAM.

Les investissements consacrés aux technologies de l'information augmentent

226. En 2011, le PAM a investi 9,7 pour cent de son budget dans les TIC, soit une proportion analogue à celle enregistrée en 2007 et 2008, alors qu'il passait à la deuxième version du système WINGS. Ce chiffre s'explique par une hausse des dépenses consacrées au Système de gestion de la trésorerie et à quatre initiatives concernant les TIC:

- Foodlink, qui sert à élargir la couverture des systèmes de télécommunications du PAM et à en renforcer les capacités;
- Connect, un service unique intégrant courriel et transmissions vocales et vidéo;
- la Plateforme intégrée pour la préparation aux situations d'urgence (EPIC), qui met les solutions TIC de dernière génération au service des interventions d'urgence et des opérations sur le terrain (voir la figure 12); et
- One Truth, qui permet de renforcer la transparence en unifiant les informations sur les opérations.

Figure 12: Investissements dans les activités informatiques



227. En 2011, le PAM a également commencé à mettre au point un système de suivi des factures, l'objectif étant de supprimer les opérations sur support papier. Ce système permettra d'importer automatiquement les factures dans WINGS II et facilitera l'interface entre les fonctions relatives aux comptes créditeurs, aux achats et à la réception des biens et des services. Il remédie à une faille du contrôle interne sur laquelle le Commissaire aux comptes a attiré l'attention et permet d'adopter des procédures optimales sur le plan de l'efficacité, de la visibilité et du respect des règles.

Plateforme intégrée pour la préparation aux situations d'urgence (*l'efficacité en pratique*)

Cette plateforme améliore les capacités d'intervention en mettant les solutions TIC de dernière génération au service des interventions d'urgence et des opérations. Il s'agit d'un portail qui rassemble toutes les informations relatives aux situations d'urgence. Il est possible de consulter les données saisies en temps réel, ce qui fluidifie la circulation des informations et évite les doublons.

Trois fonctionnalités – l'accès aux informations, la sécurité et la sûreté, et la capacité de communiquer – ont été testées au Pakistan en 2011. Le module EPIC de bordereaux d'expédition en ligne, expérimenté dans le Territoire palestinien occupé en 2010 et utilisé au Pakistan en 2011, permet d'envoyer et de recevoir en temps réel les informations concernant les expéditions de produits alimentaires, ce qui facilite les livraisons de vivres et leur suivi, et permet aux entrepôts qui reçoivent les vivres et sont chargés de les distribuer de consulter les bordereaux. Ces fonctionnalités permettent d'améliorer les contrôles internes, de garantir la bonne circulation des marchandises, de renforcer la fiabilité des données et de supprimer les délais de transfert des données.

Priorité de gestion 4 – Processus opérationnels internes

228. Cette priorité concerne l'ensemble des questions relatives à l'appui apporté aux opérations du PAM. Le tableau 6 montre l'évolution des résultats obtenus par le PAM au regard de trois critères: faire en sorte que les activités du PAM soient financées par des allocations de ressources et des budgets suffisants, assurer l'efficacité du dispositif d'achat et fournir des services informatiques. L'annexe III rend compte d'autres indicateurs de performance relevant de cette priorité.

Tableau 6: Processus opérationnels internes

	2011	2010	Évolution
Part des ressources allouées aux pays les plus aidés dont les besoins cumulés représentent 80 pour cent du total (en pourcentage) ⁴¹	83	85	●
Contrats d'approvisionnement alimentaire émis dans les délais stipulés (en pourcentage)	79	78	●
Disponibilité des services informatiques (en pourcentage)	99,8	99,8	●

Le PAM continue d'allouer les ressources conformément aux besoins détectés et aux décisions du Conseil d'administration

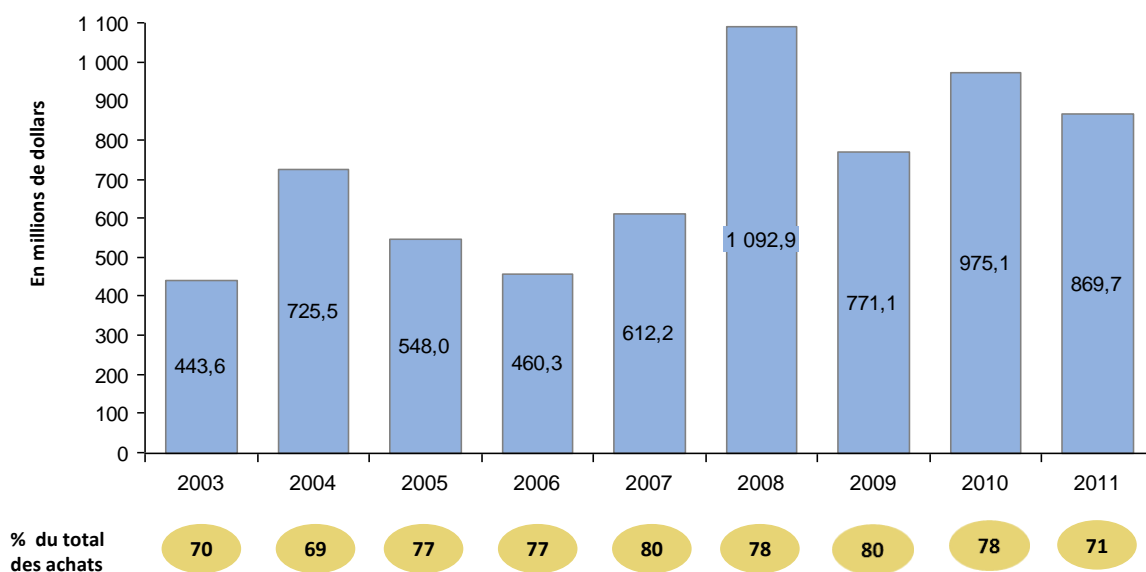
229. Le PAM a affecté 83 pour cent de ses ressources aux pays qui concentraient les quatre-cinquièmes des besoins, une part en baisse par rapport aux 85 pour cent enregistrés en 2010. En 2011, 96 pour cent des ressources multilatérales destinées au développement ont été allouées aux pays les plus pauvres, conformément à la décision prise par le Conseil en 1994⁴².

Achats

230. En 2011, le PAM a acheté dans 87 pays 2,4 millions de tonnes de produits alimentaires d'une valeur de 1,23 milliard de dollars (voir l'annexe III); 71 pour cent de ces vivres provenaient de pays en développement.

⁴¹ Cet indicateur sert à évaluer dans quelle mesure le PAM alloue ses ressources en proportion des besoins tels que représentés par les budgets des projets.

⁴² Trente-huitième session du Comité des politiques et programmes d'aide alimentaire, 1994.

Figure 13: Achats de produits alimentaires dans les pays en développement

231. Le PAM a acheté 751 000 tonnes de blé, soit 31 pour cent du total des achats de produits alimentaires. La farine de blé a représenté 8 pour cent de ces achats, le maïs et la farine de maïs 19 pour cent, les aliments composés 14 pour cent, le riz 10 pour cent et les légumes secs 8 pour cent.

232. En ce qui concerne le maïs, 410 000 tonnes ont été achetées; une grande partie de ce maïs, qui provenait en totalité de pays en développement, a servi à nourrir les bénéficiaires du PAM en Afrique; des quantités substantielles venaient du Malawi et de la Zambie, deux pays où le PAM n'achète ordinairement pas de produits alimentaires destinés à l'exportation. Sur les 87 000 tonnes de sorgho achetées, la moitié a été utilisée durant la crise qui a frappé la corne de l'Afrique, pour compenser la pénurie de maïs non génétiquement modifié.

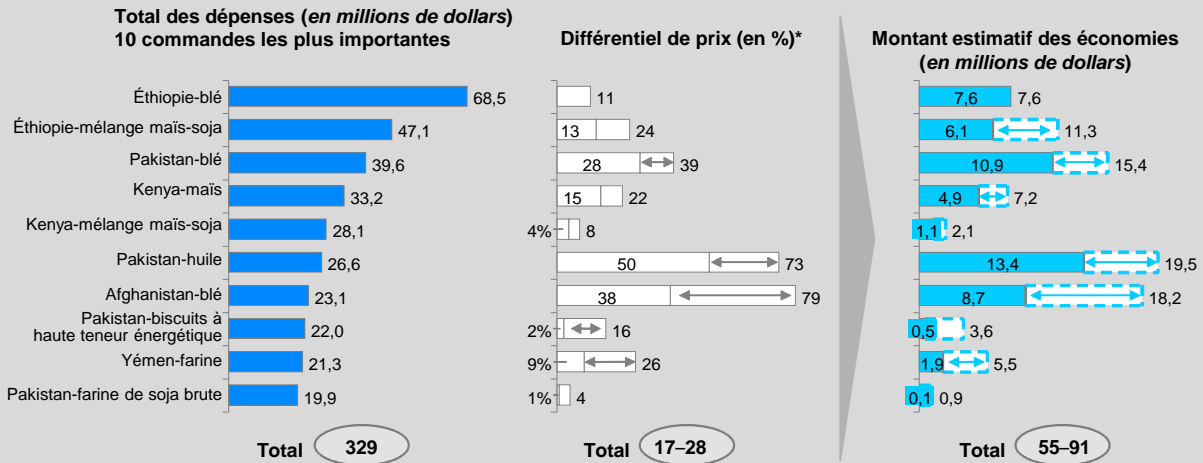
233. En 2011, le PAM a acheté 350 000 tonnes d'aliments composés enrichis d'une valeur de 317,5 millions de dollars, et il a continué d'encourager la production d'aliments spécialisés dans les pays en développement. Le volume des achats d'aliments composés enrichis a marqué le pas en 2011, mais les achats de Supercereal Plus à l'intention des enfants de moins de 2 ans ont fortement progressé, passant de 1 000 tonnes en 2010 à 14 000 tonnes en 2011, au détriment des mélanges maïs-soja, riz-soja et blé-soja.

234. La majeure partie des produits alimentaires venaient d'Asie, où le PAM a acheté 861 000 tonnes de produits d'une valeur de 472 millions de dollars; vient ensuite l'Afrique, avec 714 000 tonnes d'une valeur de 305 millions de dollars.

Le principe de la parité de prix à l'importation (l'efficience en pratique)

Le principe de la parité de prix à l'importation appliqué par le PAM répond à un souci d'efficience. Il consiste à comparer les coûts des produits alimentaires et les délais de livraison proposés par les fournisseurs locaux et internationaux, afin de déterminer la solution la plus intéressante pour chaque demande d'achat; lorsque les délais n'ont pas une importance primordiale, le choix se porte sur la source la moins coûteuse.

L'analyse des écarts entre la première et la deuxième meilleure offre, effectuée pour les dix plus importants achats de vivres, dont le cumul représente 27 pour cent du total des achats de produits alimentaires, indique que l'application du prix paritaire à l'importation a permis d'économiser 55 millions de dollars, soit de 17 à 28 pour cent du coût des produits livrés⁴³. Les chiffres peuvent varier d'une année sur l'autre en fonction de la disponibilité des produits alimentaires et des fluctuations de prix, mais cette méthode permet à coup sûr de réaliser des économies substantielles.



* Le différentiel de prix correspond à l'écart entre la première et la deuxième meilleure offre mais aussi l'écart avec le prix le plus élevé proposé. Les prix effectivement payés par le PAM peuvent s'écarter du prix le plus bas proposé en fonction du cours du marché le jour de l'achat, du volume acheté et des fluctuations des frais d'expédition.

235. Le PAM a acheté 400 000 tonnes de produits alimentaires par le biais du MAA; ces achats ont été effectués sur la base d'une prévision des besoins globaux plutôt que des besoins liés aux projets, essentiellement à l'intention des populations touchées par la sécheresse dans la corne de l'Afrique et au Sahel.

⁴³ Pour estimer le montant maximum de l'économie, on multiplie le nombre de tonnes de vivres achetées par la différence entre le premier et le deuxième meilleur prix, tels que consignés sur le formulaire de parité de prix à l'importation. Les offres de prix figurant dans ce formulaire comprennent les frais d'expédition et de manutention.

Le mécanisme d'achat anticipé (*l'efficience en pratique*)

En novembre 2010, le Conseil a autorisé l'augmentation de la dotation du compte spécial du MAA, qui a été portée de 60 millions de dollars à 150 millions de dollars, et un groupe consultatif a été constitué afin de conseiller le Directeur financier en ce qui concerne le développement du MAA. Le PAM s'écarte aujourd'hui d'une formule qui privilégiait les achats isolés pour s'orienter vers une démarche axée sur la demande qui consiste à acheter des vivres en anticipant sur les demandes spécifiques de chaque projet.

À l'issue d'un certain nombre d'examen et de consultations menés en milieu d'année, le PAM a élargi la formule des achats anticipés en commençant par mettre en place des couloirs d'approvisionnement en Afrique orientale, et une équipe de spécialistes a étudié les systèmes et les modes opératoires de manière à configurer la plateforme indispensable à la généralisation de cette formule.

À la fin de 2011, le MAA avait permis au PAM de mettre en place des filières stables et d'améliorer la prévisibilité des approvisionnements. Le lancement de filières d'approvisionnement de l'Afrique orientale, et ultérieurement de l'Afrique de l'Ouest, a joué un rôle décisif dans les interventions du PAM pour faire face aux crises qui ont sévi dans la corne de l'Afrique et le Sahel.

En 2011, le PAM a acheté dans le cadre du MAA 400 000 tonnes de vivres d'une valeur de 200 millions de dollars, y compris des aliments nutritifs. Au cours du premier semestre, 21 projets ont pu bénéficier d'un raccourcissement des délais d'approvisionnement atteignant 52 jours en moyenne.

Des économies ont été réalisées sur les frais d'expédition

236. Le PAM a expédié 320 000 tonnes de vivres en 2011; un tel volume lui permet de faire des économies en négociant des tarifs intéressants et en traitant les contrats d'acheminement séparément au lieu de demander aux fournisseurs d'intégrer les frais d'expédition dans le prix des produits alimentaires. Cette méthode a permis d'économiser 10 millions de dollars par rapport à des contrats d'expédition conclus par l'intermédiaire des fournisseurs de vivres. Les modalités de déchargement et de conditionnement du PAM ont permis des économies estimées à 600 000 dollars en 2011.

Les partenaires de réserve du PAM ont contribué à la rapidité des interventions et à leur bon rapport coût/efficacité

237. Les partenaires de réserve du PAM sont des organismes publics, des ONG et des entreprises commerciales qui ont accepté de tenir à jour un fichier d'agents, de services et de matériel susceptibles d'être rapidement déployés pour appuyer les opérations d'urgence. Ces accords permettent au PAM d'accroître rapidement l'ampleur des opérations d'urgence, de mobiliser des compétences dans des domaines qui ne sont pas de son ressort et de réduire les coûts directs. En 2011, la valeur des contributions de ces partenaires a été estimée à 17 millions de dollars.

Les opérations du PAM bénéficient pleinement de l'appui des TIC

238. Le PAM considère que le personnel humanitaire doit avoir accès à tout moment aux services de communications. En 2011 comme en 2010, 99,8 pour cent des bureaux du PAM ont eu accès à l'ensemble des services de TIC; ce chiffre est la traduction concrète de la mise en place des normes minimales de sécurité des télécommunications établies par le PAM pour ses opérations, qui prévoient un seuil minimum en matière d'équipement, d'entretien et de personnel chargé de la sécurité des réseaux.

La gestion des installations s'améliore

239. En 2011, les services chargés de la gestion des installations ont continué d'améliorer les processus internes et la gestion des projets afin de faire en sorte que le PAM dispose de locaux sûrs, fonctionnels, économiques et respectueux de l'environnement. À cet effet, les tâches suivantes ont été accomplies: i) rédaction d'un manuel afin de veiller à la gestion des risques et de faire en sorte que les ressources financières soient utilisées de manière optimale; ii) achèvement de la phase pilote du système central de gestion des installations qui sera mis en service en 2012 pour assurer le suivi des 1 500 bâtiments du PAM, dont la valeur locative annuelle s'élève à 40 millions de dollars; iii) définition d'objectifs chiffrés en matière d'émissions de gaz à effet de serre; et iv) amélioration du soutien apporté à 87 projets exécutés dans 51 pays sur le plan de la technique et de la gestion pour la construction ou la rénovation d'entrepôts, de logements et de routes. Sur le terrain, les projets portent notamment sur la construction d'entrepôts en Éthiopie et au Pakistan et de l'Entrepôt de fournitures humanitaires des Nations Unies à Djibouti, dont le budget se monte à 20 millions de dollars. La rénovation de l'aile dite "tour rouge" du bâtiment de son Siège a permis au PAM de regrouper les bureaux des services centraux dans un même bâtiment, ce qui se traduit par une sécurité renforcée et une réduction des dépenses de fonctionnement.

Priorité de gestion 5 – Efficacité opérationnelle

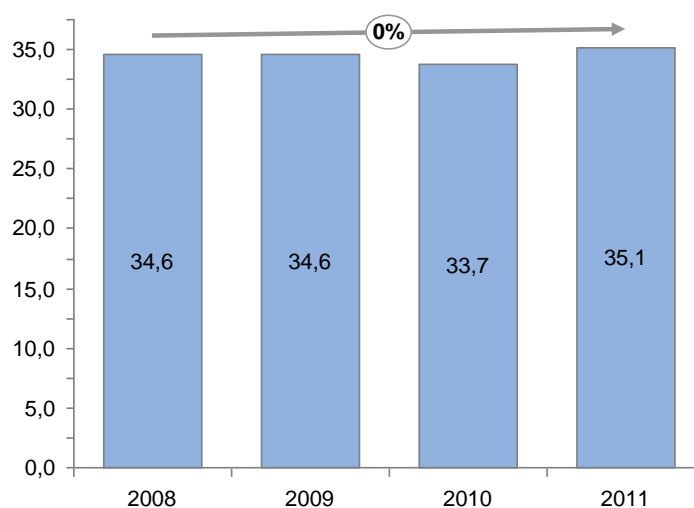
240. L'efficacité opérationnelle concerne toutes les questions ayant trait au respect des délais, à la maîtrise des coûts, à la continuité des opérations et au bien-fondé des interventions du PAM. Le tableau 7 rend compte de différents aspects de l'efficacité opérationnelle au regard des indicateurs du PAM et illustre les mesures prises pour améliorer le respect des délais et l'efficacité des opérations. L'annexe III rend compte d'autres indicateurs de performance relevant de cette priorité.

Tableau 7: Efficacité opérationnelle			
	2011	2010	Évolution
Moyenne des coûts directs annuels par bénéficiaire (en dollars)	35,1	33,7	●
Proportion de bénéficiaires effectifs par rapport au nombre prévu (en pourcentage)	107	93	●
Proportion de produits alimentaires effectivement distribués par rapport aux quantités prévues (en pourcentage)	68	70	●
Proportion de bureaux de pays disposant d'un document de stratégie et d'un plan opérationnel (en pourcentage)	35	16	●

Le coût direct par bénéficiaire n'a guère évolué depuis 2008

241. Le coût moyen par bénéficiaire est resté stable ces quatre dernières années (voir la figure 14). Les fluctuations d'une année sur l'autre sont dues à la variation des besoins des projets: l'augmentation constatée en 2011 correspond à l'objectif qui consiste à donner aux bénéficiaires des aliments plus nutritifs, et par conséquent plus onéreux.

Figure 14: Moyenne des coûts directs annuels par bénéficiaire (en dollars)*



* Coûts directs tels qu'ils figurent dans l'État financier V.

Agir pour réaliser des économies de coût et des gains d'efficacité au Soudan (*l'efficacité en pratique*)

Entre 2009 et 2011, le Bureau du PAM au Soudan a ramené le budget de l'opération d'urgence de 869 millions de dollars à 572 millions de dollars, soit une baisse de 34 pour cent, et le coût par bénéficiaire de 140 dollars à 78 dollars, ce qui correspond à une diminution de 44 pour cent. Ces économies ont été obtenues grâce à la rationalisation des effectifs de bénéficiaires et à la réduction ou la suppression de certains coûts opérationnels.

- Rationalisation des effectifs de bénéficiaires. Le nombre de bénéficiaires a été réduit en s'appuyant sur des données complètes issues du suivi de la sécurité alimentaire et sur la stratégie du PAM en matière d'assistance alimentaire: 1,2 million de bénéficiaires sont sortis de l'assistance alimentaire, et 1 million sont passés des distributions générales de vivres aux interventions saisonnières ou ciblées. Le personnel du PAM au Soudan applique un système de vérification utilisant des listes de bénéficiaires à jour qui reposent sur des données biométriques afin de réduire encore le nombre de bénéficiaires à prendre en charge.

- Réduction ou suppression de dépenses réparties sur l'ensemble des opérations. Les coûts d'appui directs ont chuté de 46 pour cent entre 2010 et 2011 grâce à la prise en charge de programmes par le Gouvernement, au regroupement ou à la fermeture de bureaux auxiliaires, à l'optimisation des effectifs moyennant le recours à la sous-traitance et des licenciements, et à la réduction des frais généraux résultant du gel des dépenses d'équipement et d'administration.

- Réduction des autres coûts opérationnels directs. Le PAM a réduit de 15 pour cent le prix à la tonne versé aux partenaires et a collaboré avec eux afin de rationaliser leurs dépenses d'exploitation et d'augmenter la part du Gouvernement dans la répartition des coûts.

- Réduction des coûts de transport terrestre, d'expédition et de manutention. Le coût à la tonne a chuté de 23 pour cent en moyenne grâce à la négociation de contrats de transports plus avantageux, au repositionnement judicieux de produits alimentaires afin d'éviter des ponts aériens coûteux, à la restructuration des effectifs qui a permis de réduire de 63 pour cent les dépenses de personnel et à l'amélioration de la gestion de la flotte.

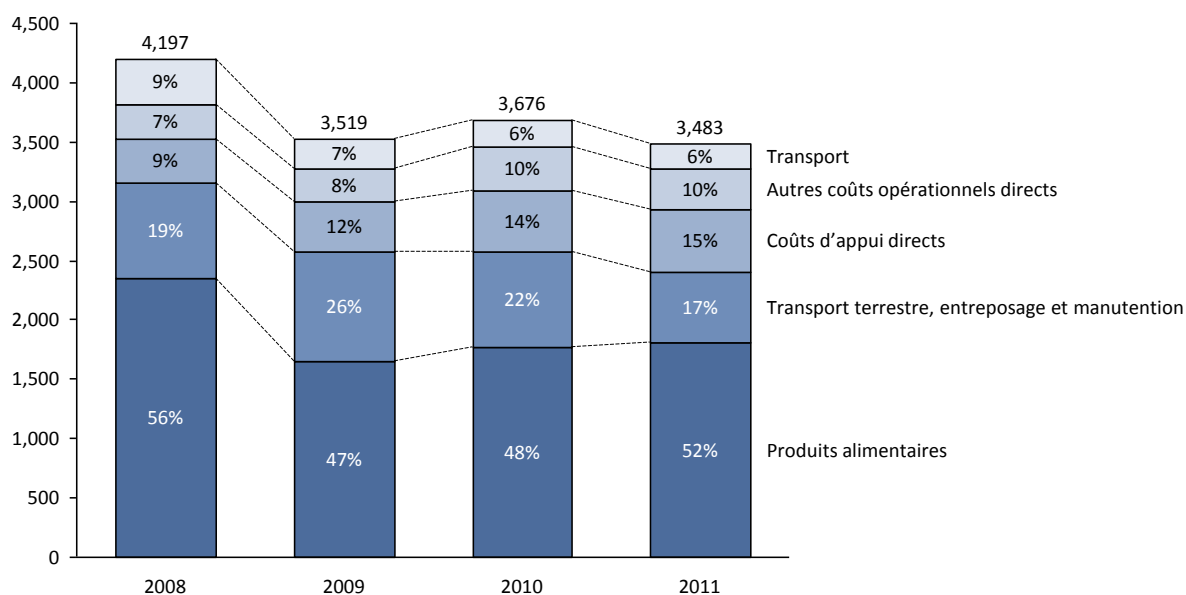
- Réduction de la subvention aux services aériens. Le budget des Services aériens d'aide humanitaire des Nations Unies a baissé de 30 millions de dollars - 33 pour cent - entre 2009 et 2011 grâce à la signature de contrats de longue durée pour les appareils assortis de tarifs plus avantageux et à la rationalisation de leur utilisation, qui a permis d'en réduire le nombre.

Le bureau de pays a opéré ces réductions de dépenses dans le cadre de son plan opérationnel: il s'agit d'améliorations durables apportées à l'efficacité et à l'efficacité, et non d'économies ponctuelles.

La structure des coûts du PAM continue d'évoluer à mesure que la mise en œuvre du Plan stratégique se poursuit

242. Du fait de la hausse des prix enregistrée en 2011, une forte proportion des dépenses a été consacrée aux achats de produits alimentaires, en dépit de la multiplication des projets faisant appel aux transferts monétaires et aux bons. La part plus importante des autres coûts opérationnels directs et des coûts d'appui directs s'explique par la multiplication des situations d'insécurité dans lesquelles le PAM doit opérer, le coût des situations d'urgence non prévues, l'augmentation du nombre d'opérations ne faisant pas intervenir de distributions de vivres et le passage de l'aide alimentaire à l'assistance alimentaire. Les coûts de transport et de manutention restent inférieurs à leur niveau habituel.

Figure 15: Ventilation des coûts directs par catégorie (en millions de dollars)



Le PAM intervient rapidement pour faire face aux crises soudaines

243. En 2011, le PAM est intervenu rapidement pour faire face à des crises survenant brutalement: la moitié des interventions d'urgence ont démarré dans les délais prévus, mais certains retards ont été à déplorer – par exemple en Syrie – en raison des troubles et de l'insécurité.

Améliorer la réactivité en situation d'urgence – le rôle des Entrepôts de fournitures humanitaires des Nations Unies (l'efficacité en pratique)

Les Entrepôts de fournitures humanitaires des Nations Unies implantés à Dubaï, en Italie, au Ghana, au Panama et en Malaisie stockent du matériel afin que les organismes des Nations Unies et les ONG soient en mesure de fournir des secours dans les 24 à 48 heures qui suivent le début d'une crise, et ce partout dans le monde.

L'un des avantages de ce réseau réside dans le regroupement des besoins d'entreposage de matériel humanitaire et de matériel d'urgence; ce service est proposé à titre gracieux pour les utilisateurs. Ces entrepôts servent également de zone de regroupement où les cargaisons peuvent être stockées de manière à optimiser les modalités d'expédition, à décongestionner les points d'entrée et à tirer parti d'économies d'échelle.

Ce regroupement des stocks d'intervention est un moyen d'améliorer la réactivité du PAM en cas de crise, par exemple en permettant l'envoi rapide d'articles non alimentaires ou de biscuits à haute teneur énergétique. En 2011, le PAM a commencé à examiner les solutions qui permettraient d'optimiser le type et la quantité des articles à prépositionner. Les 48 utilisateurs du réseau ont entrepris d'harmoniser leurs stocks et de supprimer le marquage individualisé afin que les stocks puissent être prêtés à un utilisateur quel qu'il soit; cette décision facilitera également les achats groupés d'articles non alimentaires à des tarifs concurrentiels.

La planification stratégique du PAM au niveau des pays continue de s'appuyer sur le processus de stratégie de pays

244. Le Comité d'examen des stratégies a approuvé 14 documents de stratégie de pays en 2011⁴⁴, contre 12 les deux années précédentes. Dès mars 2012, neuf des 14 pays avaient commencé à mettre en œuvre leur stratégie; pour les cinq autres, l'application débutera en 2013.

⁴⁴ Bangladesh, Colombie, Équateur, El Salvador, Éthiopie, Guinée, Lesotho, Libéria, Malawi, Mali, Mozambique, Pérou, République démocratique populaire lao et Swaziland.

245. À l'issue d'un examen indépendant qu'il a effectué en 2011, l'Inspecteur général est parvenu à la conclusion que la démarche reposant sur les stratégies de pays favorisait le repositionnement du PAM au niveau des pays, et que sa généralisation permettrait de renforcer l'influence du PAM sur les priorités nationales de développement. Le PAM réfléchit à la possibilité de conférer à la stratégie de pays le rôle d'outil de gouvernance.

La collaboration entre les trois institutions ayant leur siège à Rome se traduit par des activités de meilleure qualité dans les domaines de la sensibilisation et de l'élaboration des politiques

246. La collaboration entre le PAM, la FAO et le FIDA aux niveaux politique, opérationnel et administratif a joué son rôle dans le cadre du G20, du sommet Rio +20, du Programme d'action d'Istanbul en faveur des pays les moins avancés et de la coopération Sud-Sud. Parmi les événements qui méritent plus particulièrement d'être notés, on peut citer le premier rapport sur l'état de l'insécurité alimentaire dans le monde consacré à l'instabilité des prix des produits alimentaires, la signature en juin 2011 d'une Déclaration d'intention associant l'Union européenne et les institutions ayant leur siège à Rome, et les interventions d'urgence communes en Haïti, au Pakistan et dans la corne de l'Afrique. Le PAM et la FAO ont continué d'assurer de concert la direction du module de la sécurité alimentaire.

247. En qualité de membres du Comité de la sécurité alimentaire mondiale désormais réformé, les institutions ayant leur siège à Rome ont pris part à la formulation du cadre stratégique mondial pour la sécurité alimentaire et la nutrition et au Forum de haut niveau sur l'insécurité alimentaire lors des crises prolongées; elles ont aussi collaboré à la cartographie d'activités de sécurité alimentaire et de nutrition au niveau des pays.

248. Le PAM et la FAO ont poursuivi leur collaboration dans le cadre de 86 projets mis en œuvre dans 50 pays dans les domaines suivants: agriculture, éducation, sécurité alimentaire et évaluations. Le PAM et le FIDA ont collaboré à l'exécution de 11 projets dans neuf pays, principalement pour des activités Vivres contre travail et Vivres pour la formation et des programmes de microcrédit.

Le PAM continue de développer son action dans le cadre de l'initiative "Unis dans l'action" mise en place par le système des Nations Unies

249. Le PAM a poursuivi sa collaboration avec les organismes des Nations Unies, conformément à la résolution A/RES/63/311 adoptée par l'Assemblée générale; il a ainsi participé au Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination, au Comité de haut niveau sur les programmes, au Groupe des Nations Unies pour le développement (GNUD) et à l'examen quadriennal complet des activités opérationnelles de développement effectué en 2012.

250. Le PAM a continué de participer aux activités pilotes de l'initiative "Unis dans l'action" au Cap-Vert, au Mozambique, au Pakistan, en République-Unie de Tanzanie et au Rwanda; il a également apporté son appui aux pays suivants: Bénin, Éthiopie, Lesotho, Libéria, Malawi, Mali, Namibie, Ouganda, RDC et Sierra Leone. L'initiative "Unis dans l'action" a permis de rationaliser les achats, les communications, les ressources humaines et les services logistiques; grâce au réseau TIC des Nations Unies, les coûts de transaction supportés par les différents organismes ont diminué. Le PAM a signé des accords sur les services logistiques avec le Fonds des Nations Unies pour la population, le Programme des Nations Unies pour l'environnement, le HCR et l'UNICEF.

251. En sa qualité de président du Comité de haut niveau sur la gestion, le PAM s'est employé à optimiser l'efficacité, l'efficacité et les modes de fonctionnement par les moyens suivants: i) création d'une plateforme TIC placée sous la responsabilité du PAM; ii)  tude de principes communs pour la communication d'informations, afin de réduire les coûts de transaction et de renforcer la transparence; et iii) mise au point du nouveau système de gestion de la sécurité, qui a été mis en service le 1^{er} janvier 2011. Les projets découlant du plan d'action pour l'harmonisation des modes de fonctionnement portent notamment sur un cadre commun des conditions à remplir par les fournisseurs, une étude de faisabilité pour la mise en place de services de tr sorierie communs et un examen de la gestion des ressources humaines à l'échelon des pays.

252. En ce qui concerne les locaux communs, le PAM et le GNUM ont élaboré des directives de construction fondées sur le Code international du bâtiment et cherché à nouer des partenariats public-privé pour financer les dépenses d'équipement nécessaires; des projets sont à l'étude dans 20 pays. Entre 2009 et 2011, le PAM a partagé 60 locaux avec d'autres organismes des Nations Unies, dans le souci de faire des économies et de favoriser l'efficacité.

253. Le PAM coprésident le groupe de travail conjoint du GNUM et du Comité exécutif pour les affaires humanitaires sur les questions de transition, qui a coordonné les mesures prises par le système des Nations Unies en faveur du Réseau international sur les conflits et les situations de fragilité et les travaux du groupe G7+ sur les  tats fragiles.

Le PAM a pris davantage de responsabilités au sein des modules d'action groupée en 2011

254. Le module de la sécurité alimentaire, que le PAM coprésident aux côtés de la FAO, est devenu opérationnel en avril 2011, avec l'appui de la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, de l'équipe volante de spécialistes de l'égalité des sexes mise en place par le Comité permanent interorganisations et d'ONG. Ce module a entrepris de tisser des liens avec le Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge et avec les autres modules d'action groupée, afin de traiter les aspects communs relevant du Comité permanent interorganisations. Des missions de cadrage ont été effectuées et un appui a été apporté aux modules de la sécurité alimentaire placés sous la houlette des autorités nationales en Afghanistan, dans la corne de l'Afrique, en Côte d'Ivoire, en Haïti, en Libye et au Népal.

255. Le PAM a pris la direction du module des télécommunications d'urgence en 2011. L'examen des opérations a conduit à dresser un nouveau catalogue des services, à préciser la répartition des rôles, à établir une nouvelle stratégie de planification préalable et à améliorer le dispositif de suivi et d'évaluation.

256. Durant l'année 2011, le module de la logistique, dont le PAM assure la direction, s'est employé à gagner en efficacité et à améliorer la qualité des services en mettant l'accent sur la mise en commun des moyens, la gestion des partenariats et le renforcement des capacités dans la corne de l'Afrique, en Haïti et au Pakistan.

Enseignements tirés

257. L'application systématique du Cadre des résultats de gestion a montré à quel point il est important d'évaluer les modalités de fonctionnement et d'en rendre compte. Le PAM doit continuer d'affiner ses indicateurs de performance afin d'améliorer l'efficacité, l'efficacités et la transparence de ses programmes.

258. Il lui faut aussi se doter de systèmes de suivi et d'évaluation des résultats plus perfectionnés au service de l'esprit de dynamisme et d'innovation qui le caractérise. Les investissements substantiels qu'il a consacrés aux évaluations indépendantes ces dernières années doivent aujourd'hui être complétés par de nouveaux investissements dans les mécanismes de suivi et d'auto-évaluation.

259. Les partenariats font partie intégrante de la stratégie opérationnelle du PAM, et la recherche de démarches associant d'autres organismes d'aide humanitaire doit se poursuivre. La direction des modules de la sécurité alimentaire et de la logistique est un élément essentiel de l'action du PAM dans les années à venir.

260. La préparation aux situations d'urgence permet de sauver des vies humaines. Le PAM a par conséquent entrepris de tester les systèmes dont il est doté dans le cadre de l'initiative relative au PREP, afin de renforcer ses capacités de préparation et d'intervention en cas de crise.

261. La diversification des sources de financement constatée en 2011 est encourageante. Toutefois, le montant global des ressources du PAM s'est contracté en 2011, et il a permis de prendre en charge une part des besoins moins importante qu'en 2010. S'il veut inverser cette tendance à la baisse, le PAM doit continuer à sensibiliser un éventail plus large de donateurs aux besoins des populations pauvres qui souffrent de la faim.

262. Favoriser la parité entre les sexes suppose une démarche à long terme afin de donner aux femmes la possibilité de se forger une expérience dans une perspective de promotion. Le PAM doit continuer à développer les possibilités qui leur sont offertes, en particulier sur le terrain.

263. La Déclaration sur le contrôle interne qui accompagne les États financiers de 2011 témoigne de la détermination du PAM à faire preuve de transparence et à rendre des comptes, conformément aux normes IPSAS. Toutefois, le contrôle interne est une activité continue, et le PAM doit poursuivre l'évaluation du rapport coût/efficacité de ses systèmes administratifs et opérationnels.

264. Le présent rapport donne de nombreux exemples d'initiatives visant à renforcer l'efficacité. Pour poursuivre les efforts engagés, il faut définir des critères de référence au regard desquels il sera possible de mesurer les progrès accomplis.

265. En matière de sécurité, les risques ne cessent d'évoluer. Le PAM doit s'assurer qu'ils sont pris en considération afin de ménager l'espace sûr dont l'action humanitaire a besoin pour venir en aide aux populations qui sont en difficulté.



PARTIE IV – PERSPECTIVES

Les prix élevés des produits alimentaires et des carburants continueront d'affecter les plus pauvres et de réduire la capacité du PAM à faire reculer la faim

266. La probabilité de voir les prix des denrées alimentaires et des carburants se maintenir à un niveau élevé pose au PAM et à ses bénéficiaires un sérieux défi. Le Rapport annuel sur les résultats de 2010 évoquait le risque que l'envolée des prix des produits vivriers n'érode le pouvoir d'achat du PAM: de fait en 2011 la quantité de vivres achetés pour un montant similaire avait diminué de 25 pour cent. Les prix des denrées alimentaires ne montrent aucune tendance à la baisse pour 2012; de surcroît, pendant les deux premiers mois de l'année, les cours du pétrole ont sensiblement augmenté par rapport à la moyenne de 95 dollars le baril en 2011, ce qui donne à penser que les prédictions de hausse du Département de l'énergie des États-Unis d'Amérique établissant le baril à 98 dollars sont optimistes.

267. Le haut niveau atteint par les prix des denrées alimentaires entraîne un accroissement de la demande d'aide dispensée par le PAM à mesure qu'augmente le nombre de ceux qui ne parviennent plus à couvrir leurs besoins en nourriture; dans le même temps, le PAM voit se restreindre sa capacité d'achats vivriers destinés à appuyer ceux qui sont dans le besoin. La hausse des cours du pétrole comporte trois effets: i) les coûts du transport maritime et terrestre augmentent, ce qui veut dire que le PAM dépense plus pour venir en aide aux mêmes bénéficiaires; ii) les budgets des gouvernements hôtes sont touchés, ce qui limite l'aptitude de ceux-ci à appuyer les activités du PAM; et iii) le coût des intrants agricoles monte, ce qui se traduit par une augmentation des frais des agriculteurs des pays développés, qui sont à leur tour contraints de relever leurs prix en conséquence.

268. En 2011, le PAM a limité l'impact de la montée des prix des produits alimentaires sur son budget et sur ses opérations en achetant davantage de denrées sur les marchés locaux et en procédant à des achats anticipés. Mais les avantages ponctuels de ces mesures ne sauraient se reproduire indéfiniment: les marchés locaux seront à la longue touchés par les cours mondiaux élevés. Le PAM continuera à évaluer les options offertes par les marchés locaux et internationaux et à acheter sur la base du meilleur prix, mais il n'en demeure pas moins qu'en 2012, son pouvoir d'achat reculera sensiblement par rapport à ce qu'il était en 2011, à moins que ses ressources n'augmentent tandis que les cours restent élevés.

Un ralentissement de l'économie mondiale pèsera sur la mobilisation de fonds

269. Le modèle du financement volontaire implique que la conjoncture économique mondiale influe directement sur la capacité du PAM de lever des fonds. Les prévisions les plus récentes ne sont pas optimistes: la Banque mondiale estime que l'économie mondiale est entrée dans une période dangereuse étant donné que la récession financière qui sévit en Europe s'étend à des pays jusqu'à présent indemnes, que les flux de capitaux en direction des pays en développement sont en chute libre et que la croissance dans certains de ces pays se ralentit⁴⁵.

⁴⁵ Banque internationale pour la reconstruction et le développement, et Banque mondiale. 2012. *Perspectives économiques mondiales: incertitudes et vulnérabilités*. Vol. 4. Washington.

270. Cette situation pourrait avoir de graves répercussions pour certains pays comme le Bangladesh, El Salvador, le Guatemala, l'Inde, le Mexique et les Philippines, d'où provient un important contingent de travailleurs migrants. La baisse des recettes fiscales provoquée par le ralentissement économique renforce la concurrence qui s'exerce sur les budgets nationaux et entrave la capacité des gouvernements de financer des programmes consacrés aux services sociaux, à la réduction de la pauvreté et à la santé.

271. L'association Conference Board prédit dans les perspectives de l'économie mondiale établies pour 2012⁴⁶ que la croissance mondiale marquera le pas pour s'établir à 3 pour cent par an en moyenne jusqu'au milieu de la prochaine décennie, et note que le principal risque pour l'économie mondiale serait une contraction de la production moyenne par personne employée, facteur qui détermine le rythme auquel le niveau de vie peut progresser, en particulier dans les économies émergentes.

Un espace humanitaire sûr, élément essentiel aux activités du PAM, demeure aléatoire

272. La Banque mondiale estime que 1,5 milliard de personnes vivent dans des pays où la violence politique et criminelle atteint des niveaux élevés, ce qui porte à croire qu'on ne peut s'attendre dans l'immédiat à une réduction sensible des risques auxquels est confronté le personnel du PAM sur le plan de la sécurité. Au début de 2012, 40 pour cent des administrateurs du PAM recrutés sur le plan international travaillaient dans des lieux d'affectation non autorisés aux familles.

273. Le nouveau modèle d'organisation des carrières du PAM et sa politique de mobilité visent à assurer une juste répartition des énormes contraintes qui pèsent sur le personnel. Le PAM continuera à examiner les risques auxquels sont exposés ses agents et s'attachera à maintenir l'équilibre entre besoins humanitaires et niveaux de risque pour le personnel.

Le PAM a mis en place les bons outils mais il lui faut les déployer à plus grande échelle

274. Le PAM s'emploie à mettre en place les outils permettant de passer de l'aide alimentaire à l'assistance alimentaire. Leur déploiement à plus grande échelle est toutefois tributaire de la capacité d'élaborer des programmes propres à améliorer les résultats en dosant judicieusement aide alimentaire et assistance alimentaire.

275. Pour que les programmes puissent être exécutés dans les différents contextes dans lesquels le PAM opère, leur conception doit être rationnelle, reposer sur des évaluations fiables et intégrer des activités, des outils et des partenariats appropriés tout en prévoyant un suivi axé sur les résultats afin de mesurer les progrès et permettre des ajustements en temps réel.

276. En 2012 et 2013, il est prévu d'améliorer la qualité des programmes par les actions suivantes: i) mise en œuvre conjointe avec la FAO de systèmes intégrés d'information sur la sécurité alimentaire et la nutrition au niveau des pays et au niveau mondial, notamment moyennant le renforcement des capacités et un appui technique aux gouvernements; ii) renforcement du suivi des programmes grâce à l'outil institutionnel de suivi et d'évaluation (COMET); iii) amélioration des compétences du personnel du PAM et de ses partenaires en matière de collecte, d'analyse et d'utilisation des données sur les produits et les effets directs; et iv) création au Siège d'une unité consacrée au suivi.

⁴⁶ <http://www.conference-board.org/data/globaloutlook.cfm>.

277. Les tâches et les initiatives à mener à bien en 2012 comprennent ce qui suit:

- achever l'élaboration des systèmes électroniques relatifs aux transferts monétaires et aux bons en vue d'élargir les activités de transfert, et perfectionner les outils d'analyse et la formation du personnel du PAM et de ses partenaires;
- améliorer les interventions nutritionnelles en augmentant le nombre de nutritionnistes au PAM, en appuyant le personnel et les cadres du PAM qui ont des connaissances en matière de nutrition, en étoffant la base de données factuelles utiles aux programmes de nutrition et en établissant des partenariats avec des organismes dispensant des services visant la santé, l'eau et l'assainissement; et
- offrir des formations pour permettre au personnel chargé des programmes d'utiliser les outils d'assistance alimentaire du PAM pour répondre à leurs besoins opérationnels.

Il faut au PAM des stratégies novatrices pour rendre le financement plus prévisible

278. Des stratégies de financement seront mises au point en 2012 dans le but de donner plus de relief au profil des programmes du PAM dans des contextes particuliers; le cas échéant, elles seront adaptées aux intérêts thématiques des donateurs. Un projet destiné à renforcer la visibilité du PAM exposera les résultats et illustrera la valeur des contributions des donateurs ; il mettra également en lumière les points forts du PAM dans les domaines de la nutrition, de l'alimentation scolaire, des Achats au service du progrès, des transferts monétaires et bons, du renforcement des capacités et de l'adaptation au changement climatique.

279. Engagement continu aux côtés du G20 et du G8. L'engagement du PAM aux côtés du G20 en 2011 a généré un appui politique en faveur de la sécurité alimentaire globale et des systèmes renforcés d'approvisionnement alimentaire, suite à l'inscription des questions liées à la sécurité alimentaire sur la liste des priorités de 2010. La poursuite de cet engagement est une priorité qui sera respectée en 2012 sous la présidence mexicaine du G20. Le PAM continuera à s'impliquer dans le suivi par le G8 de l'engagement pris à L'Aquila d'affecter 20 milliards de dollars à la sécurité alimentaire.

280. Améliorer le dialogue avec les donateurs et accroître la prévisibilité du financement. Le PAM poursuivra son dialogue avec les donateurs pour veiller à ce que la sécurité alimentaire figure à l'ordre du jour des réunions de bailleurs de fonds; il continuera à montrer la voie dans l'utilisation optimale des ressources et participera avec les donateurs aux bilans relatifs à l'aide multilatérale. Il signera en 2012 au moins cinq accords de partenariat stratégique avec les donateurs dans le but de rendre le financement de ses besoins en ressources plus prévisible et plus flexible. Le Comité pour l'affectation stratégique des ressources veillera à ce que les contributions des donateurs concordent avec les priorités du PAM.

281. Promouvoir l'action du PAM auprès d'un plus large éventail de donateurs du secteur privé. En 2012, le PAM dépeindra la faim comme le plus grand problème au monde qu'il est possible de surmonter, et il travaillera avec des spécialistes du secteur pour l'ériger au rang de responsabilité sociale. Il intensifiera au maximum les liens avec le marché des États-Unis d'Amérique et se tournera davantage vers l'Asie pour mobiliser ressources et expertise auprès du secteur privé. Le PAM élargira son soutien en ligne, par exemple en établissant une plateforme qui lui permettra de nouer le dialogue avec des donateurs potentiels dans des contextes culturellement et financièrement divers.

Le PAM continuera à améliorer son efficacité et son efficacité et à utiliser les ressources de manière optimale

282. Le PAM s'efforce de faire le meilleur usage de chaque don: tout dollar économisé lui permet d'apporter une assistance alimentaire à un plus grand nombre de personnes souffrant de la faim. Le PAM s'attache à améliorer son aptitude à employer au mieux les ressources et à mettre en place des mesures destinées à renforcer son efficacité et son efficacité.

Meilleure gestion de la chaîne d'approvisionnement

283. Les opérations logistiques deviennent de plus en plus complexes face à des contraintes telles que restrictions d'accès, détérioration des infrastructures et insécurité: le PAM doit donc gérer avec plus d'efficacité sa chaîne d'approvisionnement alimentaire, de la planification initiale à la livraison finale, et adopter des approches globales pour neutraliser les effets de la hausse des prix des denrées alimentaires et du renchérissement des coûts de transport. L'augmentation sensible de la quantité de produits nutritifs spéciaux entrant dans la filière d'approvisionnement du PAM exige une gestion plus sophistiquée des stocks afin de prolonger la durée de conservation et suivre le transport et le stockage, de la fabrication jusqu'à la livraison.

284. Face à cette évolution, le PAM a lancé à titre expérimental fin 2011 un système de gestion logistique intégré au logiciel SAP. Ce système uniformise les modes opératoires et augmente la transparence et la cohérence des données en temps réel. Il permettra au PAM de gérer plus efficacement ses stocks en suivant les mouvements logistiques dans WINGS II et il améliorera l'efficacité opérationnelle et la gestion de la chaîne d'approvisionnement en rendant l'information plus cohérente et plus accessible.

285. Les bureaux de pays du PAM continueront à s'adapter à l'évolution de l'environnement opérationnel en planifiant le renforcement des capacités et le transfert des responsabilités dans le cadre de partenariats nationaux axés sur les réalités locales et en s'attachant avec les gouvernements à améliorer leurs programmes et à stimuler la volonté politique.

Le PAM rendra les risques plus visibles et cherchera à obtenir des parties prenantes qu'elles soutiennent le degré de risque qu'il accepte

286. Le PAM continuera à recenser les risques de nature contextuelle, programmatique et opérationnelle qu'il court et à en informer les parties prenantes: une plus grande transparence va dans le sens de l'intérêt des donateurs, des bénéficiaires, du personnel et des partenaires qui devraient avoir le souci de repérer de concert les risques pesant sur la réalisation des objectifs communs et d'y faire face. Nombre des risques, particulièrement dans les contextes opérationnels fragiles, ne sauraient être pris en charge par le PAM à lui seul: il faut des réponses concertées de la part des acteurs humanitaires et gouvernementaux.

Les bonnes mesures de sécurité au bon moment et au bon endroit

287. Conformément à la récente évolution de la philosophie du système des Nations Unies en matière de sécurité, qui est passée de "quand partir" à "comment rester", le PAM continuera à œuvrer avec le Département de la sûreté et de la sécurité des Nations Unies à l'élaboration d'une politique de sécurité et de normes de sûreté et de sécurité communes à l'ensemble du système. Les mesures de sécurité du PAM prennent en compte le fait que le risque est inhérent aux opérations et elles visent à: i) renforcer la sécurité du personnel; et ii) gérer plutôt qu'éviter les

risques pesant sur la sécurité, ce qui représente une des difficultés majeures auxquelles est confronté le PAM dans la mise en œuvre de ses programmes.

288. Le PAM continuera à atténuer les risques liés à la sécurité dans le but de faciliter plutôt que de limiter ses activités et il continuera à fournir les compétences techniques, les technologies et l'encadrement nécessaire en matière de sécurité pour permettre à ses administrateurs de comprendre la nature des risques et de prendre en toute connaissance de cause des décisions relatives à leur gestion.

Programmation reposant sur la connaissance des risques

289. Le PAM s'attache à faire en sorte que les risques soient pris en compte dans tous leurs aspects à toutes les phases de la planification et de la programmation. Le système de gestion de la sécurité des Nations Unies, qui a évolué vers un modèle ciblé applicable aux situations à niveau de risque élevé, aide à déterminer les effectifs requis et les activités à entreprendre. Dans le cadre de ce processus, le PAM collabore avec le Groupe de travail sur l'importance relative des programmes à l'élaboration d'un cadre permettant de définir les priorités dans les environnements à risque élevé.

Le PAM renforcera sa préparation aux situations d'urgence et sa capacité d'intervention

290. La rapidité d'intervention et l'efficacité jouent un rôle crucial pour sauver des vies dans les situations d'urgence. Le PAM continuera à renforcer son aptitude à réagir avec efficacité et efficacité aux crises dans le cadre du PREP, programme triennal axé sur la responsabilisation, les partenariats et le renforcement des capacités en vue de permettre aux gouvernements de faire face aux crises.

291. En 2012, le PAM s'emploiera à:

- mettre au point un cadre de préparation aux situations d'urgence et d'intervention en cas de crise;
- distribuer aux bureaux de pays un guide pour la préparation aux situations d'urgence et l'intervention en cas de catastrophe, qui intègre l'analyse des risques du PAM, la planification des interventions d'urgence et les processus de continuité des opérations;
- examiner les systèmes et les procédures d'urgence pour faciliter la mobilisation en cas de crise de grande ampleur;
- conduire le premier exercice annuel d'intervention d'urgence pour tester les systèmes et procédures;
- dispenser une formation à la préparation aux situations d'urgence et à l'intervention en cas de crise et appliquer une stratégie de développement, prévoyant l'établissement à l'échelle du PAM d'un registre pour la mise en place rapide de personnel ayant l'expérience des situations de crise;
- renforcer les plateformes de gestion de l'information internes et externes afin de fournir aux décideurs davantage de données en temps réel en provenance d'opérations de grande envergure; et
- veiller à ce que les compétences voulues soient en bonne place pour accélérer la transition de l'aide alimentaire à l'assistance alimentaire.

292. En 2012, le PAM achèvera l'examen de la planification des effectifs qui a débuté en 2011 pour faire en sorte que les compétences appropriées soient en place et pour élaborer une stratégie propre à renforcer les qualifications dans les fonctions d'importance critique, accroître les capacités d'encadrement, améliorer la représentation équilibrée des sexes et mettre en place les compétences techniques nécessaires pour générer des solutions durables au problème de la faim en partenariat avec d'autres acteurs.

Le PAM renforcera la transparence et le respect de l'obligation redditionnelle

Améliorer le suivi de la performance

293. Le PAM continuera à affiner ses indicateurs de performance et à mettre en place des logiciels tels que le système d'information de gestion opérationnelle de la performance et des risques (PROMIS) et le système COMET pour renforcer l'efficacité de la gestion des résultats. Il continuera à coopérer avec d'autres organismes des Nations Unies à l'élaboration d'approches communes de l'établissement des rapports et à l'amélioration des normes en matière d'obligation redditionnelle et de transparence.

Établir un nouveau Plan stratégique pour 2014–2017 en parallèle avec d'autres organismes des Nations Unies

294. Le PAM continuera à élaborer le Plan stratégique pour 2014–2017, en prenant en compte les observations formulées par le Conseil à l'occasion de l'examen à mi-parcours du Plan stratégique pour 2008–2013 et les avis issus des consultations tenues avec d'autres organismes des Nations Unies, qui établissent pour la première fois leurs stratégies simultanément. Le PAM coordonnera ses réponses avec ces organismes, en particulier sur les questions liées à la mesure des résultats et au programme post-OMD.

295. Pendant l'année 2012, le PAM étudiera les possibilités d'innovations dans le cadre d'accords avec des partenaires n'appartenant pas au système des Nations Unies. La déclaration finale de la Conférence Rio +20 devrait établir le programme d'action post-OMD et définir les objectifs en matière de développement durable. La politique du PAM relative au changement climatique qui sera soumise au Conseil pour approbation en novembre 2012 tiendra compte des débats de la Conférence Rio +20.

	Page
ANNEXES	
I. CONTRIBUTION DU PAM AUX OBJECTIFS DU MILLÉNAIRE POUR LE DÉVELOPPEMENT	91
II. A – CADRE DE RÉSULTATS STRATÉGIQUES DU PAM (PLAN STRATÉGIQUE DU PAM POUR 2008–2013)	93
B – RAPPORTS SUR LA PERFORMANCE (EFFETS DIRECTS)	107
C – MÉTHODOLOGIE – ÉVALUATION DES OBJECTIFS STRATÉGIQUES	111
D – ENSEIGNEMENTS TIRÉS – COMMUNICATION DES DONNÉES EN 2011	114
III. INDICATEURS DE PERFORMANCE 2011	116
IV. RAPPORT SUR LA DÉONTOLOGIE	118
V. PERSONNEL DU PAM AYANT UN CONTRAT D'UNE DURÉE D'UN AN OU PLUS	126
VI. PROFIL DE L'AIDE ALIMENTAIRE DANS LE MONDE	127
VII. ACHAT DE PRODUITS ALIMENTAIRES PAR LE PAM EN 2011	128
VIII. MONTANT TOTAL DES CONTRIBUTIONS CONFIRMÉES EN 2011	132
IX. A – VENTILATION DES DÉPENSES DIRECTES PAR CATÉGORIE DE PAYS ET RÉGION, 2008–2011	136
B – VENTILATION DES DÉPENSES DIRECTES PAR PAYS, RÉGION ET CATÉGORIE D'ACTIVITÉS, 2008–2011	138
C – VENTILATION DES DÉPENSES DIRECTES PAR CATÉGORIE DE PAYS ET RÉGION, 2008–2011	141
X. A – PARTENARIATS AVEC DES ORGANISMES DES NATIONS UNIES ET DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES	142
B – ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES ET SECTEURS DE COOPÉRATION	143
XI. NOTES GÉNÉRALES	144
LISTE DES SIGLES UTILISÉS DANS LE PRÉSENT DOCUMENT	145



ANNEXE I: CONTRIBUTION DU PAM AUX OBJECTIFS DU MILLÉNAIRE POUR LE DÉVELOPPEMENT**CHIFFRES CLÉS**

2009	2010	2011	
OMD 1 Réduire l'extrême pauvreté et la faim			
BÉNÉFICIAIRES			
101,8	109,2	99,1	millions de personnes souffrant de la faim dans 75 pays (75 pays en 2009 et 2010)
84,1	89,0	82,9	millions de femmes et d'enfants
2,0	2,1	2,6	millions de réfugiés
14,1	15,4	15,1	millions de personnes déplacées
2,1	3,1	3,1	millions de rapatriés
1,1	3,1	4,4	millions de bénéficiaires de programmes de transferts monétaires et de bons
VOLUME DE L'AIDE ALIMENTAIRE			
5,0	4,3	3,6	millions de tonnes d'aliments distribués
2,6	3,2	2,4	millions de tonnes d'aliments achetés
PAYS EN DÉVELOPPEMENT ET ASSISTANCE DU PAM			
89,7	94,0	96,0	pourcentage des ressources multilatérales affectées au développement parvenu aux pays répondant aux critères de priorité
70,0	71,0	72,4	pourcentage des ressources affectées au développement parvenu aux pays les moins avancés
82,0	83,0	71,4	pourcentage du volume d'aliments achetés dans les pays en développement (en tonnes)
67,1	61,2	60,6	pourcentage des ressources du PAM parvenu aux pays d'Afrique subsaharienne
OMD 2 Rendre l'enseignement primaire universel			
20,7	21,1	23,2	millions d'écoliers ayant reçu des repas scolaires ou des rations à emporter
46,7	48,5	48,3	pourcentage de filles
OMD 3 Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes			
52,2	51,2	51,7	pourcentage de femmes ou de filles parmi les bénéficiaires
342	264	194	milliers de femmes occupant des fonctions de responsabilité au sein des comités de gestion des vivres
6,5	5,2	4,8	millions de femmes ayant reçu des rations alimentaires familiales aux points de distribution dans le cadre des distributions générales de vivres
5,2	4,9	3,7	millions de cartes de ration familiale établies au nom d'une femme dans le cadre des distributions générales de vivres

ANNEXE I: CONTRIBUTION DU PAM AUX OBJECTIFS DU MILLÉNAIRE POUR LE DÉVELOPPEMENT**CHIFFRES CLÉS**

2009	2010	2011	
OMD 4 Réduire la mortalité des enfants de moins de 5 ans			
62,1	66,1	63,2	millions d'enfants ayant bénéficié d'une aide dans le cadre des opérations du PAM
5,9	8,5	11,1	millions d'enfants souffrant de malnutrition ayant bénéficié d'un soutien nutritionnel spécial
OMD 5 Améliorer la santé maternelle			
2,8	2,7	3,1	millions de femmes vulnérables ayant bénéficié d'un soutien nutritionnel supplémentaire
OMD 6 Combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies			
15	16	16	pays ayant reçu une aide du PAM sur les 25 pays où la prévalence du VIH et du sida est la plus élevée
2,6	2,5	2,3	millions de personnes touchées par le VIH et le sida ayant reçu une assistance alimentaire du PAM
43	41	38	pays ayant reçu une aide au titre d'activités de prévention de la tuberculose et du VIH et du sida
OMD 7 Préserver l'environnement			
20,4	24,3	21,3	millions de personnes ayant reçu une assistance alimentaire du PAM pour les inciter à créer des avoirs, à suivre une formation, à renforcer leur capacité de résistance aux crises et à préserver leurs moyens de subsistance
OMD 8 Mettre en place un partenariat mondial pour le développement			
18	18	17	partenaires de réserve
9	10	4	missions d'évaluation conjointe de la production et des disponibilités alimentaires conduites avec la FAO
13	7	7	missions d'évaluation conjointe conduites avec le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
145,3	154,6	93,7	entreprises et entités privées ayant apporté un appui sous forme de dons en espèces et en nature (en millions de dollars)
2 398	3 505	2 147	organisations non gouvernementales ayant travaillé avec le PAM

ANNEXE II-A: CADRE DE RÉSULTATS STRATÉGIQUES DU PAM (PLAN STRATÉGIQUE DU PAM POUR 2008–2013)

Veillez noter que:

le présent cadre se réfère à tous les résultats obtenus grâce à l'aide et au soutien du PAM (au profit des ménages, des communautés, des gouvernements et d'autres entités comme les écoles).

Les divers indicateurs d'effet direct sont reconnaissables grâce aux caractères utilisés suivants:

- caractères normaux: indicateurs reconnus à l'échelon international, fondés sur des normes convenues, et utilisés par les organismes des Nations Unies
- **caractères gras**: indicateurs conçus en coopération avec les partenaires opérationnels du PAM
- *caractères italiques*: méthodologies propres au PAM

OBJECTIF STRATÉGIQUE 1: SAUVER DES VIES ET PROTÉGER LES MOYENS DE SUBSISTANCE DANS LES SITUATIONS D'URGENCE			Impact: Contribution à la réalisation des OMD 1 et 4
Buts 1. Sauver des vies dans les situations d'urgence et ramener la malnutrition aiguë causée par un choc en deçà du seuil critique 2. Protéger les moyens de subsistance et renforcer l'autosuffisance dans les situations d'urgence et les premières phases de redressement 3. Porter secours aux réfugiés, aux personnes déplacées et aux autres groupes et communautés vulnérables dont la sécurité alimentaire et nutritionnelle a été compromise par un choc			
Effets directs	Indicateurs	Cibles visées et mesure des résultats au niveau du Programme ⁴⁷	Cibles visées par les projets et source des données
Effet direct 1.1: Réduction ou stabilisation de la malnutrition aiguë dans les groupes d'enfants et/ou les populations ciblés	1.1.1 Prévalence de la malnutrition aiguë chez les enfants de moins de 5 ans ⁴⁸ (rapport poids/taille, en pourcentage) ⁴⁹	Réduction de la prévalence de la malnutrition aiguë chez les enfants de moins de 5 ans dans 80% des projets	Cible: propre à une population donnée – réduction de la prévalence de la malnutrition aiguë Source: données provenant des enquêtes et/ou du suivi
		Stabilisation de la prévalence de la malnutrition aiguë chez les enfants de moins de 5 ans dans 80% des projets	Cible: propre à une population donnée – stabilisation du taux de prévalence de la malnutrition aiguë au niveau existant avant la crise Source: données provenant des enquêtes et/ou du suivi
	1.1.2 Prévalence d'un faible périmètre brachial chez les enfants de moins de 5 ans ^{50,51}	Stabilisation de la prévalence d'un faible périmètre brachial dans 80% des projets	Cible: propre à une population donnée – stabilisation de la prévalence d'un faible périmètre brachial Source: données provenant des enquêtes et/ou des évaluations
	1.1.3 Taux de performance ⁵² des activités de supplémentation alimentaire	Cible atteinte dans 80% des projets	Cible: propre à une population donnée ⁵³ Source: suivi des programmes

⁴⁷ Seuls les projets alignés sur un Objectif stratégique précis sont censés rendre compte des résultats obtenus au regard des indicateurs du PAM. L'analyse des résultats inclura uniquement les données dérivées de ces projets.

⁴⁸ Les projets ciblant les enfants de moins de 2 ans devraient mesurer la prévalence de la malnutrition aiguë dans ce groupe cible.

⁴⁹ Le taux de prévalence de la malnutrition aiguë chez les enfants de moins de 5 ans est une mesure indirecte de l'état nutritionnel de la population.

⁵⁰ La prévalence d'un faible périmètre brachial chez les enfants de moins de 5 ans est une mesure indirecte de l'état nutritionnel de la population.

⁵¹ Les projets ciblant les enfants de moins de 2 ans devraient mesurer la prévalence d'un faible périmètre brachial dans ce groupe cible.

⁵² Taux de récupération, de mortalité, d'abandon et de non-réaction. Ces taux ne s'appliquent qu'au traitement de la malnutrition aiguë modérée (interventions ciblées).

⁵³ Les normes du projet SPHERE (taux de récupération > 75%, taux de mortalité < 3%, taux d'abandon < 15%, taux de non-réaction < 5%) serviront de repères.

OBJECTIF STRATÉGIQUE 1: SAUVER DES VIES ET PROTÉGER LES MOYENS DE SUBSISTANCE DANS LES SITUATIONS D'URGENCE			Impact: Contribution à la réalisation des OMD 1 et 4
Buts 1. Sauver des vies dans les situations d'urgence et ramener la malnutrition aiguë causée par un choc en deçà du seuil critique 2. Protéger les moyens de subsistance et renforcer l'autosuffisance dans les situations d'urgence et les premières phases de redressement 3. Porter secours aux réfugiés, aux personnes déplacées et aux autres groupes et communautés vulnérables dont la sécurité alimentaire et nutritionnelle a été compromise par un choc			
Effets directs	Indicateurs	Cibles visées et mesure des résultats au niveau du Programme ⁴⁷	Cibles visées par les projets et source des données
Effet direct 1.2: Amélioration de la consommation alimentaire des ménages ciblés pendant la période couverte par l'assistance du PAM ⁵⁴	1.2.1 <i>Score de consommation alimentaire des ménages</i> ⁵⁵	Score supérieur à la valeur seuil dans 80% des projets	Cible: score de consommation alimentaire supérieur à 21 ou 28 parmi les ménages ciblés ⁵⁶ Source: données provenant des enquêtes annuelles
Effet direct 1.3: Stabilisation du taux de scolarisation des filles et des garçons très exposés au risque d'abandon dans les écoles primaires ciblées	1.3.1 <i>Taux de rétention scolaire</i>	Taux de rétention scolaire atteint dans 80% des projets	Cible: taux de rétention scolaire atteint 70% pour les filles et les garçons dans des situations de crise Source: données provenant des enquêtes
Effet direct 1.4: Maintien de l'accès aux services assurant les traitements antirétroviraux, les traitements antituberculeux et/ou la prévention de la transmission de la mère à l'enfant	1.4.1 <i>Taux d'abandon</i> ⁵⁷	Cible atteinte dans 80% des projets	Cible: taux d'abandon < 15% Source: suivi des programmes

⁵⁴ Les activités de subsistance ayant des objectifs en rapport avec la sécurité alimentaire contribuent à l'obtention de cet effet direct (un indicateur permettant d'évaluer la mesure dans laquelle les moyens de subsistance et les avoirs sont protégés est en cours d'élaboration). Les résultats seront ventilés par groupe cible: personnes déplacées, réfugiés et ménages victimes d'un conflit et/ou d'une catastrophe ayant des enfants d'âge scolaire ou accueillant des orphelins ou d'autres enfants vulnérables.

⁵⁵ Outre le score de consommation alimentaire des ménages, il est recommandé aux bureaux de pays de mesurer l'indicateur des stratégies de survie. Les scores de diversification de l'alimentation peuvent également être calculés à partir du score de consommation alimentaire des ménages pour indiquer les changements qualitatifs intervenus dans l'alimentation.

⁵⁶ La valeur seuil dépend des habitudes alimentaires locales et de la composition du régime alimentaire.

⁵⁷ Cet indicateur rendra compte de l'accès généralisé aux services assurant le traitement antirétroviral, le traitement contre la tuberculose et/ou la prévention de la transmission de la mère à l'enfant.

OBJECTIF STRATÉGIQUE 1: SAUVER DES VIES ET PROTÉGER LES MOYENS DE SUBSISTANCE DANS LES SITUATIONS D'URGENCE			Impact: Contribution à la réalisation des OMD 1 et 4
Buts 1. Sauver des vies dans les situations d'urgence et ramener la malnutrition aiguë causée par un choc en deçà du seuil critique 2. Protéger les moyens de subsistance et renforcer l'autosuffisance dans les situations d'urgence et les premières phases de redressement 3. Porter secours aux réfugiés, aux personnes déplacées et aux autres groupes et communautés vulnérables dont la sécurité alimentaire et nutritionnelle a été compromise par un choc			
Effets directs	Indicateurs	Cibles visées et mesure des résultats au niveau du Programme ⁴⁷	Cibles visées par les projets et source des données
Produits	Indicateurs		
Produit 1.1.⁵⁸ : Produits alimentaires et articles non alimentaires de qualité, et transferts monétaires et bons d'alimentation adaptés distribués en quantité suffisante et en toute sécurité aux femmes, hommes, filles et garçons ciblés (à utiliser pour les Objectifs stratégiques 1 à 4)	1.1.1 Nombre de femmes, d'hommes, de filles et de garçons recevant des articles alimentaires et non alimentaires, des transferts monétaires et des bons d'alimentation, par catégorie, activité, modalité de transfert, et en pourcentage des chiffres prévus 1.1.2 Quantités de produits alimentaires distribués, par type de produit, en pourcentage des distributions prévues ⁵⁹ 1.1.3 a) Quantités d'aliments enrichis, de compléments alimentaires et de suppléments nutritionnels spéciaux distribués, par type de produit, en pourcentage des distributions prévues 1.1.3 b) Quantités d'aliments enrichis, de compléments alimentaires et de suppléments nutritionnels spéciaux distribués, par type de produit, en pourcentage des distributions effectives 1.1.4 Quantités d'articles non alimentaires distribués, par type d'article, en pourcentage des distributions prévues 1.1.5 Montant total des transferts monétaires effectués au profit des bénéficiaires 1.1.6 Quantité totale de produits alimentaires/montant total en espèces correspondant aux bons distribués 1.1.7 Dépenses encourues par le PAM pour la distribution des articles alimentaires et non alimentaires, les transferts monétaires et les bons d'alimentation, par activité et modalité de transfert. 1.1.8 Nombre d'institutions bénéficiant d'une assistance (par ex. écoles, dispensaires, etc.) 1.1.9 Nombre d'organismes des Nations Unies/organisations internationales collaborant avec le PAM et apportant des intrants et des services complémentaires. 1.1.10 Nombre d'organisations non gouvernementales collaborant avec le PAM et apportant des intrants et des services complémentaires 1.1.11 Nombre de programmes/activités conjoints des Nations Unies		

⁵⁸ Cette rubrique, qui concerne le produit au niveau de l'institution, sert à rendre compte de l'ensemble des activités qui comprennent la distribution d'aliments et/ou d'articles non alimentaires. Les autres produits doivent être mentionnés au titre de l'Objectif stratégique auquel ils correspondent.

⁵⁹ Quantité, qualité et ponctualité incluses.

OBJECTIF STRATÉGIQUE 2: PRÉVENIR LA FAIM AIGÜË ET INVESTIR DANS LA PRÉPARATION AUX CATASTROPHES ET L'ATTÉNUATION DE LEURS EFFETS			Impact: Contribution à la réalisation des OMD 1 et 7
Buts			
1. Appuyer et renforcer les capacités des gouvernements de se préparer aux situations de faim aiguë provoquées par des catastrophes, de les évaluer et de réagir en conséquence 2. Protéger et renforcer la résistance aux chocs des communautés, notamment l'adaptation aux changements climatiques, grâce à des programmes de protection sociale ou de création d'emplois			
Effets directs	Indicateurs	Cibles visées et mesure des résultats au niveau du Programme	Cibles visées par les projets et source des données
Effet direct 2.1: Mise en place et amélioration, avec l'aide au renforcement des capacités du PAM, de systèmes d'alerte rapide, de plans d'intervention d'urgence ⁶⁰ et de systèmes de suivi de la sécurité alimentaire	2.1.1 Indice de préparation aux catastrophes	Renforcement des capacités du gouvernement conformément aux prévisions dans 80% des pays recevant une aide	Cible: l'indice de préparation aux catastrophes est égal ou supérieur à 7, montrant que les capacités du gouvernement de se préparer aux catastrophes et de gérer les informations relatives à la sécurité alimentaire ont été renforcées grâce à l'aide du PAM Source: données provenant du suivi annuel et/ou des enquêtes
Effet direct 2.2: Consommation alimentaire suffisante des ménages ciblés risquant de connaître une faim aiguë, pendant la période couverte par l'assistance du PAM	2.2.1 Score de consommation alimentaire des ménages⁶¹	Score supérieur à la valeur seuil dans 80% des projets	Cible: le score de consommation alimentaire est stabilisé à 35/42 ou plus pour les ménages ciblés Source: données provenant des enquêtes annuelles
Effet direct 2.3: Réduction des risques de catastrophe à l'échelon communautaire dans les communautés ciblées	2.3.1 Score des ménages en termes d'avoirs⁶²	Augmentation du nombre d'avoirs utilisés pour prévenir les catastrophes et en atténuer les effets dans 80% des projets	Cible: une valeur seuil a été définie pour mesurer l'augmentation du nombre d'avoirs (créés ou remis en état) des ménages utilisés pour atténuer les effets des catastrophes par rapport aux niveaux de départ Source: données provenant des enquêtes
	2.3.2 Score des communautés en termes d'avoirs⁶³	Augmentation du nombre d'avoirs utilisés pour prévenir les catastrophes et en atténuer les effets dans 80% des projets	Cible: une valeur seuil a été définie pour mesurer l'augmentation du nombre d'avoirs (créés ou remis en état) des communautés utilisés pour atténuer les effets des catastrophes par rapport aux niveaux de départ Source: données provenant des enquêtes

⁶⁰ Il peut s'agir de plans gouvernementaux ou de plans interorganisations.

⁶¹ Outre le score de consommation alimentaire des ménages, il est recommandé aux bureaux de pays de mesurer l'indicateur des stratégies de survie. Les scores de diversification de l'alimentation peuvent également être calculés à partir du score de consommation alimentaire des ménages pour indiquer les changements qualitatifs intervenus dans l'alimentation.

⁶² Dans ce contexte, les **avoirs des ménages susceptibles d'atténuer les effets des catastrophes** sont à la fois les **avoirs naturels**, tels que l'eau et les arbres fruitiers, et les **avoirs matériels**, tels que les engins de pêche et les charrues.

⁶³ Dans ce contexte, les **avoirs communautaires susceptibles d'atténuer les effets des catastrophes** sont à la fois les **avoirs naturels**, tels que les brise-vents et les arbres plantés, et les **avoirs matériels**, tels que les digues et les routes résistantes aux chocs.

OBJECTIF STRATÉGIQUE 2: PRÉVENIR LA FAIM AIGUË ET INVESTIR DANS LA PRÉPARATION AUX CATASTROPHES ET L'ATTÉNUATION DE LEURS EFFETS Buts 1. Appuyer et renforcer les capacités des gouvernements de se préparer aux situations de faim aiguë provoquées par des catastrophes, de les évaluer et de réagir en conséquence 2. Protéger et renforcer la résistance aux chocs des communautés, notamment l'adaptation aux changements climatiques, grâce à des programmes de protection sociale ou de création d'emplois			Impact: Contribution à la réalisation des OMD 1 et 7
Effets directs	Indicateurs	Cibles visées et mesure des résultats au niveau du Programme	Cibles visées par les projets et source des données
Produits	Indicateurs		
(pour la distribution de produits alimentaires, d'articles non alimentaires et de bons d'alimentation et pour les transferts monétaires, voir le Produit 1.1)			
Produit 2.1: Mesures mises en place pour atténuer les effets des catastrophes, avec l'aide au renforcement des capacités du PAM	2.1.1	Systèmes de réduction des risques de catastrophes et d'atténuation de leurs effets mis en place, par type (systèmes d'alerte rapide, plans d'intervention d'urgence, systèmes de suivi de la sécurité alimentaire, etc.)	
Produit 2.3: Nombre de dispositifs destinés à atténuer les effets des catastrophes créés ou remis en état par les communautés ciblées	2.3.1	Nombre de dispositifs destinés à atténuer les effets des catastrophes qui ont été créés ou remis en état, par type et par unité de mesure (nombre d'hectares protégés/mis en valeur; nombre d'arbres plantés, de digues construites, etc.)	

OBJECTIF STRATÉGIQUE 3: REMETTRE SUR PIED LES COMMUNAUTÉS ET RECONSTITUER LEURS MOYENS DE SUBSISTANCE APRÈS UN CONFLIT OU UNE CATASTROPHE OU DANS LES PÉRIODES DE TRANSITION			Impact: Contribution à la réalisation des OMD 1 et 7
Buts 1. Faciliter le retour des réfugiés et des personnes déplacées en leur fournissant une assistance alimentaire et nutritionnelle 2. Aider les communautés et les familles à rétablir leurs moyens de subsistance et leur sécurité alimentaire et nutritionnelle après un choc 3. Aider à créer ou à reconstruire les capacités d'approvisionnement ou de livraison des produits alimentaires des pays et des communautés touchés par une crise et contribuer à empêcher la reprise des conflits			
Effets directs	Indicateurs	Cibles visées et mesure des résultats au niveau du Programme	Cibles visées par les projets et source des données
Effet direct 3.1: Consommation alimentaire suffisante des ménages, des communautés, des personnes déplacées et des réfugiés ciblés, pendant la période couverte par l'assistance du PAM ⁶⁴	3.1.1 <i>Score de consommation alimentaire des ménages</i> ⁶⁵	Score supérieur à la valeur seuil dans 80% des projets	Cible: score de consommation alimentaire supérieur à 35/42 pour les ménages ciblés Source: données provenant du suivi annuel et/ou des enquêtes
Effet direct 3.2: Meilleur accès des communautés ciblées à des avoirs dans les situations fragiles et les périodes de transition	3.2.1 <i>Score des communautés en termes d'avoirs</i> ⁶⁶	Augmentation du nombre d'avoirs productifs fonctionnels et utiles dans 80% des projets	Cible: une valeur seuil a été définie pour mesurer l'augmentation du nombre d'avoirs productifs fonctionnels communautaires (créés ou remis en état), par rapport aux niveaux de départ Source: données provenant des enquêtes
Effet direct 3.3: Stabilisation au niveau enregistré avant la crise de la scolarisation des filles et des garçons, y compris de ceux qui sont déplacés et réfugiés, dans les écoles appuyées par le PAM	3.3.1 <i>Taux de rétention scolaire</i>	Cible atteinte dans 80% des projets	Cible: taux de rétention scolaire de 85 % atteint pour les filles et les garçons dans les situations postérieures à une crise Source: données provenant des enquêtes
	3.3.2 Taux de scolarisation: taux annuel moyen ⁶⁷ de variation du nombre de filles et de garçons inscrits	Taux annuel d'augmentation de 5% atteint ou dépassé dans 80% des projets	Cible: taux annuel d'augmentation du nombre de filles et de garçons inscrits égal à 5% Source: données provenant du suivi annuel et/ou des enquêtes

⁶⁴ Les résultats seront ventilés par groupe cible: personnes déplacées, réfugiés et ménages victimes d'un conflit et/ou d'une catastrophe ayant des enfants d'âge scolaire ou accueillant des orphelins ou d'autres enfants vulnérables. Les programmes d'atténuation des effets de la maladie et de filets de sécurité visant les ménages touchés par le VIH contribuent à la réalisation de cet effet direct. L'appui aux ménages peut également contribuer à une meilleure observance du traitement antirétroviral ou à un plus grand succès du traitement antituberculeux au niveau des individus.

⁶⁵ Outre le score de consommation alimentaire des ménages, il est recommandé aux bureaux de pays de mesurer l'indicateur des stratégies de survie. Les scores de diversification de l'alimentation peuvent également être calculés à partir du score de consommation alimentaire des ménages pour indiquer les changements qualitatifs intervenus dans l'alimentation.

⁶⁶ Dans ce contexte, les **avoirs communautaires** sont les **avoirs naturels**, tels que les étangs et les sources, les **avoirs matériels**, tels que les barrages et les routes d'accès aux marchés, et les **avoirs sociaux**, tels que les écoles et les dispensaires.

⁶⁷ Cette moyenne est obtenue en divisant la somme des taux annuels de variation de toutes les écoles ayant fait l'objet de l'enquête par le nombre total d'écoles ciblées.

OBJECTIF STRATÉGIQUE 3: REMETTRE SUR PIED LES COMMUNAUTÉS ET RECONSTITUER LEURS MOYENS DE SUBSISTANCE APRÈS UN CONFLIT OU UNE CATASTROPHE OU DANS LES PÉRIODES DE TRANSITION			Impact: Contribution à la réalisation des OMD 1 et 7
Buts 1. Faciliter le retour des réfugiés et des personnes déplacées en leur fournissant une assistance alimentaire et nutritionnelle 2. Aider les communautés et les familles à rétablir leurs moyens de subsistance et leur sécurité alimentaire et nutritionnelle après un choc 3. Aider à créer ou à reconstruire les capacités d'approvisionnement ou de livraison des produits alimentaires des pays et des communautés touchés par une crise et contribuer à empêcher la reprise des conflits			
Effets directs	Indicateurs	Cibles visées et mesure des résultats au niveau du Programme	Cibles visées par les projets et source des données
Effet direct 3.4 a): Réduction de la malnutrition aiguë dans les groupes cibles d'enfants et/ou parmi les populations ciblées	3.4.1 Prévalence de la malnutrition aiguë chez les enfants de moins de 5 ans (rapport poids/taille, en pourcentage)	Réduction de la prévalence de la malnutrition aiguë chez les enfants de moins de 5 ans dans 80% des projets	Cible: propre à une population donnée – réduction de la prévalence de la malnutrition aiguë Source: données provenant du suivi et/ou des enquêtes
	3.4.2 Prévalence d'un faible périmètre brachial chez les enfants de moins de 5 ans	Stabilisation de la prévalence d'un faible périmètre brachial dans 80% des projets	Cible: propre à une population donnée – stabilisation de la prévalence d'un faible périmètre brachial Source: données provenant du suivi et/ou des enquêtes
	3.4.3 Taux de performance des activités de supplémentation alimentaire ⁶⁸	Cible atteinte dans 80% des projets	Cible: propre à une population donnée ⁶⁹ Source: suivi des programmes
Effet direct 3.4 b): réduction du retard de croissance chez les enfants/populations ciblées dans les situations postérieures à une crise	3.4.4 Prévalence du retard de croissance chez les enfants de moins de 2 ans (rapport taille/âge, en pourcentage)	Réduction de la prévalence du retard de croissance obtenue chez les enfants de moins de 2 ans dans 80% des projets	Cible: propre à une population donnée – réduction de la prévalence du retard de croissance Source: données provenant du suivi et/ou des enquêtes
Effet direct 3.5: Meilleure récupération nutritionnelle des personnes sous traitement antirétroviral et/ou traitement contre la tuberculose	3.5.1 Taux de récupération nutritionnelle ⁷⁰	Cible atteinte dans 80% des projets	Cible: taux de récupération nutritionnelle > 75% Source: suivi des programmes

⁶⁸ Taux de récupération, de mortalité, d'abandon et de non-réaction. Ces taux ne s'appliquent qu'au traitement de la malnutrition aiguë modérée (interventions ciblées).

⁶⁹ Les normes du projet SPHERE (taux de récupération > 75%, taux de mortalité < 3%, taux d'abandon < 15%, taux de non-réaction < 5%) serviront de repères.

⁷⁰ Il sera rendu compte séparément de cet indicateur pour le traitement antirétroviral et/ou le traitement contre la tuberculose.

OBJECTIF STRATÉGIQUE 3: REMETTRE SUR PIED LES COMMUNAUTÉS ET RECONSTITUER LEURS MOYENS DE SUBSISTANCE APRÈS UN CONFLIT OU UNE CATASTROPHE OU DANS LES PÉRIODES DE TRANSITION			Impact: Contribution à la réalisation des OMD 1 et 7
Buts			
<ol style="list-style-type: none"> Faciliter le retour des réfugiés et des personnes déplacées en leur fournissant une assistance alimentaire et nutritionnelle Aider les communautés et les familles à rétablir leurs moyens de subsistance et leur sécurité alimentaire et nutritionnelle après un choc Aider à créer ou à reconstruire les capacités d'approvisionnement ou de livraison des produits alimentaires des pays et des communautés touchés par une crise et contribuer à empêcher la reprise des conflits 			
Effets directs	Indicateurs	Cibles visées et mesure des résultats au niveau du Programme	Cibles visées par les projets et source des données
Produits	Indicateurs		
(pour la distribution des produits alimentaires, d'articles non alimentaires, de bons d'alimentation et pour les transferts monétaires, voir le Produit 1.1)			
Produit 3.2: Avoirs créés ou remis en état par les communautés et les personnes ciblées pour garantir leurs moyens de subsistance	3.2.1 Nombre d'avoirs communautaires créés ou remis en état par les communautés et les personnes ciblées, par type et unité de mesure		

OBJECTIF STRATÉGIQUE 4: RÉDUIRE LA FAIM CHRONIQUE ET LA DÉNUTRITION			Impact: Contribution à la réalisation des OMD 1 à 6
Buts 1. Aider les pays à ramener les taux de dénutrition en deçà du seuil critique et briser le cercle vicieux de la faim chronique transmise de génération en génération 2. Relever le niveau de l'éducation, de la nutrition et de la santé de base grâce à une aide alimentaire et nutritionnelle et à des outils destinés à protéger la sécurité alimentaire et nutritionnelle 3. Satisfaire les besoins alimentaires et nutritionnels des personnes touchées par le VIH/sida, la tuberculose ou d'autres pandémies			
Effets directs	Indicateurs	Cibles visées et mesure des résultats au niveau du Programme	Cibles visées par les projets et source des données
Effet direct 4.1 a): Augmentation de la capacité de production d'aliments enrichis, y compris les compléments alimentaires et les suppléments nutritionnels spéciaux, dans les pays recevant une aide du PAM	4.1.1 <i>Augmentation en pourcentage de la production d'aliments enrichis, y compris les compléments alimentaires et les suppléments nutritionnels spéciaux</i>	Objectif de production atteint dans 80 % des pays recevant une aide du PAM	Cible: hausse en pourcentage de la production, pendant la période couverte par l'assistance du PAM par type de produit pour chaque pays bénéficiant de l'aide du PAM Source: évaluation des capacités
Effet direct 4.1 b): Consommation alimentaire suffisante des ménages ciblés pendant la période couverte par l'assistance du PAM ⁷¹	4.1.2 <i>Score de consommation alimentaire des ménages</i> ⁷²	Score supérieur à la valeur seuil dans 80% des projets	Cible: le score de consommation alimentaire est supérieur à 35/42 parmi les ménages ciblés Source: enquête annuelle auprès des ménages ou données provenant du suivi
Effet direct 4.2: Amélioration de l'accès à l'éducation et valorisation du capital humain dans les écoles appuyées par le PAM	4.2.1 Taux de scolarisation: taux annuel moyen ⁷³ de variation du nombre de filles et de garçons inscrits	Augmentation d'au moins 6 % par an du taux dans 80% des projets	Cible: augmentation de 6 % par an du taux Source: données provenant du suivi annuel et/ou des enquêtes
	4.2.2 Taux de fréquentation: nombre de jours pendant lesquels les filles et les garçons vont en classe, en pourcentage du nombre total de jours de classe	Taux de fréquentation égal ou supérieur à 90% dans 80% des projets	Cible: taux de fréquentation égal à 90% Source: données provenant du suivi annuel et/ou des enquêtes
	4.2.3 Ratio garçons/filles parmi les enfants inscrits	Ratio garçons/filles égal à 1 dans 95% des projets	Cible: ratio garçons/filles égal à 1 Source: données provenant du suivi annuel et/ou des enquêtes

⁷¹ Les programmes d'atténuation des effets de la maladie et de filets de sécurité visant les ménages touchés par le VIH contribuent à la réalisation de cet effet direct. L'appui aux ménages peut également contribuer à une meilleure observance du traitement antirétroviral ou à un plus grand succès du traitement antituberculeux au niveau des individus.

⁷² Outre le score de consommation alimentaire des ménages, il est recommandé aux bureaux de pays de mesurer l'indicateur des stratégies de survie. Les scores de diversification de l'alimentation peuvent également être calculés à partir du score de consommation alimentaire des ménages pour indiquer les changements qualitatifs intervenus dans l'alimentation.

⁷³ Cette moyenne est obtenue en divisant la somme des taux annuels de variation de toutes les écoles ayant fait l'objet de l'enquête par le nombre total d'écoles ciblées.

OBJECTIF STRATÉGIQUE 4: RÉDUIRE LA FAIM CHRONIQUE ET LA DÉNUTRITION			Impact: Contribution à la réalisation des OMD 1 à 6
Buts 1. Aider les pays à ramener les taux de dénutrition en deçà du seuil critique et briser le cercle vicieux de la faim chronique transmise de génération en génération 2. Relever le niveau de l'éducation, de la nutrition et de la santé de base grâce à une aide alimentaire et nutritionnelle et à des outils destinés à protéger la sécurité alimentaire et nutritionnelle 3. Satisfaire les besoins alimentaires et nutritionnels des personnes touchées par le VIH/sida, la tuberculose ou d'autres pandémies			
Effets directs	Indicateurs	Cibles visées et mesure des résultats au niveau du Programme	Cibles visées par les projets et source des données
	4.2.4 Taux de passage dans la classe supérieure des filles et des garçons	Taux de passage égal ou supérieur à 50% dans 80% des projets	Cible: taux de passage dans la classe supérieure égal à 50% Source: données provenant des enquêtes auprès des écoles échantillonnées
Effet direct 4.3: Amélioration de l'état nutritionnel des femmes, filles et garçons ciblés	4.3.1 Prévalence du retard de croissance chez les enfants de moins de 2 ans ciblés (rapport taille/âge, en pourcentage) ⁷⁴	Objectif nutritionnel atteint dans 80% des projets	Cible: réduction de 10% ⁷⁵ par an de la prévalence du retard de croissance Source: données provenant du suivi et/ou des enquêtes
	4.3.2 Prévalence de l'anémie ferriprive chez les femmes et les enfants ciblés ⁷⁶	Objectif nutritionnel atteint dans 80% des projets	Cibles: – réduction de 10% par an de la prévalence de l'anémie ferriprive si des aliments enrichis sont fournis – réduction de 20% par an de la prévalence de l'anémie ferriprive si des micronutriments en poudre sont fournis Source: données provenant du suivi et/ou des enquêtes

⁷⁴ Pour les projets d'une durée de cinq ans, il convient d'utiliser la prévalence du retard de croissance chez les enfants de moins de 5 ans ciblés (exprimé en pourcentage du rapport taille/âge) (voir les indicateurs spécifiques par type de projet dans le *Indicator Compendium*).

⁷⁵ Indique une réduction en pourcentage et non une réduction en points de pourcentage.

⁷⁶ <110 g/l pour les femmes enceintes; <120 g/l pour les femmes qui ne sont pas enceintes; <110 g/l pour les enfants entre 6 et 59 mois; <115g/l pour les écoliers âgés de 5 à 11 ans; <120g/l pour les écoliers âgés de 12 à 14 ans.

OBJECTIF STRATÉGIQUE 4: RÉDUIRE LA FAIM CHRONIQUE ET LA DÉNUTRITION			Impact: Contribution à la réalisation des OMD 1 à 6
Buts 1. Aider les pays à ramener les taux de dénutrition en deçà du seuil critique et briser le cercle vicieux de la faim chronique transmise de génération en génération 2. Relever le niveau de l'éducation, de la nutrition et de la santé de base grâce à une aide alimentaire et nutritionnelle et à des outils destinés à protéger la sécurité alimentaire et nutritionnelle 3. Satisfaire les besoins alimentaires et nutritionnels des personnes touchées par le VIH/sida, la tuberculose ou d'autres pandémies			
Effets directs	Indicateurs	Cibles visées et mesure des résultats au niveau du Programme	Cibles visées par les projets et source des données
Effet direct 4.4: Meilleure observance du traitement antirétroviral et/ou amélioration de la réussite du traitement contre la tuberculose pour les patients ciblés ⁷⁷	4.4.1 Taux d'observance du traitement antirétroviral ⁷⁸	Taux d'observance atteint dans 80% des projets	Cible: Propre à une population donnée – Taux d'observance du traitement antirétroviral Source: données provenant du suivi et/ou des enquêtes
	4.4.2 Taux de réussite du traitement contre la tuberculose ⁷⁹	Taux de réussite du traitement contre la tuberculose ⁸⁰ de 85% dans 65% des projets	Cible: taux de réussite de 85 % du traitement contre la tuberculose ⁸¹ Source: données provenant du suivi et/ou des enquêtes
Produits	Indicateur		
(pour la distribution de produits alimentaires, d'articles non alimentaires, de bons d'alimentation et pour les transferts monétaires, voir le Produit 1.1)			

⁷⁷ Les patients tuberculeux sont ceux pour lesquels le diagnostic de tuberculose a été confirmé par une analyse bactériologique ou par un examen clinique (OMS, 2007).

⁷⁸ Pour les projets mettant en œuvre des programmes Soins et traitements, les bureaux doivent obligatoirement consigner, en plus du taux de réussite du traitement, les taux de récupération nutritionnelle pour les malades de la tuberculose.

⁷⁹ Pour les projets mettant en œuvre des programmes Soins et traitements, les bureaux doivent obligatoirement consigner, en plus du taux de réussite du traitement, les taux de récupération nutritionnelle pour les malades de la tuberculose.

⁸⁰ Le taux de réussite du traitement correspond au pourcentage de patients tuberculeux guéris par le traitement plus le pourcentage de ceux ayant terminé leur traitement (OMS 2007).

⁸¹ Objectif international de l'OMS pour les patients mis sous traitement contre la tuberculose (OMS 2007); Global tuberculosis control: surveillance, planning, financing (Rapport mondial 2008 sur la lutte contre la tuberculose) (OMS 2008).

OBJECTIF STRATÉGIQUE 5: RENFORCER LES CAPACITÉS DES PAYS DE LUTTER CONTRE LA FAIM, NOTAMMENT GRÂCE À UNE STRATÉGIE DE TRANSFERT DES RESPONSABILITÉS ET AUX ACHATS LOCAUX			Impact: Contribution à la réalisation des OMD 1 et 8
Buts 1. Utiliser le pouvoir d'achat du PAM pour appuyer le développement durable des systèmes destinés à protéger la sécurité alimentaire et nutritionnelle et faire de l'assistance alimentaire et nutritionnelle un investissement productif dans les communautés locales 2. Élaborer des stratégies de transfert des responsabilités claires pour trouver des solutions au problème de la faim répondant à l'initiative nationale 3. Renforcer les capacités des pays de formuler, de gérer et d'appliquer des politiques, programmes et outils visant à prévoir et à atténuer la faim			
Effets directs	Indicateurs	Cibles visées et mesure des résultats au niveau du Programme	Cibles visées par les projets et source des données
Effet direct 5.1: Nouvelles possibilités de commercialisation au niveau national grâce aux achats effectués localement par le PAM à des conditions avantageuses	5.1.1 <i>Produits alimentaires achetés sur les marchés locaux, en pourcentage des produits alimentaires distribués dans le pays</i>	Objectif atteint dans 80% des pays recevant une aide du PAM	Cible: objectif établi pour le pays– augmentation en pourcentage de la quantité de produits alimentaires achetés sur les marchés locaux à des conditions avantageuses Source: données provenant du suivi annuel et de l'analyse du rapport coût-efficacité
Effet direct 5.2: Progrès réalisés vers la recherche de solutions au problème de la faim répondant à l'initiative nationale ⁸²	5.2.1 <i>Indice de capacité nationale, par solution</i>	Cible atteinte dans 80% des projets	Cible:: objectif établi pour le pays– seuil fixé pour refléter l'augmentation des capacités nationales (sur la base d'une évaluation initiale, réalisée pour chaque solution) Source: évaluation des capacités

⁸² Les solutions au problème de la faim consistent à investir dans le capital humain par le biais de programmes efficaces et ciblés de protection sociale, comprenant des interventions durables issues de l'agriculture locale et prises en charge par les gouvernements pour répondre aux problèmes pressants de malnutrition et ceux liés à la faim qui affligent les populations les plus pauvres et les plus vulnérables. Ces solutions incluent les activités suivantes: les Achats au service du progrès, les programmes ciblés de protection sociale fondés sur des activités productives, l'alimentation scolaire issue de l'agriculture locale, les programmes de nutrition, les activités communautaires de réduction des risques de catastrophes destinées à améliorer la résistance des personnes vulnérables, les programmes de transfert de risque et d'assurance, la gestion des ressources naturelles, la création d'emplois, les moyens de subsistance, les programmes de diversification et de développement de l'infrastructure.

OBJECTIF STRATÉGIQUE 5: RENFORCER LES CAPACITÉS DES PAYS DE LUTTER CONTRE LA FAIM, NOTAMMENT GRÂCE À UNE STRATÉGIE DE TRANSFERT DES RESPONSABILITÉS ET AUX ACHATS LOCAUX		Impact: Contribution à la réalisation des OMD 1 et 8
Buts		
<ol style="list-style-type: none"> 1. Utiliser le pouvoir d'achat du PAM pour appuyer le développement durable des systèmes destinés à protéger la sécurité alimentaire et nutritionnelle et faire de l'assistance alimentaire et nutritionnelle un investissement productif dans les communautés locales 2. Élaborer des stratégies de transfert des responsabilités claires pour trouver des solutions au problème de la faim répondant à l'initiative nationale 3. Renforcer les capacités des pays de formuler, de gérer et d'appliquer des politiques, programmes et outils visant à prévoir et à atténuer la faim 		
Produits	Indicateur	
Produit 5.1: Produits alimentaires achetés sur les marchés locaux	5.1.1 Quantité de produits alimentaires achetés localement, exprimée en tonnes, par type et par catégorie de pays	
Produit 5.2: Capacités et sensibilisation renforcées grâce aux activités menées par le PAM	5.2.1. Nombre de personnes ayant reçu une formation dans les domaines de la conception et de la planification des programmes, ainsi que des procédures et des modalités de mise en oeuvre, ventilées par catégorie (gouvernement et partenaires) 5.2.2. Nombre de projets d'assistance technique menés par le PAM pour renforcer les capacités nationales 5.2.3. Dépenses encourues par le PAM pour les projets d'assistance technique destinés au renforcement des capacités nationales 5.2.4. Nombre d'outils ⁸³ , systèmes et solutions au problème de la faim transmis au gouvernement national.	

⁸³ Les outils d'analyse du PAM destinés à mettre en œuvre les solutions au problème de la faim sont adaptés, tout comme les outils institutionnels de ciblage et de suivi – analyse de la vulnérabilité et de la sécurité alimentaire, analyse approfondie de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité, systèmes d'alerte rapide, évaluation des besoins, planification préalable, analyse des marchés – aux besoins des pays et des communautés les plus vulnérables. Les outils opérationnels à disposition sont les suivants: procédures d'appel d'offre locales et internationales, modalités de transferts (produits alimentaires, transferts monétaires ou bons d'alimentation) et mécanismes de distribution, transformation des aliments, gestion des produits alimentaires, calcul des rations alimentaires, calcul des prestations au titre des transferts monétaires/bons d'alimentation, méthodologie des distributions générales de vivres, enregistrement des bénéficiaires, etc.

ANNEXE II-B: RAPPORTS SUR LA PERFORMANCE (EFFETS DIRECTS)

INDICATEURS	Taux de communication des données (%) ⁸⁴	Nombre de projets ayant mesuré l'indicateur	Nombre de valeurs ⁸⁵	Nombre de valeurs comparables ⁸⁶	Amélioration Valeur (%)	Stabilisation Valeur (%)	Taux d'amélioration pondéré (%)
Objectif stratégique 1							
Prévalence de la malnutrition aiguë chez les enfants de moins de 5 ans (rapport poids/taille, en pourcentage) ⁸⁷	63	42	84	31	20 (65)	1 (3)	64
Prévalence du faible périmètre brachial ⁸⁸	38	6	6	0	0 (0)	0 (0)	
Taux de récupération par supplémentation alimentaire	Nouvel indicateur	33	38	30	20 (67)	2 (7)	
Taux de mortalité chez les bénéficiaires de la supplémentation alimentaire	Nouvel indicateur	14	14	10	9 (90)	0 (0)	
Taux d'abandon de la supplémentation alimentaire	Nouvel indicateur	25	27	21	13 (62)	0 (0)	
Taux de non-réaction à la supplémentation alimentaire	Nouvel indicateur	7	8	6	4 (67)	0 (0)	
Score de consommation alimentaire des ménages	87	45	52	45	25 (56)	4 (9)	
Taux de rétention scolaire	67	4	4	2	2 (100)	0 (0)	
Taux d'abandon des traitements antirétroviraux, contre la tuberculose et de prévention de la transmission de la mère à l'enfant	57	4	4	3	1 (33)	2 (67)	

⁸⁴ Ce pourcentage est calculé comme suit: nombre de rapports normalisés sur les projets contenant des données sur les indicateurs applicables à l'ensemble du PAM divisé par le nombre total de projets dont le cadre logique mentionne ces indicateurs.

⁸⁵ Pour la majeure partie des indicateurs, à un projet correspond une valeur; font exception les indicateurs nutritionnels (qui peuvent être ventilés selon le lieu: par exemple, pour un projet portant sur plusieurs camps de réfugiés on obtiendra plusieurs valeurs pour le même indicateur).

⁸⁶ À l'exclusion des valeurs non comparables (lorsqu'il n'y pas de valeur de référence ou qu'aucun suivi n'est effectué) ou des valeurs uniques.

⁸⁷ Pour les projets ciblant les enfants de moins de 2 ans on a mesuré la prévalence de la malnutrition aiguë chez ces enfants.

⁸⁸ Y compris chez les enfants de moins de 5 ans ou de moins de 2 ans, selon le ciblage effectué pour le projet.

ANNEXE II-B: RAPPORTS SUR LA PERFORMANCE (EFFETS DIRECTS)

INDICATEURS	Taux de communication des données (%) ⁸⁴	Nombre de projets ayant mesuré l'indicateur	Nombre de valeurs ⁸⁵	Nombre de valeurs comparables ⁸⁶	Amélioration Valeur (%)	Stabilisation Valeur (%)	Taux d'amélioration pondéré (%)
Objectif stratégique 2							
Indice de préparation aux catastrophes	20	2	2	2	1 (50)	0 (0)	68
Score de consommation alimentaire des ménages	71	15	15	13	9 (69)	0 (0)	
Score des ménages en termes d'avoirs	71	5	5	2	1 (50)	0 (0)	
Score des communautés en termes d'avoirs	50	7	7	5	5 (100)	0 (0)	
Objectif stratégique 3							
Score de consommation alimentaire des ménages	56	18	18	15	12 (80)	0 (0)	80
Score des communautés en termes d'avoirs	15	3	3	2	2 (100)	0 (0)	
Taux de rétention scolaire	63	12	12	8	5 (62)	3 (38)	
Taux de scolarisation	86	12	12	9	9 (100)	0 (0)	
Prévalence de la malnutrition aiguë chez les enfants de moins de 5 ans (rapport poids/taille, en pourcentage) ⁸⁹	50	5	5	1	1 (100)	0 (0)	
Prévalence du faible périmètre brachial ⁹⁰	0	0	0	0	0 (0)	0 (0)	
Taux de récupération par supplémentation alimentaire	Nouvel indicateur	5	7	6	4 (67)	0 (0)	
Taux de mortalité chez les bénéficiaires de la supplémentation alimentaire	Nouvel indicateur	2	2	1	1 (100)	0 (0)	
Taux d'abandon de la supplémentation alimentaire	Nouvel indicateur	1	3	2	2 (100)	0 (0)	

⁸⁹ Pour les projets ciblant les enfants de moins de 2 ans on a mesuré la prévalence de la malnutrition aiguë chez ces enfants.

⁹⁰ Y compris chez les enfants de moins de 5 ans ou de moins de 2 ans, selon le ciblage effectué pour le projet.

ANNEXE II-B: RAPPORTS SUR LA PERFORMANCE (EFFETS DIRECTS)

INDICATEURS	Taux de communication des données (%) ⁸⁴	Nombre de projets ayant mesuré l'indicateur	Nombre de valeurs ⁸⁵	Nombre de valeurs comparables ⁸⁶	Amélioration Valeur (%)	Stabilisation Valeur (%)	Taux d'amélioration pondéré (%)
Taux de non-réaction à la supplémentation alimentaire	Nouvel indicateur	1	1	1	1 (100)	0 (0)	
Prévalence du retard de croissance chez les enfants ciblés de moins de 2 ans (rapport taille/âge, en pourcentage) ⁹¹	75	3	3	2	1 (50)	0 (0)	
Taux de récupération nutritionnelle des patients sous traitement antirétroviral et tuberculeux	Nouvel indicateur	8	8	4	3 (75)	0 (0)	
Objectif stratégique 4							
Augmentation, en pourcentage, de la production d'aliments enrichis	100	4	4	4	2 (50)	1 (25)	
Score de consommation alimentaire des ménages	31	4	4	3	2 (67)	0 (0)	
Taux de scolarisation	77	30	30	26	22 (85)	1 (4)	
Taux de fréquentation	79	34	34	28	16 (57)	3 (11)	
Ratio filles/garçons	84	46	46	43	18 (42)	16 (37)	
Taux de passage dans la classe supérieure	59	13	13	12	8 (67)	0 (0)	
Prévalence du retard de croissance chez les enfants ciblés de moins de 5 ans (rapport taille/âge, en pourcentage)	55	6	7	3	2 (67)	0 (0)	
Prévalence de l'anémie ferriprive chez les femmes et les enfants	55	6	15	6	5 (83)	0 (0)	
Taux de réussite du traitement contre la tuberculose	40	4	4	4	4 (100)	0 (00)	62

⁹¹ La prévalence du retard de croissance chez les enfants de moins de 5 ans ciblés (rapport taille/âge en %) est utilisée pour les projets d'une durée de cinq ans.

ANNEXE II-B: RAPPORTS SUR LA PERFORMANCE (EFFETS DIRECTS)

INDICATEURS	Taux de communication des données (%) ⁸⁴	Nombre de projets ayant mesuré l'indicateur	Nombre de valeurs ⁸⁵	Nombre de valeurs comparables ⁸⁶	Amélioration Valeur (%)	Stabilisation Valeur (%)	Taux d'amélioration pondéré (%)
Taux d'observance du traitement antirétroviral	Nouvel indicateur	5	5	5	4 (80)	1 (20)	
Objectif stratégique 5							
Achats de produits alimentaires sur les marchés locaux, en pourcentage des produits alimentaires distribués dans le pays	76	28	28	17	9 (53)	3 (18)	53
Indice de capacité nationale	Nouvel indicateur	3	3	0	0 (0)	0 (0)	

ANNEXE II-C: MÉTHODOLOGIE – ÉVALUATION DES OBJECTIFS STRATÉGIQUES

Méthodologie

Le modèle adopté pour l'évaluation des Objectifs stratégiques du PAM permet d'établir un constat final des réalisations synthétisé par les formules "progrès importants" en vert, "progrès modérés" en orange, "pas de progrès" en rouge et "données insuffisantes" en gris¹ (voir ci-dessous).

Progrès importants	Si $\geq 60\%$ des valeurs de l'indicateur se sont améliorées
Progrès modérés	Si de 40% à 59% des valeurs de l'indicateur se sont améliorées
Pas de progrès	Si $< 40\%$ des valeurs de l'indicateur se sont améliorées
Données insuffisantes	Les informations ne sont pas suffisantes pour porter une appréciation

Premières phases de l'évaluation des Objectifs stratégiques

1. Recenser les indicateurs d'effet direct applicables à l'ensemble du PAM pour chaque Objectif stratégique.
2. Noter le nombre de projets correspondant aux indicateurs dont il a été rendu compte dans les rapports normalisés sur les projets.
3. Établir et analyser le taux de communication des données.

Selon les critères utilisés dans le Rapport annuel sur les résultats de 2009, il faut qu'au moins un indicateur ait été mesuré dans au moins 10 projets.

Exemple: Les conclusions préliminaires dégagées des rapports normalisés sur les projets en 2010 pour les Objectifs stratégiques 3 et 5 sont comme suit:

Objectif stratégique 5

Indicateur	Nombre de projets ayant rendu compte de l'indicateur dans le rapport normalisé 2010
Achat de produits alimentaires sur les marchés locaux, en pourcentage des produits alimentaires distribués dans le pays	9
Élaboration et mise en oeuvre de stratégies de transfert des responsabilités	3
Accroissement en pourcentage des fonds publics consacrés aux solutions au problème de la faim dans le cadre des plans d'action nationaux	2

Objectif stratégique 3

Indicateur	Nombre de projets ayant rendu compte de l'indicateur dans le rapport normalisé 2010
Score de consommation alimentaire des ménages	20
Indicateur des stratégies de survie	8
Score des communautés relatif aux avoirs	4
Taux de rétention scolaire	10

¹ L'évaluation des Objectifs stratégiques du PAM est "concluante" quand au moins un indicateur a été mesuré dans 10 projets ou plus et que le taux de communication des données est supérieur à 50 pour cent (voir l'annexe II-B); les cibles et les valeurs de référence internes se rapportant à chaque priorité de gestion du PAM sont établies sur la base des indicateurs utilisés dans le Rapport annuel sur les résultats de 2010.

ANNEXE II C: MÉTHODOLOGIE – ÉVALUATION DES OBJECTIFS STRATÉGIQUES

Analyse:

Aucun des indicateurs correspondant à l'Objectif stratégique 5 n'a été mesuré par au moins 10 projets. C'est pourquoi ils ne feront pas l'objet d'une évaluation. On trouvera à l'annexe II-B des informations détaillées. Au titre de l'Objectif stratégique 3, deux indicateurs ont été mesurés dans au moins 10 projets, notamment le "score de consommation alimentaire des ménages" et le "taux de rétention scolaire".

1. La performance globale de l'Objectif stratégique 3 doit être évaluée en fonction du poids relatif des 20 projets ayant rendu compte du score de consommation alimentaire des ménages et des 10 projets ayant transmis des informations sur le taux de rétention scolaire – c'est-à-dire en fonction du taux de communication des données: à savoir, le nombre de projets ayant communiqué des données sur des indicateurs applicables à l'ensemble du PAM dans les rapports normalisés, divisé par le nombre de projets qui incluaient ces indicateurs dans leur cadre logique.
2. Le deuxième critère vise à établir si le taux de communication des données est égal ou supérieur à 50 pour cent pour au moins un des indicateurs.

Exemple: Noter le nombre de projets pour lesquels l'indicateur figure dans le cadre logique et le nombre de projets ayant rendu compte de cet indicateur dans les rapports normalisés.

Objectif stratégique 3

Indicateur	Nombre de projets incluant l'indicateur dans le cadre logique	Nombre de projets ayant rendu compte de l'indicateur dans le rapport normalisé 2010	Taux de communication des données
Score de consommation alimentaire des ménages	39	20	51%
Taux de rétention scolaire	22	10	45%

Avec un taux de communication des données de 51 pour cent, le score de consommation alimentaire des ménages satisfait pleinement au deuxième critère. L'Objectif stratégique 3 est donc prêt à être évalué.

Dernières phases de l'évaluation des Objectifs stratégiques

Les valeurs des indicateurs² communiquées dans les rapports normalisés sur les projets décrivent la situation en termes de réalisations ou résultats des projets: amélioration, stabilisation ou recul.

² Pour la plupart des indicateurs, il est attribué une seule valeur par projet, à l'exception des indicateurs nutritionnels, qui sont parfois désagrégés en fonction du lieu (camps de réfugiés par exemple), auquel cas un projet peut communiquer plus d'une valeur pour le même indicateur.

ANNEXE II C: MÉTHODOLOGIE – ÉVALUATION DES OBJECTIFS STRATÉGIQUES

ÉTAPE 1: Éliminer le nombre total des valeurs provenant d'une seule source ou de sources non comparables pour une analyse tendancielle.

Exemple: dans le cas de l'évaluation de l'Objectif 3 présentée ci-dessous, à chaque projet correspond une valeur. On obtient ainsi des séries de valeurs comparables qui permettent de procéder à l'analyse de tendance pour tous les indicateurs.

Objectif stratégique 3

Indicateur	Nombre de projets incluant l'indicateur dans le cadre logique	Nombre de projets ayant rendu compte de l'indicateur dans le rapport normalisé 2010	Taux de communication des données	Nombre total de valeurs	Nombre total de valeurs comparables
Score de consommation alimentaire des ménages	39	20	51%	20	18
Indicateur des stratégies de survie	12	8	67%	8	8
Score des communautés relatif aux avoirs	26	4	15%	4	2
Taux de rétention scolaire	22	10	45%	10	7

ÉTAPE 2: Analyser les indicateurs ci-dessus en utilisant le nombre total de valeurs comparables et en pondérant les résultats de la performance en fonction de la fréquence de la communication des données.

Exemple: Les conclusions préliminaires dégagées des rapports normalisés sur les projets en 2010 font apparaître un pourcentage plus élevé de valeurs attestant d'une amélioration:

Objectif stratégique 3

Indicateur	Nombre total de valeurs comparables	Résultats			Taux d'amélioration (pondéré)	
		Amélioration	Stabilisation	Recul		
Score de consommation alimentaire des ménages	A 18	1 94%	0%	6%	80%	Progrès importants
Indicateur des stratégies de survie	B 8	2 75%	0%	25%		
Score des communautés relatif aux avoirs	C 2	3 50%	50%	0%		
Taux de rétention scolaire	D 7	4 57%	29%	14%		

Analyse:

A, B, C et D représentent le nombre total de valeurs comparables communiquées permettant de procéder à une analyse de tendance. 1, 2, 3 et 4 représentent les résultats indiqués dans les rapports normalisés sur les projets en 2010. Sur 18 projets, 94 pour cent ont signalé une amélioration du score de consommation alimentaire des ménages.

A, B, C et D ont servi à pondérer les résultats de la performance de cet Objectif stratégique spécifique. Le taux global pondéré obtenu, soit 80 pour cent d'amélioration pour l'Objectif stratégique 3, a été calculé comme suit:

$$(A*1 + B*2 + C*3 + D*4)/\text{somme } (A+B+C+D).$$

Conclusion: En 2010, le résultat obtenu par le PAM pour l'Objectif stratégique 3 était le suivant: **PROGRÈS IMPORTANTS.**

ANNEXE II-D: ENSEIGNEMENTS TIRÉS – COMMUNICATION DES DONNÉES EN 2011

Le PAM comptait 212 projets en cours en 2011: 49 opérations d'urgence¹, 66 IPSR, 32 programmes de pays, 27 projets de développement et 38 opérations spéciales. La communication des données sur les indicateurs institutionnels d'effet direct s'est améliorée, se chiffrant à 66 pour cent, soit le niveau le plus élevé depuis l'approbation du Cadre de résultats stratégiques (2008–2013). L'indicateur relatif au score de consommation alimentaire des ménages est celui dont il a été le plus fréquemment rendu compte, avec des notifications émanant de 79 projets.

Nutrition

Les indicateurs relatifs à la nutrition dont il a été le plus fréquemment rendu compte sont ceux portant sur la prévalence de la malnutrition aiguë chez les enfants de moins de 5 ans (46 projets) et sur les résultats de la supplémentation alimentaire (40 projets), au titre des Objectifs stratégiques 1 et 3.

En ce qui concerne la prévalence de la malnutrition aiguë chez les enfants de moins de 5 ans, nombre des données transmises n'étaient pas comparables, ou bien une seule valeur avait été communiquée pour les indicateurs. Dans certains cas, cela tenait à l'évolution de la situation ou du contexte du développement dans les pays en cause, qui avait eu pour effet d'entraver la collecte de données; dans d'autres cas, les données avaient été recueillies à différentes époques de l'année, ce qui rendait la comparaison difficile en raison des variations saisonnières de l'état nutritionnel. Des directives pour la collecte et l'analyse des données anthropométriques seront diffusées pour les futurs cycles d'établissement de rapports normalisés sur les projets. S'agissant de la supplémentation alimentaire, il faut pour chaque projet prendre en compte conjointement les quatre indicateurs afin de permettre une meilleure interprétation des résultats.

Alimentation scolaire

La communication des données relatives à tous les indicateurs (taux de rétention scolaire, taux de scolarisation, taux de fréquentation, ratio filles/garçons et taux de passage dans la classe supérieure) a dépassé 50 pour cent au titre des Objectifs stratégiques 1, 3 et 4.

Moyens de subsistance

Soixante-dix pour cent des projets comportant des activités relatives aux moyens de subsistance au titre de l'Objectif stratégique 2 ont rendu compte d'indicateurs institutionnels d'effet direct. En 2011, sept bureaux de pays (contre cinq en 2010) ont communiqué des données sur les indicateurs relatifs au score des ménages en termes d'avoirs et au score des communautés en termes d'avoirs.

¹ Chiffre comprenant les opérations d'urgence approuvées de manière à permettre une intervention immédiate.

Sur la totalité des projets comportant des activités relatives aux moyens de subsistance menées au titre de l'Objectif stratégique 3, 66 pour cent ont rendu compte d'un ou de deux indicateurs institutionnels d'effet direct (contre 59 pour cent en 2010). Toutefois, le nombre de projets n'ayant pas communiqué de données sur ces indicateurs a augmenté pour diverses raisons, notamment le démarrage tardif des opérations, la brève durée des interventions ou la modeste envergure de la composante intéressant les moyens d'existence par rapport aux autres activités.

Mesures d'atténuation, filets de sécurité, et soins et traitements destinés aux personnes touchées par le VIH et la tuberculose

Les indicateurs concernant le VIH et la tuberculose dont il a été le plus fréquemment rendu compte sont le taux d'observance du traitement antirétroviral (11 projets) et le taux de réussite du traitement contre la tuberculose (4 projets), au titre des Objectifs stratégiques 3 et 4.

Bien que l'indicateur relatif aux taux de récupération nutritionnelle n'ait été mis en place qu'en novembre 2011, huit projets ont réussi à en rendre compte au titre des Objectifs stratégiques 3 et 4.

ANNEXE III: INDICATEURS DE PERFORMANCE 2011

	2011	2010	2009
Mobilisation des ressources			
Pourcentage des 20 premiers donateurs dont les contributions ont augmenté dans une proportion > 10 pour cent	40	20	15
Nombre de donateurs ayant signé des accords pluriannuels au cours de l'année	8	5	4
Montant ciblé pour les ressources en espèces provenant du secteur privé (en %)	81	119,6	130
Montants reçus par rapport aux besoins prévus (en %)	55	58	58
Financement des réserves assuré (en %)	89,4	106,3	109,7
Ratio de financement des réserves	3,6	3,9	4,1
Postes de direction occupés par des femmes (P-5 et rangs supérieurs) (en %)	36	36	35
Postes de direction occupés par des ressortissants de pays en développement (P-5 et rangs supérieurs) (en %)	28	28	28
Gestion des ressources			
Dépenses en produits alimentaires Chiffres effectifs par rapport aux prévisions (en %)	63	57	54
Valeur des pertes (en dollars) imputables à la fraude	38 951	382 458	1 349 724
Pertes après livraison (en %)	0,45	0,31	0,38
Journées de travail perdues pour cause de maladie ou de blessures (en %)	1,8	1,7	1,6
Nombre global des atteintes à la sécurité	786	785	620
Taux de respect des normes MOSS (en %)	60	92	90
Variation du taux d'émission de CO ² (en %)	N/D	-11,6	6,50
Nombre de recommandations issues des contrôles qui concernent des questions présentant un risque élevé et sont encore en suspens	15	22	21
Nombre d'articles/émissions (presse écrite, télévision et Internet) supervisés	79 082	57 534	52 600
Augmentation de la publicité à titre gracieux (en %)	-77	414	-15
Augmentation de la présence dans le cadre des réseaux sociaux en ligne (en %)	124	515	405

ANNEXE III: INDICATEURS DE PERFORMANCE 2011

	2011	2010	2009
Apprentissage et innovation			
Nombre d'accords conclus avec des donateurs qui mettent en évidence de nouvelles voies/sources de financement	20	19	7
Membres du personnel ciblés qui ont suivi le programme de formation destiné aux cadres intermédiaires (en %)	87	81	N/D
Membres du personnel ciblés qui ont suivi le Programme de développement des capacités d'encadrement (en %)	100	82	101 (encadrement stratégique) – 171 (principes généraux d'encadrement)
Investissements dans les technologies de l'information et des communications, en pourcentage du budget du PAM	9,7	6,7	8,5
Processus opérationnels internes			
Total des ressources allouées aux pays les plus aidés dont les besoins cumulés représentent 80 pour cent du total (en %)	83	85	83
Contrats d'approvisionnement alimentaire émis dans les délais stipulés (en %)	0,06	0,07	N/D
Disponibilité des services informatiques (en %)	99,82	99,84	99,50
Contrats dans le cadre desquels les produits alimentaires ont été livrés dans les délais prévus (en %)	79	78	N/D
Efficacité opérationnelle			
Bureaux de pays disposant d'un document de stratégie et d'un plan opérationnel (en %)	35	16	4
Coût direct annuel moyen par tonne distribuée (en dollars)	974	914	704
Coût direct annuel moyen par bénéficiaire (en dollars)	35,1	33,7	34,6
Quantité effective de produits alimentaires distribués par rapport à la quantité prévue (en %)	68	70	71
Nombre effectif de bénéficiaires par rapport au nombre prévu (en %)	107	93	87
Opérations ne bénéficiant pas d'un apport de liquidités suffisant (en %)	0	0	N/D

ANNEXE IV: RAPPORT SUR LA DÉONTOLOGIE

Résumé

Le présent rapport, soumis en application de la circulaire ED 2008/002 de la Directrice exécutive (Création du Bureau de la déontologie du PAM) dans laquelle le Bureau de la déontologie est prié de présenter un compte rendu annuel de ses activités et de la mise en œuvre de ses politiques, contient également des renseignements sur les activités du Comité de déontologie des Nations Unies dont le Bureau de la déontologie du PAM est membre.

Il porte sur la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2011.

I. INTRODUCTION ET HISTORIQUE

1. Le Bureau de la déontologie du PAM a été établi en janvier 2008 en application de la circulaire du Secrétaire général ST/SGB/2007/11 intitulée "Respect de la déontologie à l'échelle du système: organes et programmes ayant une administration distincte". Le principal objectif du Bureau de la déontologie est de veiller à ce que tous les fonctionnaires du Programme se conforment à leur mission et s'acquittent de leurs fonctions en satisfaisant aux exigences les plus élevées en matière d'intégrité prescrites par la Charte des Nations Unies, et dans le respect des Normes de conduite requises des fonctionnaires internationaux. La stratégie pour atteindre cet objectif consiste à instaurer une culture de l'éthique, de la transparence et de la responsabilisation. Les principales responsabilités du Bureau de la déontologie consistent notamment à mettre en œuvre les politiques et les activités suivantes:

- A. Transparence financière (circulaire ED 2008/004)
- B. Protection contre les représailles (circulaire ED 2008/003)
- C. Avis confidentiels (circulaire ED 2008/002)
- D. Formation, éducation et sensibilisation (circulaire ED 2008/002)
- E. Participation au Comité de déontologie et au Réseau de déontologie de l'Organisation des Nations Unies (circulaire ED 2008/002; ST/SGB/2007/11)

2. Le présent rapport du Bureau de la déontologie du PAM a été élaboré en application de la Section 5.4 de la circulaire ST/SGB/2007/11 qui demande aux bureaux de la déontologie du Secrétariat de l'ONU et des organes et programmes ayant une administration distincte de présenter un rapport annuel qui sera examiné par le Comité de déontologie des Nations Unies.

3. Les activités entreprises par le Bureau de la déontologie pendant la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2011 sont évaluées dans le présent rapport.

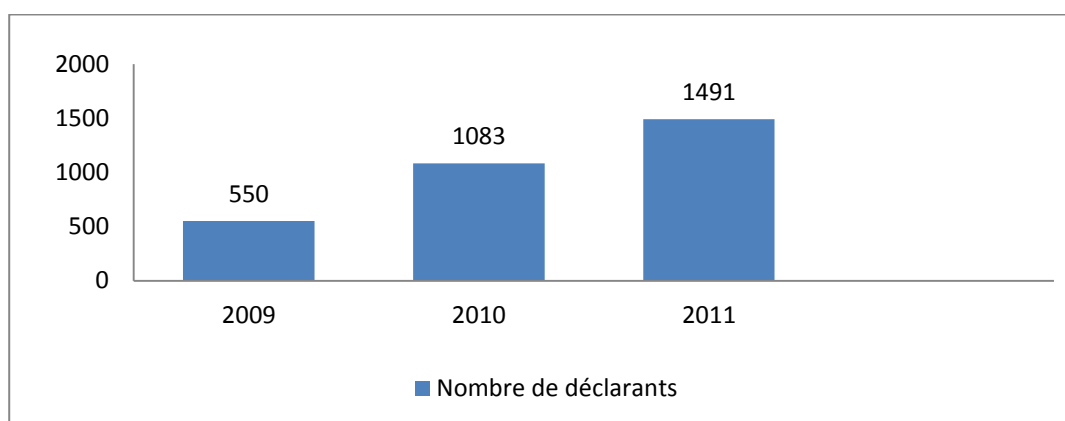
II. ACTIVITÉS DU BUREAU DE LA DÉONTOLOGIE

Programme concernant la déclaration de situation financière et d'intérêts

4. La politique du PAM relative à la déclaration de situation financière a été adoptée en avril 2008 conformément à la circulaire 2008/004 de la Directrice exécutive et a été appliquée pour la première fois en 2009. Il s'agit là d'un aspect essentiel de l'adhésion du PAM aux mesures tendant à assurer la transparence et renforcer la confiance du public. Le dispositif de transparence financière est un moyen de protection et de gestion des risques pour les fonctionnaires et pour le Programme. Le Bureau de la déontologie est chargé d'administrer ce dispositif dans le but de détecter, de gérer et de limiter les risques de conflit d'intérêts afin de mieux convaincre l'opinion publique de l'intégrité du Programme. Les déclarations de situation financière sont examinées conjointement par le Bureau de la déontologie et par un sous-traitant.

5. En 2011, le Bureau de la déontologie a pour la troisième fois appliqué le dispositif de transparence financière portant sur les transactions de 2010 et achevé l'examen des déclarations soumises en 2010. Les fonctionnaires de classe D-1 ou de rang supérieur, les chargés des achats, les fonctionnaires dont les attributions portent essentiellement sur les achats ou les placements, les fonctionnaires dont les tâches sont principalement liées à l'achat de biens et de services, et ceux qui ont un accès direct à des informations confidentielles concernant les achats ou les placements doivent remplir chaque année une déclaration de situation financière. Pour 2011, les directeurs des unités principales ou des bureaux de pays ont répertorié 1 491 employés du PAM – soit 9,9 pour cent du total des effectifs – répondant à ces critères et devant remplir une déclaration financière ou un questionnaire concernant leurs conflits d'intérêt. Ce chiffre représente une hausse de 38 pour cent par rapport à l'année précédente (voir figure 1), une situation qui peut être attribuée d'une part à une meilleure connaissance du programme et, de l'autre, à une tendance de certains directeurs à rallonger la liste du personnel concerné.

Figure 1: Participation au dispositif de transparence financière par année civile (2009-2011)



6. En 2011, le Bureau de la déontologie a utilisé un nouveau questionnaire pour la déclaration d'intérêts. Ce questionnaire développe essentiellement les questions de suivi qui figuraient dans le formulaire standard de déclaration de situation financière et comporte une série de questions sur les conflits d'intérêt les plus courants pour les employés du PAM, lesquelles ont été établies à partir d'une analyse approfondie des déclarations des deux années précédentes (2009 et 2010). Ce questionnaire invite le membre du personnel à donner des renseignements sur les relations qu'il peut avoir eues ou que d'autres membres de la famille qu'il a à charge peuvent avoir eues

avec des fournisseurs, des partenaires ou des gouvernements ayant des liens avec le PAM et de signaler les activités extérieures, les dons ou distinctions acceptés, les relations familiales au sein du système des Nations Unies, les relations bailleurs/locataire, etc. Le questionnaire est conçu de façon à révéler ou à faire apparaître tous les conflits d'intérêt potentiels susceptibles de porter atteinte à la réputation du Programme avant qu'ils ne se concrétisent; tous les fonctionnaires concernés par cette activité sont tenus de le remplir. En conséquence, la situation de tous les déclarants de l'année 2011 au regard des conflits d'intérêt les plus courants auxquels le PAM et son personnel sont confrontés a été examinée. Cette activité s'est déroulée sur 30 jours, entre la mi-mai et la mi-juin 2011.

7. Pendant le déroulement de l'activité 2011, les deux personnes que compte le Bureau de la déontologie ont reçu plus de 2 400 courriels, appels téléphoniques et visites concernant la manière de remplir le questionnaire. L'augmentation importante des demandes par rapport aux années précédentes est surtout due aux difficultés rencontrées pour accéder au formulaire sécurisé en ligne en 2011, comme on le verra ci-après. Toutes les déclarations et tous les questionnaires ont été examinés par le Bureau de la déontologie et un sous-traitant afin de déceler les conflits d'intérêt réels ou potentiels.

8. À la fin de l'activité 2011, 1 130 fonctionnaires avaient rempli la déclaration de situation financière ou le questionnaire sur le conflit d'intérêt. Pour ce qui concerne les fonctionnaires n'ayant pas rempli les formulaires, toute une série de raisons ont été invoquées, notamment l'approbation d'une dérogation, le transfert interne, un congé ou un détachement durant l'année considérée. Quoi qu'il en soit, la grande majorité de ceux qui n'ont pas pu finir de remplir le questionnaire ont eu du mal à accéder au formulaire en ligne sécurisé à partir de bureaux éloignés ou non connectés (voir le paragraphe 10). L'examen des 1 130 déclarations et questionnaires a montré qu'il existait une possibilité ou un début de conflit d'intérêt dans 164 cas, soit 14,5 pour cent. Par exemple, plusieurs fonctionnaires ont signalé que leur conjoint ou un membre de leur famille proche travaillait pour le Programme ou pour une autre institution des Nations Unies, ou encore pour une ONG ou un gouvernement. D'autres ont indiqué avoir des relations d'une forme ou d'une autre avec un partenaire ou un fournisseur du PAM, ou avoir une relation locataire/propriétaire avec un gouvernement ou un autre employé d'un organisme des Nations Unies. Toutefois, après un examen approfondi aucune de ces relations ne s'est avérée contrevenir au Statut et au Règlement du personnel (tableau 1).

**TABLEAU 1: CONSTATATIONS DE L'EXAMEN DES DÉCLARATIONS/
QUESTIONNAIRES SUR LA SITUATION FINANCIÈRE**

Constatations de l'examen des déclarations/ questionnaires sur la situation financière	Année de soumission	Pourcentage
Statut		
Aucun conflit	2011 966	85,5
Possibilité ou début de conflit d'intérêt, par exemple relations impliquant famille, locataire, fournisseur, gouvernement, etc.		
Aucun conflit constaté après examen	164	14,5
Total général	1 130	100

9. Il a été demandé à plus de 75 pour cent des déclarants des renseignements supplémentaires, notamment la nature et la localisation des actifs et d'autres détails concernant leurs autres revenus, bénéfices, dettes et prestations complémentaires. Les sociétés et organisations avec lesquels les fonctionnaires ont signalé avoir des liens ont été comparées avec la liste des fournisseurs du PAM qui comprend plus de 2 000 entreprises. La grande majorité des fonctionnaires qui ont répondu aux demandes de données supplémentaires ont confirmé qu'aucun des actifs, revenus, bénéfices provenant de la vente d'un bien immobilier, et qu'aucunes prestations supplémentaires et dettes n'avaient un rapport avec un fournisseur, un projet ou un sous-traitant du Programme.

10. En 2011, le Programme a poursuivi sa transition de la plateforme de courriel Lotus Notes à MS Outlook dans le cadre du projet "Connect", un objectif stratégique de la Division des technologies de l'information. Toutes les unités du Siège et un certain nombre de bureaux régionaux et de bureaux de pays ont ainsi pu accéder en ligne aux formulaires et les remplir via MS Outlook selon un processus sécurisé ne comportant qu'une étape. Cependant la plupart des bureaux de pays et plusieurs bureaux régionaux ont continué à utiliser la plateforme Lotus Notes tout au long de l'année 2011. Ces bureaux ont rencontré des difficultés exceptionnelles pour accéder au formulaire sécurisé en ligne en raison du passage à MS Outlook. Dans la plupart des cas, les déclarants ont dû, pour accéder aux formulaires en ligne, utiliser des procédures requérant des mots de passe nouveaux ou révisés qui ont souvent entraîné des blocages de sécurité nécessitant l'intervention du service d'assistance informatique. Si la sécurité des deux systèmes de courriel est restée très prioritaire, un nombre important de fonctionnaires n'ont cependant pas réussi malgré de nombreuses tentatives à accéder aux formulaires via Lotus Notes. Le département des TI a depuis lors résolu le problème et tous les fonctionnaires concernés pourront accéder aux formulaires pour l'activité 2012.

Protection contre les représailles des personnes qui signalent des manquements ou qui collaborent à des audits ou à des enquêtes dûment autorisés

11. Tout fonctionnaire est tenu de signaler toute violation des règles et règlements du PAM aux responsables qui sont eux même tenus de prendre les mesures appropriées et de coopérer avec les instances de contrôle du PAM. Toute personne qui dénonce une violation en agissant de bonne foi a le droit d'être protégée contre toutes représailles. L'une des tâches importantes du Bureau de la déontologie est notamment de renforcer la protection contre les représailles des personnes qui dénoncent des manquements, fournissent de bonne foi des informations sur des irrégularités commises par un ou plusieurs fonctionnaires ou coopèrent à un audit ou à une enquête dûment autorisés. Le principal objectif de la politique est d'assurer que le fonctionnaire qui est tenu de dénoncer les manquements et de coopérer aux audits et aux enquêtes ne sera pas empêché de le faire par crainte de représailles.

12. Le Bureau de la déontologie est chargé de recevoir les plaintes pour représailles et de mener un examen préliminaire afin de déterminer s'il existe à première vue des éléments indiquant que le plaignant doit être protégé au titre de la politique (circulaire ED 2008/003). Si le bien-fondé de la plainte n'est pas établi, le plaignant est informé des mécanismes internes les plus appropriés pour résoudre les questions soulevées. Par contre, si la plainte paraît à première vue fondée, le Bureau de la déontologie transmet l'affaire par écrit au Bureau de l'Inspecteur général et des services de contrôle.

13. Durant le cours de l'enquête, le Bureau de la déontologie peut recommander à la Directrice exécutive de prendre des mesures conservatoires des intérêts du plaignant. Le Bureau de la déontologie prendra une décision finale après avoir reçu et évalué le rapport d'enquête et les éléments de preuve.

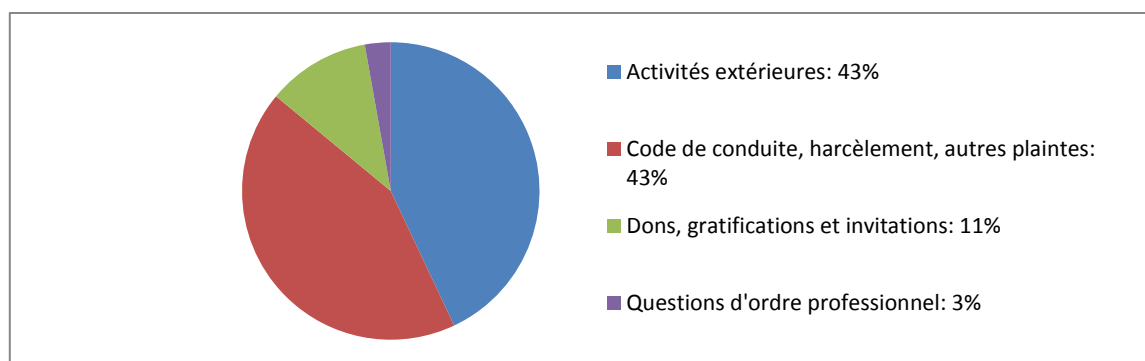
14. Au cours de la période de déclaration de 2011, le Bureau de la déontologie a reçu six plaintes liées à la protection contre une seule pour les deux années 2009 et 2010. Pour quatre d'entre elles, un examen préliminaire a été jugé nécessaire et, après évaluation, une seule a été transmise pour enquête après qu'il ait été considéré qu'elle constituait à première vue un cas de représailles. Les autres plaintes ne répondant pas aux critères établis à l'issue de l'examen préliminaire, ont été classées ou transmises à d'autres bureaux. Pour ce qui concerne les deux autres demandes, l'une a été retirée volontairement et l'autre, déposée fin 2011 est toujours en cours, dans l'attente d'informations supplémentaires.

Avis confidentiels

15. Le Bureau de la déontologie est chargé de fournir des avis au personnel et à la direction dans un cadre confidentiel afin de prévenir, de détecter et de gérer tout conflit d'intérêt, réel ou potentiel. Cette activité aide non seulement le personnel à s'en tenir à des normes éthiques et professionnelles de haut niveau mais contribue aussi à éviter ou à gérer des situations susceptibles de donner lieu à un conflit d'intérêt. Le Bureau est aussi chargé d'élaborer, d'examiner et de diffuser des politiques, des règles et des orientations ainsi que d'assurer une formation sur toutes les questions de déontologie à l'intention de la direction et du personnel, notamment des avis sur des questions liées à l'indépendance, la neutralité, l'activité politique, la loyauté envers l'organisation et ses principaux objectifs, et le statut de fonctionnaire international.

16. Durant la période de déclaration, le Bureau de la déontologie a enregistré 107 demandes d'avis sur des questions non liées à la transparence financière, contre 67 en 2010 et 38 en 2009, ce qui montre l'importance croissante de sa fonction d'orientation. Ces demandes (figure 2) portaient essentiellement sur les conflits d'intérêt, à savoir activités extérieures (43 pour cent), Code de conduite des Nations Unies ou harcèlement (43 pour cent), acceptation de dons ou de faveurs (11 pour cent) et questions d'ordre professionnel (3 pour cent).

Figure 2: Demandes d'avis – Catégories



Formation, éducation et sensibilisation

17. Les activités de formation, d'éducation et de sensibilisation sont les fonctions primordiales du Bureau de la déontologie. Les efforts visant à ce que le personnel et la direction satisfassent aux exigences déontologiques les plus élevées se sont poursuivis en 2011 dans le cadre de diverses activités.

18. Depuis sa création en 2008, le Bureau de la déontologie du PAM a mis à la disposition de tout le personnel sur son site web deux cours de formation en ligne et a publié des notices régulières incitant le personnel à suivre ces cours en ligne. Le Bureau a aussi collaboré avec la Division des ressources humaines (Sous-Division de la formation et de l'évaluation professionnelle) et les autres bureaux chargés des contrôles à la conception de cours de formation obligatoires pour tout le personnel sur le Code de conduite des Nations Unies, les pratiques antifraude et anticorruption, la sensibilisation à la déontologie et le harcèlement.

19. Après approbation par le Conseil d'administration d'une politique antifraude et anticorruption à la fin de 2010, le Bureau de la déontologie et le Bureau de l'Inspecteur général et des services de contrôle ont présenté conjointement au début de 2011 un cours de sensibilisation sur les mesures antifraude/anticorruption ainsi que sur la déontologie et les politiques en matière de harcèlement, de harcèlement sexuel et d'abus de pouvoir. Les membres de la haute direction ont été informés séparément des questions de déontologie, tout comme les autres unités du Siège, et en particulier les divisions chargées des achats et de la logistique. Un guide sur la passation des marchés et la déontologie a été élaboré en collaboration avec la Division des achats et diffusé en 2011 par le biais de son site web interne.

20. Le Bureau de la déontologie a aussi collaboré avec les bureaux des médiateurs du PAM et du HCR ainsi qu'avec le Bureau de la déontologie du HCR pour former conjointement des conseillers pour le respect sur le lieu de travail en tant qu'ambassadeurs de la déontologie dans la région Asie (septembre 2011). Cette formation est une nouvelle initiative qui a démarré en 2011 et doit être étendue aux bureaux régionaux au Soudan, en Amérique latine et aux Caraïbes et en Afrique de l'Ouest en 2012. Les nouveaux ambassadeurs de la déontologie serviront de coordonnateurs dans les bureaux de pays pour les questions de déontologie et seront pour leurs collègues un point de contact neutre et confidentiel et une source d'information et un appui lorsqu'ils se verront confrontés à un conflit sur leur lieu de travail ou à un problème de déontologie. Ils consulteront et demanderont l'avis du Bureau de la déontologie du Siège qui, avec le Bureau du médiateur, sera chargé de les informer au sujet des dernières politiques et pratiques utiles.

21. Le Bureau de la déontologie a étendu les activités de sensibilisation en tête-à-tête à tous les directeurs de pays de la région de l'Afrique australe (décembre 2011) et poursuivi en 2011 sa collaboration de trois ans avec la Division des ressources humaines pour informer tous les agents nouvellement recrutés des normes de déontologie, en particulier en matière d'intégrité. Des brochures présentant de manière synthétique les principales fonctions et politiques du Bureau de la déontologie ont été élaborées et diffusées à tous les participants des sessions de sensibilisation. D'autres sessions de sensibilisation sont prévues en 2012 dans d'autres unités du Siège.

Élaboration des normes et appui aux politiques

22. Pour instaurer le respect de la déontologie, la transparence et la responsabilité à l'échelle du PAM, il convient de mener des actions de sensibilisation fréquentes et cohérentes – l'une des autres fonctions importantes du Bureau de la déontologie. Tout au long de l'année 2011, le Bureau a continué de fournir à la direction des avis sur l'intégration des normes déontologiques dans les pratiques et les processus institutionnels.

23. En tant que membre de droit du groupe de direction élargi présidé par la Directrice exécutive, le Directeur du Bureau de la déontologie participe aux réunions hebdomadaires organisées pour faire le point sur les pratiques et politiques de déontologie les plus récentes. Le Bureau de la déontologie est aussi invité périodiquement par la Division des politiques, de la planification et des stratégies à examiner les nouvelles initiatives du Programme, et la Division des ressources humaines a continué à solliciter régulièrement son avis. Le Bureau a aussi joué un rôle consultatif important auprès de la direction s'agissant de la participation du PAM à l'examen des normes de conduite entrepris en 2011 par la Commission de la fonction publique internationale.

24. En 2011, le Bureau de la déontologie a aussi rédigé et diffusé de nouveaux questionnaires concernant la protection contre les représailles et les activités menées hors du PAM qui ont rendu plus aisées les demandes des fonctionnaires sur ces deux importantes politiques.

Comité de déontologie des Nations Unies et Réseau de déontologie

25. Le Comité de déontologie des Nations Unies a été créé par le Bureau du Secrétaire général en application de la circulaire ST/SGB/2007/11 qui est entrée en vigueur le 1^{er} décembre 2007. Il a pour mandat d'uniformiser les normes et politiques du Secrétariat de l'ONU et des organes et programmes ayant une administration distincte et d'engager les consultations nécessaires au sujet de certaines des affaires et questions importantes et particulièrement complexes ayant des incidences à l'échelle du système. En 2011, par exemple, le Bureau de la déontologie du PAM a émis des avis reflétant le consensus du Comité à l'intention de la direction, notamment sur l'examen des normes de conduite effectué par la Commission de la fonction publique internationale.

26. Le Comité de déontologie est composé des chefs des bureaux de la déontologie des organes et programmes des Nations Unies ayant une administration distincte et du Chef du Bureau de la déontologie du Secrétariat de l'ONU. Au 31 décembre 2011, les entités suivantes y étaient représentées: Bureau de la déontologie du Secrétariat de l'ONU, PNUD, UNICEF, Fonds des Nations Unies pour la population, Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets, PAM, Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient et HCR.

27. Le Réseau de déontologie a été créé le 21 juin 2010 en vue d'appuyer les efforts déployés par le Secrétaire général pour promouvoir la collaboration entre tous les organismes des Nations Unies en matière de déontologie. Il regroupe les responsables de la déontologie et les spécialistes de domaines connexes du Secrétariat de l'ONU, des fonds, programmes et organismes spécialisés des Nations Unies, des institutions financières internationales, notamment la Banque mondiale et le Fonds monétaire international, et d'autres organisations multilatérales. Le

Réseau, qui a tenu trois réunions depuis sa création, dont une au cours de la période considérée, a axé ses efforts sur l'élaboration d'un répertoire des pratiques en rapport avec les fonctions d'un bureau de la déontologie et sur l'échange de données d'expérience et de documents relatifs aux enquêtes, à la formation concernant la déontologie, à la transparence financière et aux services de conseil en déontologie. Le Réseau a depuis pris le nom de Réseau de déontologie des organisations multilatérales.

28. Conformément à la disposition de la circulaire du Secrétaire général sur l'application de la déontologie à l'échelle du système, le Directeur du Bureau de la déontologie du PAM participe aux réunions du Comité de déontologie de l'ONU. En sa qualité de membre du Comité de déontologie de l'ONU, il a participé aux neuf réunions de ce Comité, ainsi qu'à la réunion du Réseau de déontologie qui s'est tenue à Vienne (Autriche) en juillet 2011. Durant la période concernée, le Comité de déontologie a traité un certain nombre de questions d'intérêt commun, notamment l'harmonisation et la cohérence des avis émis en matière de déontologie, l'application des dispositifs de transparence financière, la formation en ligne et la déontologie, l'examen des rapports annuels des membres du Comité de déontologie, les séances d'initiation destinées aux hauts responsables, un examen des normes de conduite de la Commission de la fonction publique internationale, les projets et propositions de lutte contre la corruption et contre la fraude, et un atelier sur les politiques et les pratiques de protection contre les représailles appliquées par les membres du Comité. Le rapport du Secrétaire général à la soixante-sixième session de l'Assemblée générale "Activités du Bureau de la déontologie" (doc. A/66/319) fait état des activités du Comité de déontologie de l'ONU.

III. CONCLUSION

29. Après quatre années de fonctionnement, le Bureau de la déontologie continue de faire valoir sa pertinence et son rôle qui consiste à instaurer une culture de la déontologie, de la transparence et de la responsabilité au sein du Programme, tout en s'acquittant des responsabilités croissantes qui lui ont été confiées malgré l'insuffisance de ses effectifs. Compte tenu de la croissance exponentielle du nombre de questions ou de demandes d'avis qui lui sont adressées chaque année, le Bureau de la déontologie devra être étoffé pour ne plus se limiter au directeur et à son assistant administratif. Cette expansion permettra de conserver les précédents et d'assurer la continuité.

30. Le Comité de déontologie des Nations Unies s'est avéré utile pour assurer une application cohérente des normes de déontologie et renforcer la synergie entre organismes des Nations Unies, comme en témoigne le processus d'élaboration du Code de déontologie à l'échelle du système applicable à tous les fonctionnaires des Nations Unies et l'harmonisation des principales politiques et pratiques en matière de déontologie durant la période concernée.

ANNEXE V: PERSONNEL DU PAM AYANT UN CONTRAT D'UNE DURÉE D'UN AN OU PLUS¹

CATÉGORIE	TOTAL	NOMBRE DE FEMMES	POURCENTAGE DE FEMMES
Catégories supérieures (D-2 et plus)	50	13	26
Fonctionnaires du cadre organique recrutés au niveau international (P-1 à D-1)	1 375	557	41
Administrateurs auxiliaires	49	36	73
TOTAL, PERSONNEL RECRUTÉ SUR LE PLAN INTERNATIONAL	1 474	606	41
Administrateurs nationaux	619	223	36
Agents des services généraux	2 895	1 140	39
Contrats de service	6 811	1 554	23
TOTAL, PERSONNEL RECRUTÉ SUR LE PLAN NATIONAL	10 325	2 917	28
TOTAL, PERSONNEL DU PAM²	11 799	3 523	30

¹ Ne comprend pas les contrats d'une durée égale ou inférieure à 11 mois, comme les contrats à court terme des administrateurs internationaux, les contrats de consultants, les contrats à court terme du personnel des services généraux, les accords de services spéciaux, les stagiaires, les contrats d'auteur, les boursiers, les volontaires du PAM et les travailleurs occasionnels.

² Données extraites le 12 janvier 2012 de WINGS II.

ANNEXE VI: PROFIL DE L'AIDE ALIMENTAIRE DANS LE MONDE

	2007	2008	2009	2010	2011
Livraisons d'aide alimentaire (en millions de tonnes)					
Livraisons d'aide alimentaire dans le monde	6,0	6,5	6,1	5,9	4,1
Part du total correspondant au PAM	3,1	4,0	3,8	3,3	2,4
Livraisons d'aide alimentaire, par produit					
Céréales	5,2	5,6	5,2	5,5	3,8
Produits autres que les céréales	0,9	0,9	0,9	0,3	0,3
Livraisons d'aide alimentaire dans le monde (en %)					
Achats dans les pays en développement	39	32	31	32	34
Livraisons d'aide alimentaire, par modalité					
Bilatérales	22	11	6	5	4
Multilatérales	54	64	64	57	62
Organisations non gouvernementales	24	25	30	37	34
Livraisons d'aide alimentaire, par catégorie					
Opérations d'urgence	62	76	74	74	67
Projets	23	19	22	22	30
Programmes	15	5	4	4	3
Livraisons d'aide alimentaire, par région					
Afrique subsaharienne	53	63	63	58	62
Asie	30	24	23	29	21
Europe orientale et Communauté d'États indépendants	5	2	2	1	0
Amérique latine et Caraïbes	6	5	5	8	7
Moyen-Orient et Afrique du Nord	6	6	5	4	10
Livraisons à destination des					
Pays en développement	97,7	98,3	97,9	98,4	95,8
Pays les moins avancés	56,5	68,8	66,9	66,5	64,2
Pays à faible revenu et à déficit vivrier (PFRDV)	92,0	91,9	92,0	94,5	87,2
Livraisons totales d'aide alimentaire sous forme de céréales, exprimées en pourcentage					
De la production mondiale de céréales	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Des importations mondiales de céréales	1,6	1,8	1,7	1,8	1,2
Livraisons totales d'aide alimentaire sous forme de céréales aux PFRDV, exprimées en % de leur(s)					
production de céréales	0,4	0,5	0,4	0,5	0,3
importations de céréales	5,2	6,4	5,6	5,9	3,7

Note: Les données sont provisoires

Sources: PAM/INTERFAIS, 2 mai 2012



ANNEXE VII: ACHAT DE PRODUITS ALIMENTAIRES PAR LE PAM EN 2011

	Quantités (en tonnes)	% du total	En millions de dollars	% du total
Pays en développement				
Pays les moins avancés	632 411	26	267,4	22
Autres pays à faible revenu ¹	66 446	3	27,2	2
Pays à revenu intermédiaire (tranche inférieure) ²	656 697	27	378,5	31
Pays à revenu intermédiaire (tranche supérieure) ³	383 308	16	196,6	16
Total partiel	1 738 863	71	869,7	71
Pays développés				
Total partiel	696 339	29	362,3	29
TOTAL	2 435 202	100	1 232,0	100

No.	PAYS	(en tonnes)	En dollars
Pays en développement			
1	INDONÉSIE	95 112	117 984 471
2	PAKISTAN	202 409	80 211 407
3	INDE	198 251	75 841 675
4	TURQUIE	99 232	56 367 966
5	AFRIQUE DU SUD	109 683	53 360 597
6	ÉTHIOPIE	85 293	42 684 636
7	MALAWI	108 630	40 031 321
8	BRÉSIL	74 222	27 448 586
9	HONDURAS	30 068	23 782 467
10	KENYA	57 961	22 867 269
11	SOUDAN	61 264	21 573 616
12	YÉMEN	47 903	21 127 301
13	RÉPUBLIQUE-UNIE DE TANZANIE	64 992	20 030 782
14	OUGANDA	40 690	18 538 048
15	MYANMAR	33 504	17 238 488
16	ARGENTINE	12 923	15 470 025
17	ÉGYPTE	19 493	13 782 524
18	KAZAKHSTAN	44 010	12 866 352

¹ Revenu national brut par habitant de 1 005 dollars en 2010.

² Revenu national brut par habitant compris entre 1 006 et 3 975 dollars en 2010.

³ Revenu national brut par habitant compris entre 3 976 et 12 275 dollars en 2010.

ANNEXE VII: ACHAT DE PRODUITS ALIMENTAIRES PAR LE PAM EN 2011

No.	PAYS	(en tonnes)	En dollars
Pays en développement			
19	VIET NAM	24 665	12 149 643
20	UKRAINE	29 335	12 017 130
21	MOZAMBIQUE	32 408	11 574 521
22	BANGLADESH	15 550	11 569 884
23	MALI	19 197	10 128 655
24	AFGHANISTAN	23 818	9 852 083
25	ZAMBIE	31 705	9 056 678
26	MEXIQUE	6 515	7 746 905
27	GUATEMALA	10 120	7 686 954
28	TERRITOIRE PALESTINIEN OCCUPÉ	8 092	6 164 183
29	EL SALVADOR	3 847	5 772 311
30	CAMBODGE	13 433	5 653 363
31	CHINE	6 571	5 484 856
32	SRI LANKA	9 992	5 240 648
33	RWANDA	9 102	4 540 918
34	MAROC	2 519	4 251 935
35	NÉPAL	5 001	4 007 429
36	GHANA	6 710	3 672 513
37	RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO	4 978	3 530 556
38	ÉTAT PLURINATIONAL DE BOLIVIE	4 253	3 487 387
39	ALGÉRIE	10 228	3 456 462
40	TUNISIE	4 791	3 454 476
41	BURKINA FASO	6 856	3 347 577
42	MALAISIE	2 413	3 121 523
43	THAÏLANDE	4 581	3 101 228
44	BÉNIN	6 223	2 630 849
45	KIRGHIZISTAN	3 857	2 608 153
46	COLOMBIE	3 693	2 552 592
47	TOGO	5 512	2 493 696
48	HAÏTI	1 818	2 105 532
49	CAMEROUN	4 828	1 946 539
50	NIGER	3 526	1 683 963
51	PHILIPPINES	2 646	1 492 984
52	ZIMBABWE	3 583	1 378 248
53	LESOTHO	3 738	1 355 622

ANNEXE VII: ACHAT DE PRODUITS ALIMENTAIRES PAR LE PAM EN 2011

No.	PAYS	(en tonnes)	En dollars
54	NICARAGUA	2 100	1 226 110
55	RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE D'IRAN	2 816	1 143 001
56	MADAGASCAR	3 132	915 549
57	SYRIE	870	892 942
58	SÉNÉGAL	2 719	877 640
59	CÔTE D'IVOIRE	1 198	776 632
60	ÉQUATEUR	631	618 837
61	SOUDAN DU SUD	946	364 960
62	RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE POPULAIRE LAO	523	294 024
63	NAMIBIE	711	266 226
64	SIERRA LEONE	213	216 864
65	TCHAD	485	196 243
66	URUGUAY	288	155 520
67	LIBÉRIA	150	94 500
68	RÉPUBLIQUE DU CONGO	190	89 941
69	BHOUTAN	48	27 955
70	TADJIKISTAN	100	11 671
Total partiel (71 % en valeur monétaire)		1 738 863	869 694 141

ANNEXE VII: ACHAT DE PRODUITS ALIMENTAIRES PAR LE PAM EN 2011

No.	PAYS	(en tonnes)	En dollars
Pays développés			
1	FÉDÉRATION DE RUSSIE	421 332	135 190 963
2	ITALIE	91 445	62 807 538
3	BELGIQUE	71 629	50 576 626
4	FRANCE	15 374	50 178 400
5	CANADA	30 058	14 551 919
6	ÉMIRATS ARABES UNIS	13 854	14 232 479
7	AUSTRALIE	30 371	10 570 337
8	ALLEMAGNE	10 167	7 559 469
9	ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE	3 531	5 529 543
10	JAPON	492	2 571 011
11	IRLANDE	483	2 336 540
12	PAYS-BAS	2 668	1 987 660
13	DANEMARK	3 361	1 582 478
14	OMAN	780	1 051 884
15	NORVÈGE	207	997 812
16	BULGARIE	14	328 355
17	LITUANIE	575	284 625
Total partiel (29 % en valeur monétaire)		696 339	362 337 637
TOTAL		2 435 202	1 232 031 777

ANNEXE VIII: MONTANT TOTAL DES CONTRIBUTIONS CONFIRMÉES¹ EN 2011*(en milliers de dollars)*

DONATEUR	TOTAL	Contributions multilatérales		Contributions multilatérales à emploi spécifique				
		TOTAL	CII	DÉV.	OPÉR. D'URG.	IPSR	OPÉR. SPÉC.	AUTRES*
AFGHANISTAN	1	1						
BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT	2 150					2 000		150
ANDORRE	99			72		27		
AUSTRALIE	141 715	31 059	491	12 967	35 941	37 906		23 841
AUTRICHE	733					733		
AZERBAÏDJAN	100	100						
BANGLADESH	1 790			1 790				
BELGIQUE	38 073	5 528	5 528	533	7 656	10 686	6 927	6 743
BHOUTAN	5	5						
BRÉSIL	70 576			2 800	45 939	21 737		100
BURUNDI	2 423			2 423				
CAMBODGE	1 227			1 227				
CANADA	294 961	30 227	5 000	57 502	72 600	117 547	3 789	13 298
CHILI	20	20						
CHINE	20 063	2 063		1 000	17 000			
COLOMBIE	42	42						
RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO	40					40		
CUBA	2 150	2 150	38					
RÉPUBLIQUE TCHÈQUE	237				90	90		56
DANEMARK	45 675	32 670	71	195	4 236	6 262	1 116	1 197
ÉQUATEUR	248	248						
ÉGYPTE	1 319	186		1 133				
EL SALVADOR	200	200						
ESTONIE	71				71			
ÉTHIOPIE	8 900					8 900		
COMMISSION EUROPÉENNE	257 920			4 167	136 147	80 180	28 688	8 738

¹ Le montant de 3,7 milliards de dollars représente: a) les contributions que les donateurs se sont engagés à verser au PAM pour l'année 2011, et b) le total annuel des contributions allouées par les donateurs aux opérations du PAM. Il tient compte des contributions annoncées qui ont été modifiées et de celles qui ont été confirmées pour 2011 uniquement. Cela a une incidence sur la méthode utilisée pour confirmer les contributions pluriannuelles et apporter des ajustements aux contributions, comme la reprogrammation et le remboursement aux donateurs des soldes non dépensés. Le chiffre exclut en outre les contributions allouées à des opérations bilatérales. De ce fait, le chiffre est supérieur de 78,5 millions de dollars au montant de 3,6 milliards de dollars (recettes en espèces et en nature) figurant dans les États financiers vérifiés du PAM de 2011.

ANNEXE VIII: MONTANT TOTAL DES CONTRIBUTIONS CONFIRMÉES¹ EN 2011*(en milliers de dollars)*

DONATEUR	TOTAL	Contributions multilatérales		Contributions multilatérales à emploi spécifique				
		TOTAL	CII	DÉV.	OPÉR. D'URG.	IPSR	OPÉR. SPÉC.	AUTRES*
ÎLES FÉROÉ	28						28	
FINLANDE	29 809	9 256	367		5 541	14 737		275
FRANCE	38 956			1 794	8 042	27 288		1 831
GÉORGIE	20					20		
ALLEMAGNE	194 673	31 594	3 047	6 285	22 220	127 452	3 832	3 289
GRÈCE	127					127		
GUATEMALA	75	75						
SAINT-SIÈGE	10	10						
ISLANDE	293	10	10		153	78	52	
INDE	14 565	66		2 260	1 000	11 239		
ORGANISATION INTERNATIONALE POUR LES MIGRATIONS	10							10
IRAQ	14					14		
IRLANDE	27 010	14 756	2 533	2 857	1 674	6 469	704	549
ISRAËL	165	15				150		
ITALIE	27 353	14 696			8 663	286	545	3 163
JAPON	281 863	4 681	672	32 370	76 169	141 481	26 000	1 161
JORDANIE	66	66						
KAZAKHSTAN	20							
KENYA	407							
KOWEÏT	250							
LESOTHO	601							
LIECHTENSTEIN	438	115	115		198	125		
LUXEMBOURG	11 575	1 480	617	3 056	2 059	2 810	123	2 047
MALAISIE	1 000							1 000
MAURITANIE	2 078			1 940				138
MEXIQUE	1 000				50	950		
MONACO	211			29	89	93		
MAROC	633				633			
NAMIBIE	1 727				1 727			
PAYS-BAS	72 802	54 945		1 047	7 584	7 799		1 427
NOUVELLE-ZÉLANDE	8 474	4 580			1 153	1 923	818	
NICARAGUA	19	18				1		
NORVÈGE	49 036	34 113	14 036	930	4 711	2 629	6 097	556

ANNEXE VIII: MONTANT TOTAL DES CONTRIBUTIONS CONFIRMÉES¹ EN 2011*(en milliers de dollars)*

DONATEUR	TOTAL	Contributions multilatérales		Contributions multilatérales à emploi spécifique				
		TOTAL	CII	DÉV.	OPÉR. D'URG.	IPSR	OPÉR. SPÉC.	AUTRES*
FONDS OPEP	1 250				850	400		
PAKISTAN	2 360	27			2 333			
PANAMA	68	68						
PÉROU	483	483						
PHILIPPINES	3 548					3 548		
POLOGNE	465				155	310		
DONATEURS PRIVÉS**	86 106	17 188		20 885	4 565	18 563	4 967	19 937
QATAR	277					277		
RÉPUBLIQUE DU CONGO	2 002			1 592		409		
RÉPUBLIQUE DE CORÉE	5 400			700	1 900	2 800		
RÉPUBLIQUE DE ZAMBIE	3 420			3 420				
FÉDÉRATION DE RUSSIE	37 676			14 944	9 000	11 000	2 733	
SAO TOMÉ-ET-PRINCIPE	72			72				
ARABIE SAOUDITE	67 692			3 916	50 815	12 961		
SINGAPOUR	50			50				
SLOVÉNIE	196				14	182		
AFRIQUE DU SUD	643	214	214		143			286
ESPAGNE	67 699	23 540	221		6 868	17 464	4 464	15 362
SOUDAN (GOUVERNEMENT D'UNITÉ NATIONALE)	3 750					3 570		
SOUDAN (GOUVERNEMENT DU SUD-SOUDAN)	331				331			
SRI LANKA	2 709					2 709		
SWAZILAND	360					360		
SUÈDE	97 492	81 217	4 232	248	2 060	1 157	6 271	6 539
SUISSE	46 316	3 905	2 826	1 334	21 694	18 034	1 024	325
RÉPUBLIQUE ARABE SYRIENNE	1 047	61		986				
RÉPUBLIQUE-UNIE DE TANZANIE	105	100		5				
THAÏLANDE	178	128			50			

ANNEXE VIII: MONTANT TOTAL DES CONTRIBUTIONS CONFIRMÉES¹ EN 2011*(en milliers de dollars)*

DONATEUR	TOTAL	Contributions multilatérales		Contributions multilatérales à emploi spécifique				
		TOTAL	CII	DÉV.	OPÉR. D'URG.	IPSR	OPÉR. SPÉC.	AUTRES*
UKRAINE	123	123						
NATIONS UNIES – Fonds central pour les interventions d'urgence (CERF)	126 152			180	52 768	63 500	9 705	
FONDS COMMUNS ET ORGANISMES DES NATIONS UNIES (à l'exclusion du CERF)	67 263			15 234	6 128	10 863	22 625	12 413
ÉMIRATS ARABES UNIS	6 228				1 000	5 228		
ROYAUME-UNI	143 877	33 233	10 721	3 221	17 537	88 426	1 461	
ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE	1 240 594	9 923		57 077	424 509	720 148	22 697	6 240
VENEZUELA (RÉPUBLIQUE BOLIVARIENNE DU)	275			275				
TOTAL GÉNÉRAL	3 675 254	445 186	50 739	262 842	1 064 593	1 617 296	154 666	130 672

Contributions bilatérales

78 672

* Autres: contributions aux fonds d'affectation spéciale, aux comptes spéciaux et au Fonds général.

** Les contributions de donateurs privés ne comprennent pas les dons extraordinaires en nature tels que la publicité.

ANNEXE IX-A: VENTILATION DES DÉPENSES DIRECTES¹ PAR CATÉGORIE DE PAYS ET RÉGION, 2008–2011

	2008		2009		2010		2011	
	En milliers de dollars	%	En milliers de dollars	%	En milliers de dollars	%	En milliers de dollars	%
TOTAL GÉNÉRAL	3 535 746	100	3 985 613	100	4 000 330	100	3 768 990	100
DÉVELOPPEMENT	292 112	8	275 906	7	287 842	7	315 986	8
SECOURS	2 733 744	77	3 239 887	81	3 220 081	80	2 925 212	78
Opérations d'urgence	944 581		1 418 385		1 660 195		1 367 243	
IPSR	1 789 163		1 821 502		1 559 885		1 557 969	
OPÉRATIONS SPÉCIALES	200 252	6	176 364	4	221 510	6	217 619	6
OPÉRATIONS BILATÉRALES, FONDS D'AFFECTATION SPÉCIALE ET AUTRES ²	309 639	9	293 457	7	270 898	7	310 173	8
AFRIQUE SUBSAHARIENNE	2 214 246	100	2 519 433	100	2 340 804	100	2 180 900	100
Pourcentage pour l'ensemble des régions	63		63		59		58	
DÉVELOPPEMENT	165 351	7	187 950	7	169 819	7	200 771	9
SECOURS	1 892 447	85	2 171 822	86	1 978 477	85	1 762 579	81
Opérations d'urgence	719 838		927 054		890 118		794 411	
IPSR	1 172 609		1 244 768		1 088 359		968 168	
OPÉRATIONS SPÉCIALES	141 532	6	130 703	5	131 967	6	148 010	7
OPÉRATIONS BILATÉRALES ET FONDS D'AFFECTATION SPÉCIALE	14 916	1	28 958	1	60 540	3	69 540	3
ASIE	690 747	100	763 435	100	895 743	100	796 289	100
Pourcentage pour l'ensemble des régions	20		19		22		21	
DÉVELOPPEMENT	83 631	12	77 256	10	84 286	9	62 301	8
SECOURS	551 548	80	650 793	85	769 909	86	695 828	87
Opérations d'urgence	124 197		321 789		440 383		279 982	
IPSR	427 352		329 004		329 525		415 846	
OPÉRATIONS SPÉCIALES	44 522	6	27 036	4	35 622	4	24 529	3
OPÉRATIONS BILATÉRALES ET FONDS D'AFFECTATION SPÉCIALE	11 046	2	8 349	1	5 927	1	13 631	2

¹ À l'exclusion des dépenses d'administration et d'appui aux programmes.

² Les dépenses opérationnelles comprennent le Fonds général, les comptes spéciaux et les fonds d'affectation spéciale qui ne peuvent être ventilés par projet/opération.

Les montants négatifs représentent les ajustements financiers.

ANNEXE IX-A: VENTILATION DES DÉPENSES DIRECTES¹ PAR CATÉGORIE DE PAYS ET RÉGION, 2008–2011

	2008		2009		2010		2011	
	En milliers de dollars	%	En milliers de dollars	%	En milliers de dollars	%	En milliers de dollars	%
EUROPE ORIENTALE ET CEI	37 747	100	50 432	100	29 313	100	29 716	100
Pourcentage pour l'ensemble des régions	1		1		1		1	
DÉVELOPPEMENT	-	-	-	-	2 550	9	9 693	33
SECOURS	37 192	99	49 992	99	26 060	89	19 529	66
Opérations d'urgence	6 254		9 035		12 683		15 446	
IPSR	30 938		40 957		13 376		4 083	
OPÉRATIONS SPÉCIALES	555	1	413	1	704	2	188	1
OPÉRATIONS BILATÉRALES ET FONDS D'AFFECTATION SPÉCIALE	-	-	26	0	-1	0	305	1
AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES	258 692	100	242 893	100	362 832	100	282 025	100
Pourcentage pour l'ensemble des régions	7		6		9		7	
DÉVELOPPEMENT	26 771	10	22 264	9	13 541	4	21 584	8
SECOURS	100 697	39	113 970	47	237 827	66	180 844	64
Opérations d'urgence	29 167		28 299		177 783		128 683	
IPSR	71 530		85 671		60 044		52 161	
OPÉRATIONS SPÉCIALES	7 485	3	4 232	2	47 122	13	10 775	4
OPÉRATIONS BILATÉRALES ET FONDS D'AFFECTATION SPÉCIALE	123 739	48	102 427	42	64 342	18	68 822	24
MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD	159 130	100	175 272	100	197 617	100	275 331	100
Pourcentage pour l'ensemble des régions	5		4		5		7	
DÉVELOPPEMENT	12 358	8	10 440	6	13 952	7	19 933	7
SECOURS	138 288	87	161 727	92	181 221	92	235 415	86
Opérations d'urgence	60 657		111 978		122 337		149 605	
IPSR	77 631		49 839		58 883		85 811	
OPÉRATIONS SPÉCIALES	194	0	1 576	1	446	0	17 584	6
OPÉRATIONS BILATÉRALES ET FONDS D'AFFECTATION SPÉCIALE	8 289	5	1 440	1	1 998	1	2 399	1

¹ À l'exclusion des dépenses d'administration et d'appui aux programmes.

² Les dépenses opérationnelles comprennent le Fonds général, les comptes spéciaux et les fonds d'affectation spéciale qui ne peuvent être ventilés par projet/opération.

Les montants négatifs représentent les ajustements financiers.

ANNEXE IX-B: VENTILATION DES DÉPENSES DIRECTES¹ PAR PAYS, RÉGION ET CATÉGORIE D'ACTIVITÉS, 2008–2011 (en milliers de dollars)

	2008					2009					2010					2011				
	Développe- ment	Secours	Opér. spéciales	Opér. bilat. fonds d'aff. spéc. et autres ²	Total	Développe- ment	Secours	Opér. spéciales	Opér. bilat. fonds d'aff. spéc. et autres ²	Total	Développe- ment	Secours	Opér. spéciales	Opér. bilat. fonds d'aff. spéc. et autres ²	Total	Développe- ment	Secours	Opér. spéciales	Opér. bilat. fonds d'aff. spéc. et autres ²	Total
TOTAL GÉNÉRAL	292 112	2 733 744	200 252	309 639	3 535 746	275 906	3 239 887	176 364	293 457	3 985 613	287 842	3 220 081	221 510	270 898	4 000 330	315 986	2 925 212	217 619	310 173	3 768 990
AFRIQUE SUBSAHARIENNE																				
Angola	-	3 503	-	-	3 503	-	1 015	-	-	1 015	-	35	-	-	35	-	-	-	-	-
Bénin	4 333	294	-	-	4 627	2 959	2 283	-	38	5 280	1 856	959	-	0	2 815	806	5 068	-	2	5 876
Burkina Faso	4 668	8 531	-	982	14 182	8 689	18 351	-	884	27 924	5 484	11 386	-	1 011	17 881	4 125	8 645	-	1 191	13 961
Burundi	-	31 738	-	108	31 845	-	44 512	-	462	44 973	-	22 918	-	31	22 948	3 382	15 899	-	68	19 349
Cameroun	2 057	5 997	698	-	8 752	3 447	7 735	-	44	11 226	2 165	14 212	-	47	16 424	33	16 548	-	269	16 850
Cap-Vert	673	-	-	-	673	385	-	-	-	385	630	-	-	-	630	175	-	-	-	175
République centrafricaine	2 641	28 948	4 570	-	36 160	4 270	28 860	3 281	-	36 411	3 599	17 563	2 695	45	23 902	3 624	13 545	4 610	842	22 621
Tchad	3 815	78 844	12 056	-	94 714	9 986	107 412	11 817	343	129 558	6 678	127 362	11 685	832	146 557	8 025	143 694	16 152	19	167 890
Congo	-	3 411	-	-	3 411	-	4 568	-	4	4 571	-	11 383	226	-	11 610	-824	12 267	257	-	11 699
République démocratique du Congo	-	93 902	7 422	-	101 323	-	165 448	11 932	38	177 418	-	115 237	19 990	1 234	136 461	-	122 519	18 618	2 427	143 564
Côte d'Ivoire	-	16 286	257	-	16 543	916	14 905	151	-	15 971	1 043	6 338	0	37	7 418	2 563	29 945	4 146	103	36 757
Djibouti	701	7 526	-	-	8 227	552	6 609	-	39	7 200	801	8 137	-	-	8 938	925	11 370	-	33	12 327
Érythrée	-	137	-	-	137	-	285	-	-	285	-	35	-	-	35	-	-	-	-	-
Éthiopie	19 658	261 831	2 578	3 337	287 404	26 414	354 215	4 041	15 178	399 847	26 247	416 298	3 125	32 859	478 529	27 029	339 050	3 837	21 981	391 897
Gambie	2 933	916	-	-	3 849	2 201	556	-	8	2 764	1 267	543	-	128	1 939	1 891	-128	-	263	2 026
Ghana	2 779	6 218	284	-72	9 209	2 956	10 387	-	114	13 457	4 370	1 889	-0	911	7 169	3 461	7 014	11	1 615	12 101
Guinée	5 895	13 209	621	8	19 733	6 312	8 949	332	61	15 653	1 920	2 939	273	7	5 139	2 630	9 488	9	72	12 199
Guinée-Bissau	-	3 216	-	-	3 216	-	4 096	-	249	4 344	-	4 700	-	649	5 348	84	6 952	-	929	7 966
Kenya	25 022	136 528	681	61	162 293	23 722	222 834	-	449	247 005	21 655	191 706	-	1 264	214 625	21 702	228 590	-	1 373	251 665
Lesotho	1 368	9 355	-	204	10 927	1 439	6 257	-	1 133	8 829	957	5 742	-	157	6 856	3 688	1 636	-	961	6 285
Libéria	969	27 277	3 727	7	31 980	1 985	12 990	2 451	188	17 614	2 354	14 511	1 535	683	19 084	-26	32 892	1 104	630	34 600
Madagascar	4 554	7 891	675	-	13 120	8 706	7 068	24	138	15 936	7 982	7 532	-	437	15 951	7 634	7 450	-	256	15 340
Malawi	12 823	15 961	-	74	28 858	16 303	21 186	-	2 123	39 613	7 423	9 818	-	695	17 936	12 465	7 593	-	793	20 851
Mal	4 565	6 880	-	2 133	13 577	6 179	3 185	-	1 297	10 661	5 258	6 628	-	1 432	13 318	8 389	7 237	59	1 659	17 344
Mauritanie	6 993	20 666	-	-	27 659	3 454	9 317	-	-	12 771	4 149	7 503	-	801	12 453	8 430	2 120	-	1 334	11 885
Mozambique	9 231	29 813	2 909	102	42 055	5 298	22 508	169	638	28 612	3 863	19 165	46	1 443	24 516	5 260	24 165	0	3 112	32 537
Namibie	-	3 313	-	-	3 313	-	485	-	15	500	-	746	-	89	835	-	870	-	-	870
Niger	10 997	18 394	1 990	-	31 382	6 206	17 514	1 304	36	25 060	7 211	127 635	6 796	239	141 880	6 119	89 677	8 687	2 193	106 676
Rwanda	7 477	11 586	-	279	19 343	11 363	10 075	-0	504	21 943	8 324	9 830	-	653	18 807	5 919	10 608	-	1 893	18 420
Sao Tomé-et-Principe	635	-	-	-	635	1 030	-	-	82	1 112	665	-	-	78	743	819	-	-	102	921
Sénégal	3 458	5 101	-	-	8 559	2 201	8 449	-	217	10 867	1 931	9 120	-	1 960	13 011	1 438	13 454	-	1 321	16 214
Sierra Leone	3 392	11 169	242	-	14 803	2 657	9 462	171	467	12 756	815	8 880	62	1 600	11 356	6 080	8 397	-	1 272	15 750
Somalie	-	168 086	10 696	-	178 781	-	247 236	20 057	596	267 889	-	104 916	13 362	1 611	119 889	-	116 098	20 657	728	137 484
Afrique du Sud	-10	77	-	-	67	-	7	-	-	7	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Soudan du Sud	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-1 021	9 010	616	8 605
Soudan	5 375	531 255	91 546	7 141	635 316	5 231	527 724	74 197	-225	606 927	1 639	545 624	71 617	704	619 584	51	363 926	60 707	9 315	434 000
Swaziland	-	9 432	-	-	9 432	-	3 811	-	-	3 811	-	3 282	-	132	3 415	-	2 133	-	196	2 330
République-Unie de Tanzanie	6 684	22 345	-	205	29 233	6 907	17 645	399	781	25 733	15 961	16 648	209	1 502	34 320	18 960	17 398	92	1 195	37 644
Togo	-	3 817	217	-	4 034	-	1 766	-	1	1 767	-	1 647	-	7	1 654	-	952	-	487	1 440
Ouganda	4 228	113 236	363	-	117 827	9 969	80 669	-9	205	90 834	16 838	38 017	-0	913	55 768	27 486	21 104	-10	2 322	50 903
Zambie	7 438	19 090	0	0	26 529	6 217	9 425	-	375	16 018	6 740	8 372	-	1 305	16 416	8 427	3 426	-	1 086	12 939
Zimbabwe	-	155 610	-	-	155 610	-	153 769	386	270	154 425	-	79 123	350	676	80 148	6	61 925	-	946	62 876
Autres dépenses régionales	0	958	0	349	1 307	-6	-1 742	-0	2 207	459	-4	98	-2	4 367	4 460	-7	75	63	5 935	6 066
TOTAL POUR LA RÉGION	165 351	1 892 447	141 532	14 916	2 214 246	187 950	2 171 822	130 703	28 958	2 519 433	169 819	1 978 477	131 967	60 540	2 340 804	200 771	1 762 579	148 010	69 540	2 180 990

¹ À l'exclusion des dépenses d'administration et d'appui aux programmes.

² Comprend toutes les dépenses relatives aux opérations bilatérales, aux fonds d'affectation spéciale, au Fonds général et aux comptes spéciaux. Les montants négatifs représentent les ajustements financiers.

ANNEXE IX-B: VENTILATION DES DÉPENSES DIRECTES¹ PAR PAYS, RÉGION ET CATÉGORIE D'ACTIVITÉS, 2008–2011
(en milliers de dollars)

	2008				2009				2010				2011								
	Développe- ment	Secours	Opér. spéciales	Opér. bilat. fonds d'aff. spéc. et autres ²	Total	Développe- ment	Secours	Opér. spéciales	Opér. bilat. fonds d'aff. spéc. et autres ²	Total	Développe- ment	Secours	Opér. spéciales	Opér. bilat. fonds d'aff. spéc. et autres ²	Total	Développe- ment	Secours	Opér. spéciales	Opér. bilat. fonds d'aff. spéc. et autres ²	Total	
ASIE																					
Afghanistan	-	189 836	14 636	369	204 841	-	189 089	16 457	1 075	206 621	-	142 559	13 553	494	156 606	-	179 219	14 487	582	194 289	
Bangladesh	33 119	62 476	-	-658	94 938	39 299	27 778	-	164	67 241	42 492	32 793	-	453	75 738	36 783	4 581	-	2 635	44 000	
Bhoutan	2 210	-	-	-	2 210	1 831	-	-	5	1 836	2 027	-	-	19	2 046	1 873	-	-	36	1 909	
Cambodge	1 777	18 059	-	351	20 187	2 254	11 861	-	59	14 175	1 455	14 597	-	219	16 272	5 181	9 698	-	391	15 269	
Chine	-	402	-	-	402	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Inde	8 855	577	-	9 696	19 128	5 773	6	-	3 941	9 720	9 530	-	-	953	10 482	6 203	-1	-	3 345	9 547	
Indonésie	-	24 290	1 007	728	26 025	-	15 495	2 300	539	18 334	-	8 488	1 519	423	10 429	-	6 763	663	1 069	8 494	
République populaire démocratique de Corée	-	73 026	-	-	73 026	-	37 225	-	785	38 010	-	29 780	-	692	30 472	-	38 791	-	35	38 825	
République démocratique populaire lao	5 788	3 648	-	-	9 436	7 815	7 496	-	101	15 411	6 808	8 454	-	182	15 444	4 504	4 595	-	604	9 703	
Myanmar	-	54 559	26 606	-	81 165	-	35 086	3 139	54	38 279	-	20 872	295	11	21 178	-	27 286	394	84	27 764	
Népal	6 238	38 150	-	-	44 388	1 296	51 825	-	154	53 274	7 137	49 660	-	133	56 931	4 925	42 782	-1	116	47 822	
Pakistan	24 623	21 829	260	79	46 792	18 890	201 826	763	195	221 674	13 728	347 829	17 690	868	380 116	2 749	327 778	7 058	1 614	339 198	
Philippines	-	8 327	-	-	8 327	-	24 105	2 656	75	26 836	-	38 458	940	126	39 524	-	20 829	38	203	21 071	
Sri Lanka	1 021	48 528	1 958	195	51 702	97	38 615	1 501	188	40 401	1 109	71 366	1 221	31	73 727	221	27 607	1 015	70	28 913	
Timor-Leste	-	7 838	-	285	8 123	-	10 388	221	220	10 829	-	4 995	404	465	5 863	-137	5 854	464	1 281	7 462	
Autres dépenses régionales	-	-	55	-	55	-	-	-	793	793	-	56	-	859	915	-	45	410	1 566	2 022	
TOTAL POUR LA RÉGION	83 631	551 548	44 522	11 046	690 747	77 256	650 793	27 036	8 349	763 435	84 286	769 909	35 622	5 927	895 743	62 301	695 828	24 529	13 631	796 289	
EUROPE ORIENTALE ET CEI																					
Arménie	-	3 824	-	-	3 824	-	449	-	30	479	106	1 424	-	-	1 531	1 302	2 669	-	-	3 971	
Azerbaïdjan	-	1 473	-	-	1 473	-	213	-	-	213	-	-	-	-	-	-	-	-	88	88	
Géorgie	-	8 956	555	-	9 510	-	15 226	413	-4	15 635	-	4 331	7	-	4 338	-	764	5	53	822	
Kirghizistan	-	69	-	-	69	-	8 663	-	-	8 663	-	12 046	697	-1	12 742	-	13 841	183	64	14 088	
Fédération de Russie	-	6 185	-	-	6 185	-	371	-	-	371	-	421	-	-	421	-	-	-	-	-	
Tadjikistan	-	16 685	-	-	16 685	-	25 070	-	-	25 070	2 444	7 621	-	-	10 065	8 391	2 255	-	101	10 747	
Ouzbékistan	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	1	
Autres dépenses régionales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	217	-	-	217	-	-	-	-	-	
TOTAL POUR LA RÉGION	-	37 192	555	-	37 747	-	49 992	413	26	50 432	2 550	26 060	704	-1	29 313	9 693	19 529	188	305	29 716	

¹ À l'exclusion des dépenses d'administration et d'appui aux programmes.

² Comprend toutes les dépenses relatives aux opérations bilatérales, aux fonds d'affectation spéciale, au Fonds général et aux comptes spéciaux. Les montants négatifs représentent les ajustements financiers.

ANNEXE IX-B: VENTILATION DES DÉPENSES DIRECTES¹ PAR PAYS, RÉGION ET CATÉGORIE D'ACTIVITÉS, 2008–2011
(en milliers de dollars)

	2008				2009				2010				2011							
	Développe- ment	Secours	Opér. spéciales	Opér. bilat. fonds d'aff. spéc. et autres ²	Total	Développe- ment	Secours	Opér. spéciales	Opér. bilat. fonds d'aff. spéc. et autres ²	Total	Développe- ment	Secours	Opér. spéciales	Opér. bilat. fonds d'aff. spéc. et autres ²	Total	Développe- ment	Secours	Opér. spéciales	Opér. bilat. fonds d'aff. spéc. et autres ²	Total
AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES																				
Barbade	-	84	2	-	86	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Bélice	-	50	-	-	50	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Bolivie, État plurinational de	3 434	6 773	-	1 184	11 391	1 588	2 973	-	778	5 339	2 574	2 468	-	2 559	7 601	947	3 296	-	1 955	6 198
Chili	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	442	-	-	442	-	-	-	-	-
Colombie	-	17 071	-	2 587	19 658	-0	20 581	-	6 104	26 685	-2	19 743	-	12 741	32 483	-1	24 722	-	12 222	36 944
Cuba	2 332	1 802	-	-	4 134	634	3 701	-	-	4 335	213	236	-	162	611	914	20	-	469	1 403
République dominicaine	-	3 057	-	-	3 057	-	564	-	-	564	-	-	-	60	60	-	-	-	1 341	1 341
Équateur	-	2 186	9	77 090	79 284	-9	1 745	-	37 739	39 475	-15	2 540	-	1 578	4 103	-2	1 430	-	2 612	4 040
El Salvador	2	300	51	3 483	3 837	-	876	-	15 397	16 274	-	3 338	-	22 522	25 859	-	1 403	-	16 739	18 142
Guatemala	2 874	5 291	-	-	8 165	1 105	7 786	-	486	9 377	711	13 504	-	1 519	15 733	3 225	6 579	-	3 712	13 517
Haïti	1 649	50 455	7 419	-	59 523	2 393	65 808	4 232	71	72 504	548	188 537	47 122	175	236 382	-	139 344	10 775	632	150 752
Honduras	1 894	966	-	-3 844	-983	7 320	5 939	-	14 756	28 014	4 807	3 094	-	20 538	28 439	11 183	610	-	25 229	37 022
Jamaïque	-	1	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Mexique	-	314	-	-	314	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Nicaragua	8 658	7 236	-	-	15 893	5 474	3 211	-	489	9 174	1 525	3 630	-	948	6 103	4 423	3 401	-	815	8 640
Panama	-	53	2	-	55	-	50	-	-	50	-	-	-	-	-	-	-	-	9	9
Pérou	4 191	4 945	-	43 239	52 375	604	512	-	26 241	27 358	-7	-0	-	1 154	1 147	-	-	-	1 709	1 709
Autres dépenses régionales	1 737	113	1	-	1 851	3 154	223	-	366	3 743	3 186	296	-	386	3 868	894	38	-	1 376	2 308
TOTAL POUR LA RÉGION	26 771	100 697	7 485	123 739	258 692	22 264	113 970	4 232	102 427	242 893	13 541	237 827	47 122	64 342	362 832	21 584	180 844	10 775	68 822	282 025
MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD																				
Algérie	-	22 776	-	-	22 776	-	17 477	-	1 120	18 596	-	18 027	-	1 434	19 461	-	18 261	-	133	18 394
Égypte	4 536	-	-	-	4 536	5 517	-	-	109	5 627	8 467	-	-	44	8 511	9 687	4 422	-	187	14 296
Iran, République islamique de	-	1 238	-	-	1 238	-	2 551	-	-	2 551	-	3 035	-	-	3 035	-	3 550	-	-	3 550
Iraq	-	37 144	-	8 244	45 388	-	36 473	-	-	36 473	271	16 402	-	-	16 673	1 542	14 496	5 913	-	21 952
Jordanie	138	-	-	-	138	-	-	-	-	-	-	-	-	102	102	-	-	-	147	147
Libye	-	-	194	-	194	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	22 204	11 240	-	33 444
Territoire palestinien occupé	-	52 244	-	-0	52 244	-	60 726	1 576	16	62 317	-	76 304	123	-0	76 427	-	68 380	18	101	68 500
République arabe syrienne	639	19 069	-	45	19 753	1 258	21 499	-	22	22 778	1 796	31 981	-	38	33 815	6 863	39 836	-	48	46 748
Turisie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	5 949	-	-	5 949
Yémen	7 045	5 797	-	-	12 842	3 665	22 903	-	-1	26 568	3 417	35 296	323	57	39 092	1 840	56 803	412	1 291	60 347
Autres dépenses régionales	-	21	-	-	21	-	187	-	174	361	-	177	-	324	502	-	1 513	-	490	2 004
TOTAL POUR LA RÉGION	12 358	138 288	194	8 289	159 130	10 440	161 817	1 576	1 440	175 272	13 952	181 221	446	1 998	197 617	19 933	235 415	17 584	2 399	275 331
AUTRE	4 001	13 571	5 964	151 649	175 185	-22 004	91 493	12 404	152 256	234 149	3 694	26 588	5 648	138 091	174 021	1 702	31 018	16 534	155 476	204 729

¹ À l'exclusion des dépenses d'administration et d'appui aux programmes.

² Comprend toutes les dépenses relatives aux opérations bilatérales, aux fonds d'affectation spéciale, au Fonds général et aux comptes spéciaux.

Les montants négatifs représentent les ajustements financiers.

ANNEXE IX-C: VENTILATION DES DÉPENSES DIRECTES¹ PAR CATÉGORIE DE PAYS ET RÉGION, 2008–2011

	2008		2009		2010		2011	
	En milliers de dollars	%	En milliers de dollars	%	En milliers de dollars	%	En milliers de dollars	%
DÉVELOPPEMENT ET SECOURS:	3 025 855	100,0	3 515 792	100,0	3 507 923	100,0	3 241 198	100,0
PAR CATÉGORIE DE PAYS²								
Pays les moins avancés	2 178 093	72,0	2 392 382	68,0	2 371 939	67,6	2 102 005	64,9
Pays à faible revenu et à déficit vivrier	2 810 174	92,9	3 285 073	93,4	3 308 053	94,3	3 010 605	92,9
PAR RÉGION/GROUPE DE PAYS								
Afrique subsaharienne	2 057 798	68,0	2 359 772	67,1	2 148 296	61,2	1 963 350	60,6
Asie	635 179	21,0	728 049	20,7	854 194	24,4	758 129	23,4
Europe orientale et CEI	37 192	1,2	49 992	1,4	28 610	0,8	29 222	0,9
Amérique latine et Caraïbes	127 468	4,2	136 234	3,9	251 367	7,2	202 428	6,2
Moyen-Orient et Afrique du Nord	150 646	5,0	172 167	4,9	195 173	5,6	255 349	7,9
DÉVELOPPEMENT:	292 112	100,0	275 906	100,0	287 842	100,0	315 986	100,0
PAR CATÉGORIE DE PAYS²								
Pays les moins avancés	192 657	66,0	193 079	70,0	204 474	71,0	228 630	72,4
Pays à faible revenu et à déficit vivrier	273 412	93,6	268 834	97,4	276 860	96,2	306 835	97,1
PAR RÉGION/GROUPE DE PAYS								
Afrique subsaharienne	165 351	56,6	187 950	68,1	169 819	59,0	200 771	63,5
Asie	83 631	28,6	77 256	28,0	84 286	29,3	62 301	19,7
Europe orientale et CEI	-	-	-	-	2 550	0,9	9 693	3,1
Amérique latine et Caraïbes	26 771	9,2	22 264	8,1	13 541	4,7	21 584	6,8
Moyen-Orient et Afrique du Nord	12 358	4,2	10 440	3,8	13 952	4,8	19 933	6,3

¹ À l'exclusion des dépenses d'administration et d'appui aux programmes.

² Classement pour chaque année.

ANNEXE X-A: PARTENARIATS AVEC DES ORGANISMES DES NATIONS UNIES ET DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES

PARTENAIRES	2009		2010		2011	
	Nombre de projets	Nombre de pays	Nombre de projets	Nombre de pays	Nombre de projets ¹	Nombre de pays
UNICEF	138	71	134	62	126	56
FAO	93	61	93	56	86	50
OMS	62	41	74	44	72	38
PNUD	63	36	64	44	64	37
HCR	54	39	52	38	59	43
FNUAP	41	28	44	31	41	22
ONUSIDA	30	26	33	28	27	23
AUTRES*	18	12	31	22	27	14
OIM	22	19	26	21	37	24
Banque mondiale	23	15	25	19	22	18
UNESCO	15	9	19	13	15	11
FIDA	16	14	17	14	11	9
OIT	22	15	17	14	18	10
CICR	12	11	14	10	n/d ²	n/d
FICR	8	8	13	8	n/d ³	n/d
Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (CICR,FICR), et sociétés nationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge)	n/d	n/d	n/d	n/d	46	34
ONU-Femmes**	8	6	10	9	8	6
PNUE	5	4	4	4	3	2
ONU-HABITAT	2	2	4	2	1	1

* AUTRES Comprend des entités comme les missions des Nations Unies.

** UNIFEM a été absorbé par ONU-Femmes en janvier 2011.

¹ Les projets à l'échelle des pays sont comptabilisés par activité et les projets régionaux par pays. Les opérations spéciales sont exclues.

² En 2011, la collecte de données sur les partenariats a été renforcée afin de mieux saisir toute l'envergure de la collaboration opérationnelle avec le Mouvement de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, c'est-à-dire avec le CICR, la FICR ainsi que les sociétés nationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge.

³ Voir la note 2.

ANNEXE X-B: ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES ET SECTEURS DE COOPÉRATION¹

SECTEUR DE COOPÉRATION	TOTAL	Nombre d'ONG internationales	Nombre d'ONG nationales
Distributions générales de vivres	549	82	467
Nutrition: prévention de la malnutrition aiguë	188	44	144
Nutrition: traitement de la malnutrition aiguë	245	62	183
Nutrition: prévention du retard de croissance	183	15	168
Nutrition: supplémentation en micronutriments autonome	11	3	8
VCA/VCT: promotion de l'agriculture et de la production agricole	379	43	336
VCA/VCT: projets d'agroforesterie	153	19	134
VCA/VCT: projets d'élevage ou de pisciculture	71	6	65
VCA/VCT: réserves alimentaires	30	5	25
VCA/VCT: mise en valeur des terres et des ressources en eau	369	48	321
VCA/VCT: services/établissements scolaires/logements publics	101	25	76
VCA/VCT: transport (routes d'accès, routes rurales, etc.)	187	30	157
VCA/VCT: autres	20	11	9
Vivres pour la formation (VPF)	289	34	255
VIH/tuberculose: soins et traitements	266	49	217
VIH/tuberculose: atténuation des effets et filets de sécurité	187	23	164
Alimentation scolaire d'urgence	18	8	10
Alimentation scolaire: crèches et jardins d'enfants	115	20	95
Alimentation scolaire: écoles primaire et secondaire	255	43	212
Renforcement des capacités: préparation aux catastrophes/aux situations d'urgence	58	17	41
Renforcement des capacités: enrichissement des aliments	3	2	1
Renforcement des capacités: renforcer les capacités nationales	45	19	26
Installation/réinstallation	8	3	5
Transferts monétaires et bons	60	24	36
Opérations spéciales	4	1	3
Autres	138	49	89

¹ La liste des secteurs de coopération a changé. Pour connaître la précédente, veuillez consulter les Rapports annuels sur les résultats de 2009 et 2010.

ANNEXE XI: NOTES GÉNÉRALES

- Sauf indication contraire, tous les montants sont libellés en dollars des États-Unis.
- Un milliard est égal à 1 000 millions.
- Sauf indication contraire, toutes les quantités de produits alimentaires sont exprimées en tonnes.
- Les dépenses directes comprennent les produits alimentaires, le transport extérieur, le transport terrestre, l'entreposage et la manutention (TTEM), les coûts d'appui directs (CAD) et les autres coûts opérationnels directs (Autres COD), mais ne comprennent pas les coûts d'appui indirects (CAI) et les dépenses d'administration et d'appui aux programmes (AAP).
- Dans certains tableaux, les totaux peuvent ne pas correspondre exactement, les chiffres ayant été arrondis.
- Les pays à faible revenu et à déficit vivrier (PFRDV) comprennent les pays importateurs nets de produits alimentaires ayant un revenu par habitant inférieur au niveau utilisé par la Banque mondiale pour déterminer les pays pouvant bénéficier de l'assistance de l'Association internationale de développement et des conditions de prêt sur 20 ans de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement; ces pays correspondent aux pays des catégories I et II de la Banque mondiale. Le plafond du revenu national brut par habitant pour 2008, sur la base de la méthode de l'Atlas de la Banque mondiale, est de 1 855 dollars. En 2011, 70 pays ont été rangés dans la catégorie des PFRDV par la FAO.
- Les trois critères d'identification des pays les moins avancés (PMA), revus tous les trois ans par le Conseil économique et social, sont les suivants: i) faible revenu fondé sur le produit national brut par habitant (PNB); ii) faiblesse des ressources humaines fondée sur l'indicateur physique révisé de la qualité de la vie — espérance de vie à la naissance, apport calorique par habitant, ratio des inscriptions en cycles primaire et secondaire, et taux d'alphabétisation des adultes; iii) faible niveau de diversification de l'économie, basé sur l'indice composite de diversification économique — part de l'industrie de transformation dans le PNB, part de la main-d'œuvre dans l'industrie, consommation énergétique commerciale par habitant et par an et indice de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) de concentration des exportations de marchandise. En 2011, 48 pays étaient classés dans la catégorie des PMA.
- Depuis 2007, le PAM doit se conformer aux instructions du Conseil visant à allouer au moins 90 pour cent des ressources multilatérales destinées au développement aux pays de concentration de l'aide. Les pays qui répondent aux critères de concentration sont:
 - les pays moins avancés ou ayant un revenu aussi faible¹; et
 - les pays enregistrant un problème de malnutrition chronique mesurée par un taux de retard de croissance supérieur à 25 pour cent chez les enfants de moins de 5 ans².

¹ En 2009, le revenu intérieur brut par habitant était de 503,1 dollars.

² Voir les données de l'UNICEF à l'adresse http://www.unicef.org/protection/Progress_for_Children-No.9_EN_081710.pdf.

LISTE DES SIGLES UTILISÉS DANS LE PRÉSENT DOCUMENT

AAP	budget administratif et d'appui aux programmes
Autres COD	autres coûts opérationnels directs
CAD	Comité d'aide au développement
CAD	coûts d'appui directs
CAI	coûts d'appui indirects
CERF	Fonds central pour les interventions d'urgence
CICR	Comité international de la Croix-Rouge
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
COMET	outil institutionnel de suivi et d'évaluation
EPIC	Plateforme intégrée pour la préparation aux situations d'urgence
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FICR	Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge
FIDA	Fonds international de développement agricole
FNUAP	Fonds des Nations Unies pour la population
GNUD	Groupe des Nations Unies pour le développement
HCR	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
IPSAS	Normes comptables internationales du secteur public
IPSR	intervention prolongée de secours et de redressement
MAA	Mécanisme d'achat anticipé
MOSS	Normes minimales de sécurité opérationnelle
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OIM	Organisation internationale pour les migrations
OIT	Organisation internationale du Travail
OMD	objectif du Millénaire pour le développement
OMS	Organisation mondiale de la Santé
ONG	organisation non gouvernementale

ONU-Femmes	Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation de la femme
ONU-Habitat	Programme des Nations Unies pour les établissements humains
ONUSIDA	Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida
PFRDV	pays à faible revenu et à déficit vivrier
PMA	pays les moins avancés
PNB	produit national brut
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
PPSAP	Programme de filets de sécurité fondé sur des activités productives
PREP	Programme de renforcement des capacités de préparation et d'intervention en cas de crise
PROMIS	système d'information de gestion opérationnelle de la performance et des risques
RDC	République démocratique du Congo
REACH	Partenariat visant à éliminer la faim chez les enfants
TIC	technologies de l'information et des communications
TTEM	transport terrestre, entreposage et manutention
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
VCA	Vivres pour la création d'avoirs
VCT	Vivres contre travail
VPF	Vivres pour la formation
WINGS	Système mondial et réseau d'information du PAM